

Réunion DRE

Montpellier, 28 septembre 2000
14 :00-18 :00, Campus de Lavalette, Salle 40

Ordre du Jour

- | | |
|--------------------|---|
| 14:00/14:10 | Accueil, présentation de l'ordre du jour et tour de table |
| 14:10/14:50 | La contribution de la DRE dans la démarche stratégique du CIRAD
<i>Introduction par Alain Derevier</i> |
| 14:50/15:30 | Le point sur les chantiers de la DRE
<i>Introduction par Alain Guyot</i> |
| 15:30/16:00 | Comment la poursuite de ces chantiers peut-elle s'insérer dans la démarche stratégique
<i>Introduction par André de Courville</i> |
| 16:00/16:15 | pause café |
| 16:15/16:45 | Structuration de notre dispositif en pôles, plateformes et réseaux dans un contexte de partenariat : opportunités et contraintes
<i>Introduction par Alain Derevier</i> |
| 16:45/17:15 | La représentation du CIRAD à l'étranger : articulation entre national et régional, les avantages et les limites
<i>Introduction du sujet par Alain Derevier</i>
<i>Contributions de Jacques Dubernard et Jean-Luc Renard</i> |
| 17:15/17:45 | Les questions à approfondir par la DRE, et suggestions pour les traiter
<i>Ce point devrait donner lieu à un tour de table ouvert pour repérer les quelques sujets qui nécessiteront une réflexion plus approfondie en coopération avec les partenaires internes (départements, programmes) et externes dans les mois qui viennent</i> |
| 17:45/18:00 | Relevé de conclusions |

Réunion DRE

Montpellier, 28 septembre 2000

14 :00-18 :00, Campus de Lavalette, Salle 40

Documents joints

- 1 - Relance stratégique.
 - Les options stratégiques du Cirad pour les années 2000
 - Relevé des délibérations du C.A. du 6 juin 2000
 - Les chantiers de la DRE (juillet 1999)
- 2- Notes d'analyses stratégiques par pays et/ou régions préparées par les représentants
- 3- Eléments pour l'élaboration de lettre de mission (délégués géographiques, représentants)

NB. Ces projets ont une valeur illustrative et éclairent bien certaines des questions qui se posent. Ils n'ont bien sûr pas de valeur contractuelle en tant que tels.

1. RELANCE STRATEGIQUE

- ☐ **Les options stratégiques du Cirad pour les années 2000**
- ☐ **Relevé des délibérations du C.A. du 6 juin 2000**
- ☐ **Les chantiers de la DRE**

LES OPTIONS STRATEGIQUES
DU CIRAD
POUR LES ANNEES 2000

Les options stratégiques du Cirad pour les années 2000

1. Le conseil d'administration du 22 mars 2000 a souhaité que la "relance stratégique" donne lieu à une présentation où les principales options de la stratégie du CIRAD à moyen et long terme soient exprimées. C'est le but de la présente note. Durant les dix dernières années, différents exercices de redéfinition de la stratégie ont été conduits. De nombreux éléments du contexte, tant national qu'international, ont évolués. La présente note propose de présenter au conseil d'administration les fondements de la réflexion et de formuler les questions que ces évolutions suggèrent.
2. L'actualisation de la stratégie du Cirad s'engage, aujourd'hui, dix années après la proposition du "Projet d'entreprise" et quatre années après le contrat d'objectif de 1996. Elle intervient aussi trois ans après l'adoption de la réforme des structures et du management du Cirad. Elle se fait, par ailleurs, dans un contexte de réflexion stratégique intense caractérisé par le recrutement d'un nombre important de scientifiques, permis par l'accord sur la réduction du temps de travail -"relance stratégique"- et par la réalisation de recrutements dans le cadre des plans de recrutement annuels (remplacements). Par ailleurs, de nombreuses équipes du Cirad s'apprêtent à constituer des unités mixtes de recherche avec l'Université, ce qui induira des changements importants dans le pilotage de l'activité de recherche. Les acteurs des recherches nationales se diversifient, qu'il s'agisse des organisations gouvernementales, du secteur privé ou des universités. Enfin, l'environnement international de la recherche agronomique connaît une mutation importante avec l'avènement d'une nouvelle structuration internationale (le Forum Global de la Recherche Agronomique), et les réformes des centres du GCRAI en raison des réductions de financement. Le Cirad révisé donc sa stratégie. Dans une deuxième étape, le Conseil d'Administration doit fixer les grandes orientations et les grands choix. Sur cette base, des travaux plus détaillés seront réalisés afin de préciser le "projet stratégique" du Cirad et proposer un contrat d'objectifs. Au cours de l'année 2001, un document de synthèse exprimera l'ambition qui devrait animer l'organisme pour faire face aux enjeux des dix années qui viennent.
3. Au plan de la méthode, la présente note s'appuie sur le "concept stratégique" proposé au Conseil Scientifique (session du 23-24 février 2000) et au Conseil d'Administration (session du 22 mars 2000) qui définit les différentes composantes d'une stratégie pour un établissement de recherche finalisée pour le développement (voir schéma page suivante). A cela s'ajoute la proposition du Conseil Scientifique de mener la réflexion selon une démarche de prospective stratégique, afin de faire le point sur les évolutions tendanciennes des pratiques actuelles, d'exprimer une vision à dix ans, et d'en tirer des conséquences opérationnelles.

① La mission et le mandat du Cirad

4. La mission du Cirad lui a été conférée par le décret constitutif. Le décret définit ainsi son caractère public, son champ de compétence thématique et ses moyens d'action. Le Cirad est un Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial. Ce statut a été choisi d'une part pour consacrer le caractère public de sa vocation et de l'ensemble des instituts constitutifs (Etablissement Public) bien que certains eussent un statut associatif avec une participation d'intérêts industriels, et d'autre part pour marquer son caractère finalisé (Caractère Industriel et Commercial) orienté vers les applications et le développement (développement technologique, développement économique et social), et afin de favoriser la diversité des financements et la souplesse de gestion qui est nécessaire pour la réalisation d'opérations à l'étranger et avec des partenaires divers. Son statut public le destine à produire des "biens publics", c'est à dire des biens accessibles à tous et d'intérêt général. Son caractère industriel et commercial à valoriser ses produits avec des entreprises et des filiales dans l'esprit de l'utilité publique.
5. Son champ thématique correspond au domaine de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, et de l'agro-alimentaire. Il couvre l'ensemble des activités qui vont de la gestion des milieux, la production, la transformation et la consommation. Il intègre l'aide à la décision pour les acteurs privés et publics.
6. Sa fonction principale est d'être à la fois un instrument de recherche et de coopération internationale. Pour cela, il dispose dans son mandat de quatre grands moyens d'action: l'information scientifique et technique, la formation, la recherche et le développement technologique.

② Se positionner par rapport aux grands enjeux du développement tels que l'on peut les identifier aujourd'hui

7. Le Cirad étant un organisme de recherche finalisée, il convient pour revisiter une stratégie de réexaminer les finalités, ce qui suppose antérieurement d'identifier les grands enjeux du développement économique et social ainsi que les problèmes qui appellent pour le Cirad la réalisation de recherches ou d'activités de formation ou d'information.

L'enjeu de la sécurité alimentaire et de la pauvreté

8. La population mondiale devrait atteindre neuf milliards d'habitants en 2050. Cette population est très inégalement répartie par rapport aux espaces disponibles et au potentiel productif (écologie et capital) de la planète. Certaines régions où l'espace est rare ont déjà du accroître fortement leurs rendements et rencontrent des difficultés pour les accroître encore (Asie); d'autres vont devoir les accroître fortement (Afrique, Asie occidentale et Moyen Orient) mais ne pourront pas toujours le faire en raison des limites écologiques ou de difficultés à caractère institutionnel (crise de l'état et transition rapide vers l'économie de marché en Afrique). D'autres enfin disposent encore de réserves de terre importantes.

L'internationalisation des marchés devrait en théorie permettre aux régions agricoles riches d'exporter vers les régions déficitaires, mais cela suppose que les pays importateurs puissent payer leur facture alimentaire sans que cela affecte leur capacité de développement. Les besoins d'accroissement des rendements sont donc très différents selon les régions. Par ailleurs, selon que l'agriculture jouera un rôle important de réservoir d'emploi ou non, les objectifs de productivité seront eux aussi très différents d'un pays à l'autre. La carte des objectifs en termes de rendement et de productivité et les problématiques de recherche qui en résultent révèle donc d'une grande diversité de situation et de degrés d'urgence pour la recherche de solutions. Dans cette carte, l'Afrique est le continent où les interrogations sur la capacité des sociétés à faire face au déficit alimentaire sont les plus grandes.

9. Mais les urgences de demain sont souvent déjà celles d'aujourd'hui. L'essentiel du problème alimentaire mondial est en effet celui de 800 millions d'habitants vivant pour la plupart en Asie de l'Est et du Sud, ainsi qu'en Afrique. Les trois quart vivent de l'agriculture et se situent dans des régions à faible potentiel, ou se trouvent en situation de pauvreté (non accès à la terre, au crédit, à l'éducation, aux soins de santé,...). Un quart vit en situation de pauvreté dans les villes. Au delà de ces 800 millions, près de 1,3 milliards de personnes vivent avec un revenu inférieur à 1 US\$. Dans beaucoup de cas, les femmes et les enfants sont principalement concernés par les déficiences nutritionnelles.
10. La tendance actuelle est à la réduction lente de la pauvreté et de la sous alimentation en Asie, mais elle est à l'augmentation en Afrique. Plus généralement, la pauvreté et la malnutrition pourraient ne pas reculer significativement dans les régions à faible potentiel écologique, dans les régions à forte densité de population où l'accès à la terre est difficile, et dans les régions où il y a peu de perspectives de développement industriel. Pour la recherche agronomique, la réduction de la pauvreté et de la sous alimentation des ruraux est un objectif prioritaire, particulièrement en Afrique sub-saharienne.

De nombreuses questions découlent de cette analyse. La pauvreté et de la sécurité alimentaire ne doivent pas être confondus, même si elles sont liées. La pauvreté est d'abord un problème d'accès aux ressources. Quelles sont les différentes contributions de l'agriculture à la lutte contre la pauvreté ? Satisfactions des besoins domestiques en produits agricoles et accès aux marchés internationaux ? Quelles sont les conditions d'accès aux facteurs de production ? Quelle est la répartition de la valeur ajoutée et quels investissements permet-elle ? Quel rôle l'agriculture peut-elle jouer à long terme face aux à-coups de la croissance (au moment de la crise asiatique, l'agriculture a retrouvé sa place première dans le développement) ?

11. Ce domaine pose un ensemble de questions relatives aux enjeux géographiques pour un organisme de recherche comme le Cirad. Quelle place doit-on accorder aux régions à fortes contraintes écologiques ? Jusqu'à quel point doit-on viser l'autosatisfaction en produits agricoles ?, à quelles échelles ? Quels effets induits peut-on attendre de différentes formes de développement : impact positif de l'urbanisation sur le développement agricole, impact de marchés agricoles régionaux, effet de récessions de croissance au sein de régions pauvres ? Quelle place faut-il accorder à la pauvreté au sein de pays émergents à croissance rapide

L'enjeu des défis environnementaux

12. L'accroissement de la population mondiale entraîne une plus grande utilisation des ressources non renouvelables (charbon, pétrole, certains constituants des engrais) et une utilisation plus intense des ressources renouvelables au risque d'en atteindre le renouvellement. Si l'agriculture et la forêt doivent dans l'avenir fournir de l'énergie à partir de la biomasse en substitution à d'autres formes d'énergie, la pression d'utilisation des écosystèmes va s'accroître d'autant. On peut alors craindre que les pressions sur les écosystèmes aboutissent à une aggravation des différentes retombées environnementales liées à l'agriculture : désertification, érosion, salinification des sols irrigués, raréfaction des eaux continentales provoquant des conflits, diminution de la diversité biologique, et accroissement des pollutions chimiques et organiques persistantes. Par ailleurs, la menace d'un réchauffement de la planète pourrait exposer l'Afrique à des sécheresses répétées et immerger des régions très peuplées et particulièrement pauvres (les deltas des fleuves d'Asie). Ces enjeux font l'objet de conventions internationales et réclament des recherches urgentes. Mais, les conflits d'intérêt risquent ainsi de s'accroître entre les préoccupations environnementales portées par les pays développés et les objectifs d'accroissement de la production locale nécessaire aux pays du Sud. De ce point de vue, des questions se poseront à la recherche agronomique. Pourra-t-elle favoriser les convergences basées sur des analyses scientifiques de la durabilité à long terme ou sera-t-elle conduite à privilégier certaines contraintes par rapport à d'autres et quel nouvel équilibre pourra-t-elle ou devra-t-elle favoriser ?
13. Les questions environnementales dans les milieux insulaires, en particulier l'outre-mer français posent des problèmes spécifiques liés à une écologie particulière, une croissance démographique forte dans un espace limité et un niveau économique élevé proche des pays développés. Ces éléments entraînent une utilisation spécifique des ressources naturelles et du milieu. Il en résulte des questions de traitements de déchets, de pollutions de l'agriculture, mais aussi d'utilisation collective de l'espace naturel et de son exploitation pour le tourisme. Quels objectifs pour la recherche agronomique dans l'outre-mer français ? Et surtout quelle peut être la portée internationale des questions agricoles traitées dans les régions d'outre-mer ?

L'enjeu des conflits territoriaux et des migrations

14. Pendant les 50 années qui nous séparent du maximum de la courbe démographique, la course à l'espace et aux ressources de la planète devrait logiquement intensifier la concurrence et les conflits: conflits pour l'accès à la terre en Afrique Australe et Amérique Latine, conflits sur l'eau en Asie et au Moyen Orient, conflits à propos des forêts tropicales, conflits sur l'appropriation des gènes, conflits aussi entre sociétés disposant de peu de terres et sociétés disposant de terres encore abondantes (Afrique des Grands Lacs, Afrique de l'Ouest). La recherche peut-elle jouer un rôle dans l'analyse scientifique des ressources, qui contribuerait à désamorcer les conflits ?

Les migrations ont également des conséquences importantes pour l'agriculture par leurs répercussions sur la main-d'oeuvre agricole et les questions foncières. De ce point de vue, des risques de conflits ethniques dans certaines régions d'Afrique qui déstabiliseraient gravement les équilibres de populations pourraient déboucher sur des crises majeures. Pour tous ces aspects, la question du rôle de la recherche dans l'abaissement des tensions et l'évitement des conflits est posée.

L'enjeu de la mondialisation de l'économie

15. L'internationalisation des échanges décidée par les gouvernements dans le cadre de l'organisation mondiale du commerce, et la mondialisation réalisée par les entreprises dont quelques unes, dans le secteur agro-alimentaire sont des multinationales de très grandes dimension , changent radicalement les règles du jeu du développement économique et social dans tous les pays du monde. La concurrence aboutit à spécialiser les régions qui ont des avantages compétitifs pour quelques produits. Les régions qui ont peu d'avantages auront des difficultés à tirer des bénéfices des échanges internationaux et quelquefois à défendre leurs activités locales contre les importations. Ces régions, si elles ne font pas l'objet d'efforts particuliers de développement pourraient être cantonnées dans la pauvreté.
16. Les accords sur la propriété intellectuelle, en particulier dans le domaine du vivant pourraient aboutir à une extrême concentration du génome utile par un petit nombre de firmes internationales. Par ailleurs, la nationalisation des ressources génétiques par les Etats suite à la Convention sur la Diversité Biologique risque de réduire la circulation des ressources d'intérêt général. Au total, face aux intérêts nationaux et privés, la recherche publique en génétique et production de variétés risque d'être marginalisée. Elle l'est déjà dans la plupart des pays en développement. Elle peut l'être en ce qui concerne la recherche publique consacrée à la coopération internationale.
17. L'internationalisation des normes et des standards est rapide. Dans les pays industriels, les peurs liées aux risques sur la qualité et la sûreté des aliments (ESB, maladies bactériennes, OGM, ...) amènent les gouvernement à mettre en place des règlements qui imposent des conditions à la production et obligent à la traçabilité des produits. Cela pourrait pénaliser la plupart des pays en développement qui exportent vers les pays industriels.

L'enjeu des privatisations et des décentralisations

18. Le mouvement de privatisation est général dans le monde et particulièrement marqué dans tous les pays en développement sous la pression du Fonds Monétaire international et de la banque Mondiale. Cette politique de privatisation démantèle les dispositifs de stabilisation des marchés agricoles et confie à des opérateurs privés la gestion de pans entiers de la production agricole comme de services d'appui à l'agriculture. Cette évolution entraîne de nouvelles formes de prise de décision avec, en particulier, la question essentielle pour l'agriculture, de l'équilibre entre la rentabilité à court terme et le maintien à long terme des conditions de production.
19. Parallèlement, de nombreux pays sont engagés dans une politique intérieure de décentralisation, de déconcentration ou de régionalisation. Les collectivités locales ou territoriales s'organisent pour se donner les moyens d'assumer une place plus ou moins grande de la gestion locale. L'agriculture est souvent au coeur de ce processus de réorganisation.
20. La convergence de ces deux évolutions pose à la recherche agricole plusieurs types de questions. D'abord comment faciliter l'expression des demandes de ces décideurs ? Ensuite, comment élaborer des produits de la recherche utilisables par eux ? Par ailleurs, comment la recherche peut-elle assurer sa fonction d'anticipation et de prospective ? En particulier,

pour analyser les conséquences des nouveaux conflits d'intérêt entre les Etats, le secteur privé, local et national, les entreprises étrangères ou multinationales, et les agriculteurs ?

Enfin, la question se pose de la place des institutions nationales de recherche face à la montée en puissance de décideurs professionnels à la place des responsables publics ?

La recherche agronomique est, plus que jamais, sollicitée

21. La poursuite des tendances actuelles converge vers une montée importantes de risques dans les Pays en Développement: exportations plus difficiles, perméabilité des importations, risques de précarisation accentuée, insécurité alimentaire, risques environnementaux, risques de conflits nouveaux. Jamais peut être dans l'histoire de la recherche agronomique les enjeux ont été aussi importants et aussi divers. Jamais non plus le calendrier a été aussi serré: il faut avoir résolu la plupart de ces problèmes avant 2030 (date à laquelle l'essentiel de la croissance démographique aura été faite), ce qui implique que la recherche devrait avoir présenté des résultats et résolu les problèmes clé durant dans la décennie 2000 et la décennie 2010. Le Cirad -qui n'est qu'un élément de l'ensemble de la recherche mondiale dans ces domaines- devrait donc partager avec les organisations internationales en charge du développement économique et social, une analyse des priorités en termes de développement agricole et de réduction de la pauvreté, ainsi que de gestion durable des ressources de la nature, de préservation de l'environnement, de limitation des conflits et de garantie pour les économies locales d'une insertion dans l'économie internationale qui ne soit pas économiquement et socialement pénalisante.

③ Les grandes finalités et objectifs

22. Finalités et objectifs du Cirad se situent, selon les termes de son décret, dans le champ de l'information scientifique, de la formation, de la recherche, de l'appui au développement. L'analyse des enjeux conduit à privilégier de nouveaux objectifs et surtout de nouvelles façons de remplir les missions du Cirad. Mais ces inflexions posent des questions sur la place que le Cirad lui-même doit jouer dans ces évolutions.

Les choix en matière d'Information Scientifique et Technique

23. Dans le domaine des techniques d'information et de communication, la révolution électronique change la situation. Il est encore difficile d'en mesurer toutes les conséquences et de prévoir la poursuite des évolutions. Il est aussi difficile de préciser les investissements que la recherche agronomique et le Cirad en particulier doivent consentir pour tirer parti de ces changements et être présent sur les réseaux internationaux d'information. On peut penser que les aspects essentiels concernés sont la veille stratégique et l'édition scientifique, l'accès direct de nouveaux publics à l'information et l'enseignement à distance. Toutefois, il convient de ne pas oublier que le système interne d'information et la mise à disposition des informations stratégiques, des agents des entreprises sera rapidement un facteur de performance.
24. La recherche s'alimente d'information. Pour être efficace, la recherche doit être perpétuellement en situation de veille stratégique de manière à intégrer tout ce qui peut être utile et ne pas dupliquer les efforts. Cela demande une organisation et des outils permettant

une identification fine des informations utiles. L'Internet multiplie le volume de l'information disponible et entraîne la nécessité de consacrer du temps à la recherche détaillée de ces informations utiles. La recherche à son tour doit pouvoir s'adapter plus rapidement que par le passé à l'arrivée de cette information; il sera de plus en plus nécessaire de devoir modifier des programmes en fonction de l'évolution rapide des connaissances. La responsabilité de l'organisme porte d'abord sur les réseaux et le fait que les scientifiques aient accès directement à toutes les bases de données nécessaires. Y-a-t'il ensuite une nécessité de fonction commune, au sein de l'organisme, d'analyse et de traitement des informations et laquelle ?

25. L'édition numérique va prendre une place de plus en plus grande dans la circulation des informations entre les scientifiques, qu'il s'agisse de la circulation sur Internet ou d'autres supports multimédias. Après une période de foisonnement et de tâtonnement, les règles de gestion de cette édition vont se stabiliser. Pour le Cirad, la question sera plutôt de préciser les produits qu'il souhaite élaborer pour ces supports et les alliances qu'il noue pour les préparer et les diffuser.
26. Mais l'événement majeur est peut-être l'accès direct que le numérique va entraîner pour des cibles en particulier des professionnels, mais aussi des étudiants.

En effet, L'information scientifique et technique créée par la recherche est peu diffusée. De nombreux résultats de recherche, de nombreuses techniques existantes et couramment utilisées ne sont pas connues de ceux qui pourraient les utiliser. C'est un fait ancien.

Beaucoup d'initiatives ont échoué faute de disposer de médias suffisants. On peut pourtant noter l'exception des succès notamment en Inde où des publications de vulgarisation atteignent des niveaux de diffusion très importants. La faible diffusion potentielle a fait que les organismes de recherche ont rarement tenté d'élaborer des stratégies. Les organisations de producteurs et les jeunes, dans de nombreux pays obtiennent aujourd'hui l'accès aux machines et les maîtrisent facilement. Dès lors, il devient possible et extrêmement utile de mettre à disposition de façon étendue les savoirs issus de la recherche et de l'expérience.

L'objectif à atteindre est l'extraction des savoirs, leur mise en forme pour des publics divers (producteurs, organisations de producteurs, petites entreprises, grand public, étudiants, décideurs) et les formes d'interaction directe entre la source et les utilisateurs.

La question de la langue de diffusion des informations pour un organisme international comme le Cirad est aussi décisive.

Les choix en matière de formation

27. La formation des étudiants du supérieur et des chercheurs des pays en développement se fait dans les universités de ces pays et par exception dans les universités de quelques pays industriels. Cherchant à favoriser le développement des universités locales, la politique française a privilégié l'appui à ces universités plutôt que la venue d'étudiants étrangers en France. Pour sa part, le Cirad n'a consacré que des moyens limités à l'accueil de ces étudiants.

Dans les pays en développement francophones, de plus en plus de jeunes chercheurs ont été

formés dans les universités américaines.

28. Cette situation devrait connaître de profondes évolutions. Beaucoup des universités des pays en développement ont des difficultés de financement pour assurer un enseignement de qualité. Dans certains cas, elles sont même dans l'incapacité d'assurer un fonctionnement normal. Par ailleurs, l'Internet donne la possibilité de réaliser des formations à distance. La formation universitaire à distance est déjà pratiquée par certaines universités européennes. Les Etats Unis d'Amérique et la Grande Bretagne ont décidé de créer des e-universities afin d'occuper ce nouveau terrain d'influence. Les initiatives en France sont moins avancées et n'ont pas la même envergure. Le Cirad ne peut pas s'abstenir de participer au mouvement. Sa contribution pourrait prendre la forme de production de contenus d'enseignement spécifiques (segments de savoir) sur la toile ou en CD. Par ailleurs, tout enseignement à distance passe par des phases d'accueil en stage; le Cirad devra donc se préparer à accroître sa capacité d'accueil pour les étrangers (étudiants, chercheurs en recyclage) et améliorer les conditions de cet accueil.
29. La formation continue, sous toutes ces formes, est d'une importance plus grande encore que pour les équipes des pays développés en raison de l'environnement scientifique et universitaire inégale des aléas des moyens de fonctionnement et de l'isolement. Un organisme comme le Cirad doit jouer un rôle de lien entre la communauté scientifique du Nord et les équipes du Sud. Ceci conduit à veiller à toutes les formes de relations durables par l'accueil, l'association aux programmes et l'appui scientifique. La question peut porter sur la divergence des politiques de ressources humaines du Cirad et de ses partenaires et sur les formes de sélection plus ou moins implicite pour le choix des chercheurs étrangers associés de l'établissement.
30. La formation et le recrutement des étudiants français posent une série de question : prise en compte des thèmes de recherche du Cirad, par l'enseignement supérieur, évolution des formations d'ingénieurs et équilibre entre l'enseignement supérieur agronomique et vétérinaires et les universités, équilibre entre la spécialisation scientifique et l'aptitude au travail en partenariat. Les unités mixtes de recherche à l'avenir joueront un grand rôle dans la formation des jeunes scientifiques. Toutefois, ceci n'est pas suffisant et d'autres formules d'insertion dans le Cirad et d'appropriation de sa mission devront être recherchées : nouveau système de volontaires, accueil dans des pôles outre-mer et à l'étranger, post-doc, etc...

Les choix en matière d'orientation de la recherche

31. On peut considérer qu'il y a quatre angles d'entrée habituels pour définir les objets de recherche d'une recherche finalisée pour le développement: l'entrée par la gestion de territoires au plan écologique, économique et social, l'entrée par les produits de l'agriculture de l'élevage et de la forêt, l'entrée par des thématiques particulières, et l'entrée par les sciences et les techniques.
32. La gestion des territoires, c'est à dire de l'interaction entre les écosystèmes et les sociétés qui les utilisent pose des questions nombreuses et de nature très différentes : des questions relatives à la dynamique des écosystèmes et des ressources naturelles, leur gestion pour assurer leur renouvellement et limiter les effets environnementaux négatifs, et des questions économiques et sociales liées au milieu naturel, comme par exemple l'efficacité des institutions ou l'acceptabilité des situations d'accès aux ressources et de distribution des produits. Au total, la question générique de la gestion des territoires est celle de la viabilité

écologique, économique et sociale des évolutions sous la contrainte de l'accroissement de la population et de l'évolution de l'économie de marché. Beaucoup de crises potentiellement graves devraient mobiliser activement la recherche; par exemple: la crise écologique potentielle de la Vallée du Gange (salinification, baisse des nappes phréatiques), désertification et assèchement de régions importantes en Afrique dans l'hypothèse du réchauffement climatique, remontée des eaux au Bangladesh dans la même hypothèse, crises agraires des régions à très haute densité de population par rapport aux ressources (Rwanda, Madagascar, Haïti), réduction rapide de la diversité biologique et changement climatique en Amazonie, extrême concentration foncière en Afrique australe et en Amérique Latine, pollution des sols dans les zones d'agriculture péri urbaine... Dans toutes ces régions, la recherche doit s'orienter vers la fourniture de solutions à partir d'ancrages in situ.

33. La recherche par produits est une forme classique de la recherche agronomique. C'est celle qui a été développée prioritairement dans les Centres Internationaux et au Cirad. Pour chacun des produits, les questions à la recherche reposent sur l'accroissement de la production et des rendements, sur la baisse des coûts et la compétitivité, sur la durabilité des systèmes de culture, d'élevage et de foresterie, et sur la qualité des produits finaux. La recherche combine sciences biologiques, technologie et sciences sociales. Le champ institutionnel au sein duquel évolue la recherche est celui des "filieres", c'est à dire l'ensemble méso-économique correspondant au circuit complet du produit. Le concept de filière reste très utile pour traiter les questions actuelles de recherche ; par exemple: adaptation de la qualité des productions de café et cacao en économie paysanne de plantation, sauvegarde d'une production de cocotier dans les îles du Pacifique, maintien de la production cannière et bananière des Antilles face à la concurrence internationale, accompagnement d'une politique de diversification et de qualité des fruits tropicaux, appui à l'émergence de filières viande et lait pour les villes d'Afrique, amélioration de la qualité des bois,... Dans ce domaine, la priorité est donnée par l'économie: appui aux filières qui font vivre des populations menacées par une éventuelle éviction du marché, adaptation des pays en développement à la qualité exigée sur les marchés internationaux, appui à la diversification de leur économie, recherche pour les populations pauvres pour améliorer leur alimentation.

Quelle sera la place de la recherche agronomique par rapport aux nouveaux besoins des opérateurs privés ? Va-t-elle évoluer ? Dans quel sens ? De ce point de vue, la notion de qualité du produit est le point de dialogue avec les professionnels, le Cirad devant sans doute se concentrer sur les composantes agricoles de la qualité.

34. L'entrée par les thématiques et les objets de recherche qui sont "transversaux" par rapport aux territoires, aux filières et aux disciplines pourrait être de plus en plus utilisée. La croissance de la population, la transformation et l'aménagement des milieux qui en résulte, l'interaction de plus en plus intense entre écologie, climat, utilisation de l'espace, et économie, ainsi que la généralisation de problèmes environnementaux amène à poser de nouvelles questions. Par exemple: comment l'agriculture et la forêt et l'élevage peuvent-ils contribuer à l'abattement du taux de carbone dans l'atmosphère? Comment peut-elle gérer la diversité biologique dans les zones agricoles et forestières? Comment peut-on assurer une traçabilité des produits, en particulier les produits d'élevage et les produits frais? Comment peut-on garantir la viabilité des agricultures familiales dans les pays où l'agriculture est pour longtemps la principale activité pourvoyeuse d'emploi? Quelles politiques peuvent garantir

la participation à l'économie mondiale tout en permettant une croissance et un développement satisfaisant les sociétés locales? Pour toutes les questions thématiques, le Cirad devra savoir mobiliser rapidement des compétences et bâtir les projets de recherche appropriés. Son efficacité sera en partie jugée à cette capacité de réponse rapide.

35. L'entrée par les sciences et les techniques est l'entrée qui est privilégiée par les établissements de recherche orientés vers la recherche de base. Chaque discipline est en effet un lieu d'innovation qui peut se traduire par des applications utiles. Plus encore, on attend de la recherche par discipline la fourniture d'innovations de rupture. C'est le cas par exemple en génétique avec la création de nouvelles variétés ou de nouveaux vaccins, en chimie par la création de nouvelles molécules actives dans la défense des cultures, en imagerie et télédétection pour l'agriculture de précision,... Dans ce domaine, le Cirad pour rester efficace doit s'assurer en permanence de pouvoir maîtriser les principaux outils modernes.
36. Mais, le Cirad ne peut pas consacrer un volume de moyens très important aux recherches inscrites dans les dynamiques des disciplines -il y consacre cependant des moyens qui sont loin d'être négligeables- dès lors qu'il consacre aussi des moyens aux recherches finalisées sur les territoires, les filières et les thématiques. Ces différents types de recherche sont bien évidemment complémentaires. L'équilibre qui doit être trouvé entre ces différentes approches n'est cependant pas à rechercher qu'au sein du seul Cirad, mais aussi dans l'ensemble constitué par ses partenaires les plus proches comme l'Inra, l'IRD et l'Université et sans doute d'autres, avec lesquels des "contrats stratégiques" peuvent être passés. Dans cette perspective, le Cirad doit consacrer des moyens de recherche prioritairement pour le développement technologique.

④ Les choix en matière de développement technologique

37. Le statut du Cirad précise que le Cirad peut "promouvoir et réaliser des programmes de recherche et de développement technologique". Le développement technologique et l'élaboration des innovations sont des composantes de la recherche finalisée, et une partie des compétences qui sont nécessaires relèvent de la science. Toutefois, l'affirmer comme un des modes d'intervention est essentiel puisque cette orientation a des conséquences sur les compétences, les carrières, les alliances et les modalités d'intervention au sud. L'élaboration des innovations est un processus interactif et non linéaire. Le rapprochement des connaissances issues de la recherche, des pratiques des agriculteurs et des contextes socio-économique et culturels est indispensable à la mise au point et l'appropriation de nouvelles technologies. La relation entre la recherche agronomique et les professionnels ne peut se réduire à une expertise, c'est-à-dire à un diagnostic de situation et un état de l'art. Cette orientation se fonde non seulement sur le transfert des connaissances issues de la recherche mais aussi sur la conception des recherches d'un côté et sur la mise au point des technologies de l'autre, dans une relation continue avec les secteurs économiques et sociaux..
38. Dans ce domaine, les éléments de changement à prendre en compte sont l'arrivée en force de nouveaux acteurs, notamment du secteur privé et des collectivités locales.

En effet, les acteurs sont aujourd'hui mieux formés, se professionnalisent. Les scientifiques disposent aussi des outils de modélisation permettant d'analyser les données, de représenter l'espace et de simuler les conséquences des décisions. et donc de favoriser les négociations entre les acteurs.

La dialectique entre la mondialisation et la localisation est au coeur de l'agriculture et de la relation entre la recherche agronomique et les professionnels de l'agriculture. Pour cela, le bon fonctionnement, l'efficacité et la validité scientifique de ces outils de dialogue ne sont-ils pas essentiels ?

39. D'un autre côté, la recherche dans son ensemble et la recherche finalisée en particulier doivent contribuer à la création d'activités et d'emplois. La recherche agronomique devrait être présente dans les domaines des biotechnologies et des nouvelles technologies de l'information. Pour le Cirad, la question sera encore longtemps celle de la solvabilité des marchés nationaux et internationaux correspondant à la valorisation de ces résultats.

Par ailleurs, il est indispensable de s'interroger sur la responsabilité et le rôle de la recherche agronomique pour la formation et l'encadrement des agents techniques de l'agriculture, en particulier dans l'outre-mer français.

⑤ Les choix en matière de science

Des révolutions scientifiques et techniques sont en cours

40. La génétique est un premier domaine de révolution scientifique et technologique. La connaissance du génome (séquençage, cartographie, identification des fonctions des gènes) et la connaissance des mécanismes physiologiques associés qui permettent l'expression des caractères génétiques, ainsi que la maîtrise des outils et méthodes permettant d'insérer des gènes dans des organismes, puis la multiplication de ceux-ci ouvre des perspectives considérables. Par ailleurs, l'informatique et la communication connaissent aussi une révolution technologique (Révolution de l'information) liée à la vitesse, au débit et à la puissance de traitement des flux d'information, à la miniaturisation des machines, et au développement du génie logiciel. Ces techniques changent le métier du chercheur en profondeur à la fois en mettant à sa disposition une grande quantité d'information et des outils puissants de travail. Le travail sur le terrain (méthodes de mesure, capacité de traitement local) sont aussi changées. L'informatique modifiant de plus en plus les outils et méthodes des différents disciplines, la productivité de la recherche peut dès lors s'accroître considérablement. Le Cirad doit donc suivre et s'adapter en permanence au changement tout particulièrement dans le domaine de la génétique et des sciences de l'information.

Les choix en matière de génétique

41. En peu d'années, le Cirad est passé d'une situation d'amélioration génétique classique des plantes et des animaux, à une situation où il maîtrise la transformation génétique de certaines espèces. Cette nouvelle situation pose différentes questions difficiles :
- les moyens à consacrer étant limités, faut-il concilier ou non la poursuite de la sélection classique, la gestion des collections génétiques existantes et de nouvelles collections (par exemple in situ), le travail sur des espèces "orphelines" sachant que la recherche est concentrée sur un petit nombre de plantes et d'animaux, en matière de génie génétique ?

- le domaine de la génétique étant de plus en plus dominé par un petit nombre de firmes à qui les nouvelles lois sur la propriété intellectuelle et les financements permettent d’aller plus vite que la recherche publique, comment celle-ci pourra-t-elle conserver ses positions ?
- la propriété des ressources génétiques par les Etats et les atteintes par les firmes aux droits des populations détentrices de ressources anciennes (prises de brevets) crée des conditions de conflit et de réduction de la circulation des ressources. Tout ceci au détriment de l’intérêt général. Comment dépasser cette situation ?
- les sociétés acceptent difficilement les dangers potentiels qui sont liés à certaines techniques de manipulation génétique et à la dissémination de gènes dont tous les effets ne sont pas évaluables. Outre les dangers potentiels qui justifient la méfiance, des questions éthiques plus fondamentales sont posées qui nécessitent un engagement citoyen des scientifiques.

42. La solution à ces problèmes dépasse le seul Cirad. Elle concerne l’ensemble de la recherche publique française, ainsi que la recherche publique mondiale. Le Cirad doit donc participer et stimuler la réflexion sur ces questions et arrêter des positions en vue des inévitables négociations futures. Dans cette perspective, plusieurs lignes de stratégie peuvent être proposées :

- être présent dans la recherche “amont” sur les plantes et animaux modèles au plan de la connaissance du génome et de sa transformation (le riz, le tilapia),
- assurer une maîtrise et des compétences complètes pour certaines filières où l’on peut aller “du gène à la variété” et pour lesquelles le Cirad a accès à des utilisateurs attentifs (banane, canne à sucre, vaccins, ... compléter et à discuter),
- privilégier aussi les productions sur lesquelles le Cirad a un avantage stratégique de recherche (fruits, cultures pérennes, arbres, domestication animaux,... à discuter),
- maintenir ses collections en leur garantissant un accès libre, et prendre des initiatives visant à faire reconnaître concrètement le rôle des communautés de producteurs dans la connaissance et l’amélioration historique des ressources génétiques existantes,
- en matière de transformation génétique, privilégier les recherches qui ont un fort potentiel de “bien public” (résistance à la sécheresse, meilleure assimilation des nutriments, enrichissement de variétés végétales en protéines, oligo éléments et vitamines,...),
- se doter des méthodes d’analyse des risques environnementaux liés à la dissémination des gènes.

Les choix en matière de défense des cultures

43. Le champ de recherche de la défense des cultures peut être caractérisé de la manière suivante:

- une énorme diversité des ennemis des cultures et des forêts qui a conduit à diviser ce champ de recherche en autant de spécialités (du prion aux mauvaises herbes, des bactéries aux rongeurs),
- une très forte demande pour trouver des solutions à ce qui constitue de l’avis unanime une des contraintes majeures de la production, ce qui amène depuis longtemps les firmes de la phyto pharmacie à investir et devancer la recherche publique,

- des progrès importants de la biologie qui autorisent des incursions dans les mécanismes fondamentaux de la pathogénicité, des interactions hôtes-pathogènes-vecteurs, des flux et des épidémies, et qui permettent de mettre au point de nombreuses méthodes de lutte, en particulier génétique,
- l'évolution des concepts dans le sens de la "protection intégrée" dans un souci de protection de l'environnement.

44. Dans ce domaine aussi, le Cirad ne peut faire face aux principaux besoins que par des alliances -sachant que ce domaine est dominé par l'industrie privée- et en faisant des priorités. Elles pourraient être les suivantes :

- poursuivre les efforts de recherche en biologie afin d'ouvrir des possibilités nouvelles de lutte contre les ennemis et ravageurs,
- maîtriser les pathologies majeures pour quelques grandes filières de production -en cohérence avec les choix faits en génétique- en coopérant avec des partenaires publics ou privés avec dans ce cas, la garantie du plus large accès possible pour les agriculteurs pauvres,
- développer les méthodes de protection intégrée des cultures,
- rechercher des biocides naturels.

Les choix en matière de médecine vétérinaire

45. Les politiques vétérinaires préventives et curatives ont un grand impact en particulier en Afrique. Elles intéressent particulièrement dans ce continent les populations pauvres. Les priorités dans ce domaine portent sur :

- l'épidémiologie et l'épidémiologie dans le cadre de réseaux internationaux,
- les vaccins de nouvelle génération,
- la résistance génétique aux maladies,
- les outils de diagnostic sanitaire,
- l'écopathologie

Les choix en matière de production animale et d'élevage

46. Outre les enjeux sanitaires, les autres enjeux de l'élevage en pays tropical se situent dans le domaine de l'alimentation, de l'environnement et de la génétique animale. Les principales priorités portent sur :

- l'investissement en génétique sur un animal modèle, le tilapia,
- la conservation de la biodiversité animale sauvage et domestique, la faune sauvage, les espèces non conventionnelles, les systèmes pluri espèces, la gestion des aires protégées,
- la production laitière chez les ruminants en raison de l'accroissement de la demande, ainsi que la production de viandes blanches en particulier dans les intherlands des grandes villes africaines,
- la pisciculture continentale qui devrait prendre de plus en plus de parts de marché partout dans le monde,
- la réduction de l'impact sur l'environnement (déchets organiques), en particulier dans les espaces péri urbains.

Les choix en matière d'écologie et d'agronomie

47. De plus en plus l'agronomie progresse en intégrant des raisonnements pris à l'écologie. Partie d'une conception de type ingénierie agricole (agir sur le milieu par des techniques pour obtenir les résultats souhaités), elle évolue vers une prise en compte de l'ensemble de l'écosystème pour en assurer une gestion raisonnée. Il s'agit maintenant de gérer de manière intégrée l'ensemble des ressources du milieu (sol, eau, nutriments) dans des buts divers :

renouveler les ressources, limiter les atteintes à l'environnement, obtenir des produits en quantité et qualité suffisante dans les conditions de coûts de production acceptables. Il s'agit donc d'ingénierie écologique.

48. Cette conception s'applique aux systèmes de culture, aux systèmes de production et à des espaces et territoires. Elle intègre la possibilité d'utiliser autant qu'il est possible les fonctions des écosystèmes comme ressources techniques (la fonction de production de fertilité à partir de la biomasse, les relations écophysiologiques entre plantes,...) et donc de limiter les apports artificiels. Elle permet donc la réalisation dans de nombreux milieux de la "Révolution Doublement Verte", c'est à dire de l'accroissement des rendements tout en limitant les coûts et les atteintes à l'environnement.

49. Alors que cette thématique de recherche tend à s'imposer, le Cirad dispose d'avantages importants pour réaliser des percées conceptuelles et proposer des réalisations comme c'est le cas en matière de cultures de couverture. Ce pourrait être la cas pour l'utilisation des arbres (agro foresterie) dans les paysages, la revitalisation de territoires atteints par la sécheresse, la définition de systèmes de cultures non polluants dans les zones d'agriculture intensive irriguée, ou dans les zones d'agriculture de plantation.

Les choix en matière d'économie et de sciences sociales

50. L'économie agricole a toujours été orientée vers l'aide à la décision. Pendant longtemps, elle a utilisé des méthodes d'optimisation (micro-économique ou macro-économique) à partir desquelles étaient faites des préconisations. Celles-ci prenaient la forme de projets de développement fondés sur la certitude que toutes les sociétés adopteraient les techniques et les comportements économiques "optimaux" qui leur étaient proposés. L'échec fréquent de cette voie technocratique du développement a amené la recherche à prendre d'autres positions. La grande complexité et les spécificités institutionnelles des sociétés rurales des pays en développement et leur contexte d'économie de subsistance dominante ont amené la recherche à mieux comprendre leur fonctionnement et mettre au point des méthodes participatives pour que les producteurs soient les acteurs principaux de leur propre changement. Dans ce domaine, le Cirad a été pionnier.

51. Parallèlement, les méthodes issues de l'économie standard ont commencé à perdre leur rôle dominant, qu'il s'agisse de la définition d'objectifs de politique publique ou de stratégie d'entreprise. Les sciences de la gestion et les recherches en économie se rejoignent progressivement pour assister les acteurs dans la définition de politiques et stratégies. Un des apports clé est celui de la recherche de convergences (conciliation des stratégies). Ces approches sont très utiles par exemple pour que s'instaurent des conventions de qualité ou de compétitivité entre acteurs d'une filière d'exportation, ou qu'une collectivité locale puisse

mieux gérer les ressources naturelles dans l'intérêt général (faune, eaux, forêt et bois de feu,...) ou encore pour définir des politiques publiques résultant d'un compromis ou recueillant un consensus de la part des parties prenantes. Dans tous les cas, les approches en termes de négociation, de jeux d'acteurs, d'économie institutionnelle (au sens large) et de gestion (au sens de "new management approaches") s'imposent.

52. Dans ce domaine, les chercheurs du Cirad ont longtemps cultivé la différence avec les approches conventionnelles mais en rencontrant souvent des difficultés pour que ces recherches soient reconnues. La période actuelle est favorable à cette reconnaissance, mais à la condition d'améliorer la qualité des approches entreprises. Pour cela des alliances permettant de couvrir l'espace de la recherche qui va de la théorie au terrain sont nécessaires.

Les choix en matière de technologie alimentaire

53. La technologie alimentaire est un champ immense d'investigation qui couvre la transformation des produits, leur stabilisation biologique, leur présentation, et leur mode de préparation et de consommation. Dans les pays en développement, les qualités varient beaucoup avec les cultures et l'histoire. Toutes ces traditions tendent à se métisser ou à s'exclure. Le grand rôle de la recherche entreprise au Cirad a été de définir des techniques répondant aux spécificités des goûts et habitudes locales, particulièrement pour les petites entreprises afin de faciliter l'émergence d'une petite industrie locale. Les techniques utilisées vont depuis l'industrialisation de procédés existants, jusqu'à la mise au point de procédés totalement innovants. On peut donc dire que le Cirad participe à l'émergence d'une industrie alimentaire ancrée dans les cultures et les terroirs locaux. Cette approche est d'un grand intérêt pour préserver la diversité de l'expérience culturelle en matière alimentaire, et pour que les sociétés locales puissent maîtriser une industrialisation qui génère dans un contexte de mondialisation accentuée de l'économie, des comportements et des goûts.
54. S'agissant d'un domaine où la recherche est facilement appropriable par le privé et où seules des entreprises sont capables d'assurer les développements technologiques nécessaires pour mettre au point les procédés, le Cirad ne peut donc que s'allier avec des entreprises tout en évitant que soit confisqué ou stérilisé un progrès qui pourrait avoir des effets publics utiles.
55. Dans le champ des technologies, les domaines à privilégier sont :

- l'optimisation de technologies éprouvées (fermentation, séchage naturel, ...),
- l'utilisation de procédés nouveaux (membranes, bioconservation, séchage artificiel).

Le Cirad dispose d'avantages spécifiques par sa connaissance des produits agricoles d'origine tropicale, des styles et modes de consommation, et par sa maîtrise des méthodes de contrôle de la teneur en eau. Il devra cependant compléter ses compétences en contrôle de la qualité, génie enzymatique et micro biologique, et en ingénierie de l'alimentation.

Les choix en matière de Mathématiques Appliquées et Informatique Scientifique

56. Les mathématiques appliquées et l'informatique irriguent aujourd'hui la totalité des sciences et proposent des outils, des techniques et des raisonnements qui modifient en profondeur les

pratiques de recherche : bases de données (génétique, géographie, économie, agronomie), gestion de ces bases, modèles de simulation et d'optimisation, utilisation de l'intelligence artificielle, ...). Un grand nombre des futurs produits de la recherche prendront la forme d'un logiciel, d'un modèle, d'une base de données, d'images.

57. Le Cirad a accumulé un retard important dans l'ensemble de ce domaine de compétences. Aussi, les priorités pour l'avenir sont elles particulièrement sensibles :

- développement des applications de l'intelligence artificielle, en particulier dans le domaine, de la gestion intégrée de phénomènes complexes (gestion d'écosystème, génie écologique),
- développement de la bioinformatique,
- développement de l'analyse d'image et des utilisations de la télédétection et autres formes d'imagerie géographique,
- développement de modèles d'aide à la décision.

⑥ Les choix en matière de partenariat

58. Le partenariat pose plusieurs questions, qu'il s'agisse des partenariats du Nord ou des partenariats internationaux ou des partenariats du Sud. Les partenaires du Cirad sont très nombreux et dans de nombreux milieux : Etablissements de recherche et universités français, européens et de différents pays du Nord et du Sud, Centres Internationaux de Recherche Agronomique, entreprises de toutes tailles, Collectivités Publiques, Organisations Non Gouvernementales, Organisations de Producteurs,... Les liens avec ces partenaires correspondent aux différentes fonctions du Cirad: liens de complémentarité dans la recherche entre sciences de base et applications, partage de travail dans des programmes conjoints, transferts de méthodes et de résultats, participation à la formation, diffusion de résultats. Le partenariat est le deuxième métier de base du Cirad en raison de sa vocation de coopération scientifique.

59. L'ensemble des partenaires au plan international sont en phase de structuration. La recherche agronomique se structure au plan national, régional et international avec un Forum Global pour la Recherche Agricole. C'est en partie dans ce cadre que s'organiseront les coopérations et interactions futures.. Simultanément, les Centres Internationaux de Recherche Agricole connaissent une nouvelle phase de crise de financement (après celle de 1993). Le Cirad devra participer activement dans le nouveau jeu qui s'installe.

60. En ce qui concerne les partenariats publics français, le Cirad privilégie l'alliance avec l'INRA de façon à poursuivre le désenclavement de la recherche pour le développement et à structurer l'offre française en recherche agronomique vers l'international pour l'aide au développement et l'appui aux entreprises françaises. La question porte sur l'intensité et le rythme qui doivent gouverner cette stratégie. Doit-on accélérer la construction d'actions communes ? Dans quelles directions ? Programmes communs, représentations communes à l'étranger ? Doit-on mieux coordonner les politiques internationales, construire des actions et pôles communs à l'étranger, rapprocher les actions d'information scientifique et de valorisation ?

Le rapprochement avec les universités et l'enseignement supérieur agronomique se renforce dans le cadre des unités mixtes de recherche. Le Cirad suggère une évolution de cette

orientation de façon à mieux tenir compte de sa mission, en montant des unités basées sur plusieurs sites, affichant une volonté d'accueil et de partenariat, et acceptant plusieurs cercles pour appuyer des expatriés qui y sont associés.

La relation avec l'IRD concerne deux aspects bien distincts : d'abord la participation de l'IRD au côté du Cirad à des unités mixtes dans les domaines de complémentarités scientifiques des deux établissements. Ceci concerne essentiellement la biologie. Ensuite la coordination à l'étranger des actions communes. La question est alors, outre la présentation coordonnée des deux établissements, l'élaboration d'actions communes sur des terrains et avec des partenaires communs.

61. La réflexion sur les conditions de partenariat avec le secteur privé des pays développés doit être approfondie en raison de grandes évolutions des intervenants et des dynamiques de ce secteur. En effet, le Cirad de par son histoire et sa mission doit travailler avec le secteur privé. Toutefois, il ne suffit plus aujourd'hui de privilégier le secteur privé français, les fusions et les mouvements de capitaux rendant cette notion incertaine et changeante. Il faut analyser plusieurs critères : stratégie scientifique, politique commerciale, politique internationale, retombée pour les pays du Sud intérêt pour le Cirad.

La question est aussi celle des accords, quels résultats de recherche, avec quels financements et pour quels bénéficiaires ?

62. Le secteur privé contribue aussi au développement économique des pays pauvres. Aider la structuration du tissu économique local est une nécessité pour la recherche finalisée.

Comme pour le secteur privé des pays développés auquel il est plus ou moins lié, les critères permettant la construction de partenariats et la forme de ceux-ci doivent être explicités.

Sur ces points, n'est-il pas nécessaire que la puissance publique exprime la politique et les règles ? En effet, la notion de production de biens publics n'est pas suffisante pour penser cette politique, le sens de la recherche comme investissement public contribuant à l'industrialisation, à l'innovation technologique et donc à la croissance et à la création d'emplois ne doit-il pas être explicité.

63. Dans les pays du Sud, le Cirad a accordé une priorité aux institutions nationales de recherche agronomique et à leur structuration régionale. Cette option historique est structurante. Elle entraîne des choix de partenariat et de formes d'intervention.

L'élargissement de ces interlocuteurs aux systèmes nationaux incluant les universités et les instituts techniques ne paraît pas poser de difficultés. Toutefois, la situation des institutions nationales de recherche est très contrastée selon les pays. Or, il est tentant au nom de l'efficacité à court terme et de la qualité scientifique de contourner ces interlocuteurs au profit des filières professionnelles ou des universités.

Si l'on affirme le rôle des chercheurs nationaux dans la conception de programmes de recherche et l'obtention de connaissances adaptées, il n'est pas possible de faire l'impasse

sur les institutions nationales seules capables d'assurer le rôle d'employeur à long terme et de capitaliser les connaissances. Cette orientation doit aussi être confrontée à l'option avancée

dans les concertations multilatérales selon laquelle la coordination internationale privilégierait les avantages comparatifs, la répartition des tâches et la spécialisation. La mise en oeuvre de tels principes ne pourrait qu'aller à l'encontre du partenariat scientifique et de l'aide au développement, accroître la fracture entre le Nord toujours mieux équipé pour mener les recherches fondamentales et de base, et le Sud cantonné dans les recherches adaptables de terrain.

Le Cirad doit affirmer sa volonté de participer à la réduction des inégalités entre Nord et Sud dans le domaine de la maîtrise des méthodes scientifiques et mettre en oeuvre des actions concrètes cohérentes avec ce principe.

64. Pour s'adapter aux nouvelles situations, le Cirad aura sans doute à faire évoluer ses formes de partenariat. Dans le passé, la forme principale était l'expatriation. Dans l'avenir, il sera sans doute nécessaire de diversifier les formes: accueil plus important de chercheurs étrangers et d'étudiants, échanges de personnels, travaux en réseau, constitutions de laboratoires communs nationaux et internationaux, constitutions de plate formes de recherche internationales, accords avec les Centres Internationaux, délocalisations de laboratoires, constitution d'UMR avec les universités, ... L'expatriation restera cependant un moyen privilégié de coopération in situ, mais la concentration partielle du dispositif dans un ensemble de pôles géographiques présentant de bonnes conditions d'infrastructure scientifique et éducatives devrait faire évoluer la représentation que les chercheurs s'en font.
65. Durant les dix prochaines années, le Cirad devra prendre position sur l'option européenne. Le Cirad comme le centre de Montpellier pèsent d'un poids relatif exceptionnel dans leur domaine de compétence en Europe. Cette position doit conduire le Cirad à une politique d'eupéanisation accrue. Toutefois, les formes de cette politique et ses retombées posent de nombreuses interrogations : contexte favorable, modalités d'association avec d'autres équipes européennes, possibilités d'eupéanisation du mandat, du statut, des recrutements ?

⑦ Les choix géographiques

66. Les choix géographiques doivent être abordés par plusieurs angles : la stratégie géographique, la demande des partenaires, les choix de localisation.
67. Les priorités géographiques sont d'abord définies par la tutelle de l'Etablissement dans le cadre de la politique française de relations extérieures. Le Cirad participe aussi, de par son décret, à la définition de la politique française dans son domaine de compétence. Ces priorités sont les suivantes (cf. Conseil d'Administration du Cirad du 22 mars 2000) :
 - les pays de la Zone de Solidarité Prioritaire, cette zone étant établie par le Gouvernement. Dans cette zone l'Afrique et la péninsule indochinoise sont sans priorités particulières au plan du développement,
 - les grands pays émergents disposant d'une capacité de recherche scientifique reconnue: la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud. Cela peut conduire à la constitution de bases de recherche d'excellence.
68. Par ailleurs, le Cirad opère dans les DOM et TOM dans le cadre de conventions avec l'Etat et avec les Collectivités Territoriales. Ces conventions sont destinées à répondre aux

problèmes posés par les activités agricoles, d'élevage et forestières locales. Par ailleurs, certaines Collectivités Territoriales s'ouvrent à la coopération dans un cadre régional. Dans cette perspective, les implantations du Cirad ont un caractère international. Dans ce domaine, le Cirad cherchera à constituer des alliances fortes avec les universités des DOM et TOM afin de constituer des pôles d'excellence reconnus au plan régional et international.

69. Si la demande des partenaires et les besoins des pays du Sud doivent être au coeur de la définition de la stratégie d'un organisme comme le Cirad, leur identification et leur repérage ne vont pas d'eux mêmes. Tout d'abord, les demandes proviennent d'acteurs divers : monde agricole, communauté scientifique, autorités politiques, bailleurs de fonds. Si l'établissement doit faire l'effort de ne pas perdre le lien avec les besoins des agriculteurs et des scientifiques du Sud, la règle du jeu ne doit-elle pas être claire. Le choix de priorités, la concentration des moyens et la durée indispensable à l'efficacité de la recherche exigent que les choix et la programmation de l'établissement soient explicités et admis. Le Cirad doit rechercher plusieurs équilibres : l'équilibre entre concentration des moyens et l'accès à des nouveaux terrains, le déploiement aussi indispensable pour constituer et conserver l'expertise et limiter la dépendance par rapport à des aléas politiques. Le regroupement est nécessaire à la constitution de masses critiques ; l'équilibre entre le renforcement des domaines d'excellence et la diversification, celle-ci étant souvent à l'origine de ruptures essentielles pour l'agriculture ; l'équilibre entre des interventions rapides et limitées dans le temps et l'investissement à long terme.
70. Le Cirad doit prendre en compte différents critères pour définir ses implantations :
 - l'inscription dans la politique française, internationale ou ultramarine,
 - l'existence d'enjeux agricoles ou environnementaux,
 - l'importance stratégique du pays dans des domaines de compétences du Cirad (grands pays producteurs de certaines filières).
 - l'intérêt spécifique de certaines localisations pour des travaux de recherche, par exemple dans des zones de biodiversité intéressantes (Amérique Centrale, certaines îles.....),
 - les politiques des bailleurs de fonds, par exemple l'Union Européenne en Méditerranée dont les pays vont rencontrer de difficiles problèmes de production alimentaire et d'environnement, et qui sont aux portes de l'Europe,
 - la demande des pays eux mêmes et leur importance économique, par exemple l'Indonésie, l'existence de conditions locales particulières permettant de traiter de problèmes d'intérêt international, par exemple des solutions à des problèmes fonciers et de réforme foncière, ou des techniques culturelles à faible coût pour des populations pauvres,
 - la qualité de partenaires scientifiques doit être relativisée puisque le Cirad a pour mission de contribuer à son renforcement,
 - de même, la structuration du milieu agricole peut être aussi bien un atout qu'un objectif.
71. Les choix de localisation concernent les principaux équipements scientifiques et les principales concentrations de chercheurs. Jusqu'alors, le Cirad a effectué un transfert de la quasi totalité de ses effectifs vers Montpellier. En 1992, l'intention était de conserver dans la Région Parisienne les activités d'élevage et de foresterie dans l'hypothèse de la constitution avec l'Enseignement Supérieur d'un Institut des Sciences du Vivant. Le Projet d'Entreprise se situait dans cette perspective et installait le siège social dans le nouveau

Bercy. Cette hypothèse ayant été abandonnée, et la pression impérative du Premier Ministre aidant, les deux départements concernés ont rejoint Montpellier sur le nouveau campus

international de Baillarguet. Simultanément, le CIRAD, le CNRS, l'EHESS, PARIS I (IEDES), PARIS II (Cedimes), l'INRA et SOLAGRAL constituaient un campus liant université et recherche sur le thème "mondialisation et développement durable". Ce campus est installé dans le Jardin Tropical de Paris qui est aussi le berceau de l'agriculture tropicale en France. Par ailleurs, le Cirad a repris les anciennes installations des instituts dans les DOM TOM où il dispose de stations de recherche.

L'existence de pôles hors de métropole est indispensable à l'accomplissement de la mission de l'établissement. L'insertion dans les équipes scientifiques locales et la connaissance des milieux agricoles comme du contexte culturel sont indispensables à la pertinence d'une recherche finalisée au service du développement.

Si, en effet, la présence permanente n'est plus la seule forme de partenariat, elle n'en demeure pas moins nécessaire tant pour les agents que pour l'institution. Or, aujourd'hui, le campus de Montpellier réunit des conditions de travail et un environnement scientifique et universitaire de qualité comme il en existe dans peu d'endroits. La volonté de réunir, hors de métropole, les conditions nécessaires au travail scientifique et aux nouvelles formes de partenariat doit donc être affirmée comme une priorité de l'organisme. Toutefois, il ne peut atteindre seul cet objectif. D'une part, le partage de cette volonté avec ses partenaires est indispensable. Il doit donc y avoir des bénéfices réciproques. D'autre part, la mobilisation des bailleurs de fonds, notamment français et européens est nécessaire pour assurer les conditions que l'on recherche. Leur engagement à long terme est également indispensable.

Pour l'avenir du dispositif géographique, la question essentielle sera la cohérence entre l'affirmation politique de la présence à l'étranger et de l'expatriation et la mise en oeuvre de moyens nécessaires pour l'accompagner.

72. L'avenir pourrait faire évoluer ce dispositif pour plusieurs raisons :

- les UMR , lorsqu'elles seront stabilisées ont vocation à rassembler autant que nécessaire les personnels constitutifs,
- Montpellier deviendra sans doute de plus en plus une plate forme internationale, ce qui supposera des adaptations permanentes,
- les implantations dans les DOM TOM pourraient devenir des bases internationales plus importantes,
- certaines grandes implantations à l'étranger sont envisageables,
- des coopérations européennes pourraient s'imposer,
- l'évolution des Centres Internationaux de Recherche Agronomique pourrait amener le dispositif français à définir des implantations communes,

Dans ce contexte, le Cirad -conformément aux délibérations du Conseil d'Administration du 22 mars 2000- cherchera à renforcer son implantation dans les DOM et TOM, dans quelques pôles d'excellence à l'étranger, et dans quelques pôles significativement orientés vers la solution de problèmes de développement en Afrique dans ses bases de Montpellier (Plate forme de recherche avancée) et du jardin Tropical de Paris.

⑧ Les choix en matière de ressources humaines

73. Les ressources humaines constituent le capital principal d'un établissement de recherche, qu'il s'agisse de cadres scientifiques qui passent une partie importante de leur carrière dans son sein, ou des chercheurs accueillis, doctorants et post doctorants. La politique des ressources humaines conditionne donc en grande partie le succès de la stratégie d'ensemble. La première condition de succès est le maintien d'un haut niveau de compétences pour les personnels grâce à la formation. Il s'agit de la formation permanente et continue, et des recyclages périodiques qui sont nécessaires pour acquérir des compétences plus importantes.

Une évolution est nécessaire pour inclure organiquement la formation dans l'activité de recherche.

74. La mobilité est aussi une condition de succès: mobilité thématique, mobilité dans la cadre de la discipline, mobilité en termes de métier et de responsabilité, mobilité institutionnelle, et mobilité géographique. Ces différents types de mobilité sont accessibles par la formation et par la généralisation de l'utilisation de postes d'accueil dans différents organismes. A ce titre, des mécanismes de collaboration plus étroits seraient à mettre en place entre les partenaires français et européens.
75. Les recrutements qui sont faits au Cirad sont presque uniquement destinés à des français, en cohérence avec le souci de contribuer à la lutte contre le chômage. Toutefois, l'image que cela donne à l'étranger est en contradiction avec la vocation de coopération internationale. Dans quelle mesure, le Cirad devrait-il ouvrir ses recrutements aux étrangers en privilégiant le critère de qualité par rapport au critère de nationalité. Il faut aussi considérer dans cette perspective que la coopération internationale fera intervenir des chercheurs de pays du Sud dont les coûts salariaux sont beaucoup plus bas. Peu à peu, il pourrait y avoir compétition internationale sur les appels d'offre à la faveur des équipes les plus compétitives. Comment le Cirad fera-t-il face à cette situation ?
76. L'amélioration de la qualité des travaux et de la qualité des carrières des chercheurs (capacité à évoluer rapidement, succès scientifiques et en matière de développement ou de formation, mobilité, ...) devrait être facilitée par l'instauration de procédures d'évaluation des travaux individuels en complément de l'évaluation collective. Cette évaluation devrait être destinée à aider les chercheurs à mieux piloter leur cursus de carrière et être déconnectée du dispositif d'avancement et de gratification. Elle devrait couvrir tout le champ de la mission du Cirad et concerner l'ensemble des agents en tenant compte des aspects spécifiques de chaque métier.

⑨ Les choix en matière de financement de la recherche

77. Le Cirad tire une part importante de ces ressources de crédits publics: le BCRD, des crédits publics sur convention et appel d'offre venant de l'Aide Publique au Développement (MAE, AFD) ou d'autres crédits publics français (Ministère de l'Agriculture, de la Recherche, de l'Environnement), des collectivités territoriales en particulier dans les DOM et TOM, des appels d'offre européens et de crédits internationaux (Banque Mondiale, PNUD,...).

Toutefois, les financements privés sont en croissance. Cette situation traduit bien le fait que le Cirad produit pour la plus grande part des biens à vocation publique. Les évolutions en cours vont dans le sens d'une part plus importante des marchés publics et des produits liés à la propriété intellectuelle. La vocation d'Aide Publique au Développement du Cirad l'invite à ne pas faire de profits sur la base d'une propriété intellectuelle dont l'utilité est publique que pour les réinvestir dans des recherches elles aussi à vocation publique.

78. Toutefois, une part de plus en plus grande des crédits publics devrait être allouée de façon contractuelle, sous diverses formes faisant plus ou moins appel à la compétition entre les établissements de recherche. Globalement, les augmentations du BCRD sont aujourd'hui consacrées à des actions incitatives réparties par appels d'offre. La part des crédits européens de recherche ou d'aide au développement devrait augmenter. Dans tous les cas, la compétition et donc l'excellence et l'originalité, mais aussi la réactivité et la capacité à élaboration de projets et à finaliser des produits seront nécessaires.
79. Si le Cirad souhaite accroître sa capacité de recherche (par la création d'emplois et l'augmentation des crédits de fonctionnement et d'équipement), tout en respectant sa vocation à produire des biens publics, il devra mieux cibler ses activités, et faire en sorte que ses produits soient configurés précisément pour répondre aux besoins et aux demandes. Cela suppose d'acquérir une véritable culture du produit fini, à mieux analyser les besoins et la demande réelle et à les anticiper par la prospective, à mesurer les impacts et les effets et à mieux communiquer. Il s'agit là aussi d'une condition pour être mieux reconnu du grand public ainsi que des pouvoirs publics eux-mêmes.
80. Cependant, les ressources publiques sont limitées. De ce point de vue, la réduction de l'Aide Publique au Développement peut constituer un signal inquiétant. Le Cirad a donc le choix entre penser son avenir à moyens plus ou moins constants, ou chercher à avoir une croissance plus forte de manière à atteindre une situation permettant d'être présent -avec ses partenaires les plus proches- sur la plupart des sujets de recherche touchant aux domaines correspondant à son mandat. Dans cette hypothèse, il faudrait étudier la faisabilité d'alliances plus systématiques et de plus grande envergure avec les grands firmes privées du secteur, alliances à bénéfice mutuel permettant donc de garantir la possibilité de développements publics.

Un équilibre économique à long terme favorable pour l'emploi et traduisant la mission finalisée de l'organisme ne peut être assurée que par une croissance substantielle des ressources contractuelles d'origine publique ou privée. C'est le sens du contrat passé par l'organisme avec ses tutelles et le personnel au travers de l'accord sur l'ARTT.

10 Conclusion

81. Il est d'abord essentiel de préciser les principaux choix éthiques qui sont liés à la recherche en coopération finalisée pour le développement. Ceci devrait être fait par le Comité d'Ethique. On rappellera simplement la vocation à produire des biens publics ou à utilité publique, ce qui n'interdit pas de faire des alliances avec la recherche privée. C'est peut être même dans sa capacité à collaborer avec le monde privé dans la clarté et en préservant sa vocation publique qui pourrait valoir au Cirad d'accroître ses succès en matière d'innovation.

Par ailleurs, par sa vocation publique, le Cirad doit s'attacher particulièrement à apporter des

réponses aux questions les plus graves concernant l'avenir de l'alimentation, de la pauvreté, et de l'environnement.

82. Les composantes de la stratégie du Cirad sont nombreuses, ce qui fait qu'elle ne peut être que complexe. Toute activité de recherche répond finalement à de nombreux critères: correspondre à une finalité de développement, avoir une utilité ciblée géographiquement, être localisée précisément (ou être en réseau), faire l'objet d'une coopération, être réalisée par des chercheurs de qualité, être performante au plan scientifique, et bénéficier de financements suffisants. Ces critères sont ceux qui s'imposent aux quelque 200 équipes, 28 programmes et 7 départements du Cirad. Par la diversité des situations, ce grand nombre d'équipes doit permettre par une combinaison bien calculée d'honorer les différentes orientations et objectifs de la stratégie tels qu'ils sont énoncés.
83. Face à des changements et à des recompositions rapides, le dispositif doit rester ouvert et flexible. Les activités de recherche doivent pouvoir se mettre en veille et repartir si nécessaire; certaines doivent pouvoir disparaître et d'autres se créer; les personnels concernés de recycler, les responsables être des stratèges capables d'organiser cette flexibilité, rechercher les financements et les alliances nécessaires, cibler les produits, garantir l'efficacité et la qualité des travaux et acquérir la reconnaissance internationale. La taille du Cirad, la diversité de ses métiers, des disciplines, des thématiques, des implantations, et des partenariats lui imposent donc, pour être utile et efficace, une ouverture et une flexibilité permanente.

Ouverture et flexibilité pourraient résumer l'état d'esprit dont le Cirad a besoin pour la période qui vient.

RELEVÉ DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 6 JUIN 2000

Relevé des délibérations

58e séance- Paris, le 21 juin 2000

Délibération relative aux comptes financiers 1999

Le conseil d'administration approuve les comptes du CIRAD pour l'exercice 1999, qui présente un résultat positif de 5.291 851,64 Francs, et donne quitus pour sa gestion au directeur général. Le conseil d'administration décide d'imputer le résultat positif de l'exercice clos le 31.12.99 sur le report à nouveau.

Pour : 13, Abstentions : 4, contre : 0. La délibération est adoptée

Délibération relative à la politique d'objectif : première étape dans la définition d'une politique d'objectif pour le CIRAD

Introduction

Que veut-on faire du CIRAD dans les dix prochaines années ?

Il incombe au Conseil d'administration de fixer au fur et à mesure de l'avancement de sa réflexion les grands choix en ayant pour perspective l'élaboration du projet stratégique de l'établissement et le contrat d'objectif.

La séance du Conseil d'administration du 22 mars 2000 constitue la première des étapes de cette démarche : le débat a permis d'identifier une série de points importants ; des éléments de cadrage pour les prochains recrutements ont été décidés.

Le Conseil d'administration dispose des réflexions menées dans le cadre de la relance stratégique ; il s'appuiera sur toutes les réflexions qu'il sollicitera ou jugera utile de prendre en considération et ce à quelque niveau que ce soit.

La séance du 21 juin est une nouvelle étape. Il ne s'agit pas d'arrêter l'ensemble des choix, mais de tirer parti des matériaux disponibles pour préciser aujourd'hui le contenu de la politique d'objectifs, prendre les décisions nécessaires et définir les prochaines étapes pour élaborer le projet stratégique du CIRAD.

Suite à la demande du Conseil d'administration et dans le respect des statuts de l'établissement, la direction générale a débuté une analyse d'ensemble et soumet au conseil du 21 juin un premier nombre d'options pour les années 2000. Les principaux éléments du document présenté par la direction générale ont été élaborés par la direction scientifique.

Les objectifs généraux

Le CIRAD, établissement public, doit tout d'abord prendre en compte les grandes orientations de la politique scientifique nationale

Ces orientations ont été affirmées notamment lors du Comité interministériel de la recherche scientifique et technologique du 1 juin 1999 et du Comité interministériel de coopération internationale et du développement. Elles ont été exprimées par les ministères de tutelle lors des deux dernières séances du conseil d'administration.

Dans ce cadre, le CIRAD aura trois grands champs d'action :

- Il contribuera par ses activités de recherche, de développement technologique, de formation et de diffusion de l'information à la réduction de la pauvreté et de la sous-alimentation des populations rurales des pays tropicaux en voie de développement.

C'est la plus value du CIRAD. Cette mission concerne notamment l'Afrique subsaharienne. Le CIRAD, instrument public de la politique de coopération française, inscrira ses interventions dans le cadre des valeurs et principes qui fondent la politique étrangère de notre pays, notamment pour ce qui est du renforcement des valeurs de la démocratie.

- Le CIRAD devra affirmer son rôle d'opérateur public international de l'offre française en matière de recherche agricole et agro-alimentaire.

C'est l'objectif du rapprochement engagé entre le CIRAD et l'INRA.

- le CIRAD se situera dans l'espace scientifique européen et participera à sa construction de manière active avec pour perspective la mobilisation de la communauté scientifique européenne au service des enjeux du développement rural des pays du Sud.

En effet, la rapidité des progrès scientifiques, la réorganisation de la recherche agronomique internationale et la concurrence internationale, amènent à rechercher cette mobilisation européenne au service des enjeux du développement rural des pays du Sud, notamment s'agissant de la détention et de la maîtrise des ressources génétiques végétale ou animale.

Ensuite, la France a des départements et territoires localisés dans la zone tropicale ; le CIRAD y dispose d'implantations significatives. Elle est le seul pays européen qui dispose, en Guyane, d'un important espace forestier naturel en zone équatoriale humide.

Le développement de coopérations scientifiques avec les organismes de recherche et d'enseignement de ces pays sera recherché, notamment par la création d'équipes et/ou les échanges de chercheurs.

Les partenariats internationaux et la rénovation du dispositif d'intervention

Il doit rénover et repenser ses objectifs et ses moyens d'actions en re-articulant son dispositif sous forme de pôles, de plates-formes ou de réseaux scientifiques en vue du renforcement des potentiels nationaux et régionaux.

Pour ce faire, le CIRAD devra prendre en compte les orientations du Forum Européen de la Recherche Agricole pour le Développement (EFARD) et du Forum Mondial pour la Recherche Agricole (GFAR).

La métropole

Le développement des pôles métropolitains d'excellence - le Jardin tropical de Paris (économie de l'environnement et du développement durable), et Montpellier (biotechnologies, défense des cultures, agronomie, élevage, agro-alimentaire, modélisation et aide à la décision) - sera assuré en ayant pour objectif la constitution de plates-forme internationales.

L'outre mer tropical français

En relation étroites avec les collectivités territoriales, les établissements d'enseignement et les milieux économiques et professionnels concernés, des pôles régionaux d'excellence devront s'affirmer à la Réunion, aux Antilles et en Guyane autour de la protection des plantes et des animaux, de la gestion des déchets et de l'environnement, de la forêt. Les conditions d'une production scientifique de qualité seront recherchées par la mise en place de plans pluriannuels d'équipement et de recrutement, et par le renforcement des partenariats scientifiques.

L'Amérique du Sud

Le Brésil, où le CIRAD a investi de longue date, constitue la priorité au sein de ce continent.

La réalisation d'une plate-forme, centrée sur les biotechnologies et les écosystèmes, sera étudiée

avec les Universités de l'Etat de Sao Paulo et les partenaires scientifiques ; elle permettra de réduire l'émiettement des affectations, affirmera les choix d'activité de recherche en coopération et facilitera le rayonnement d'activités conjointes en Amérique centrale et du Sud. Une politique d'échanges et d'accueil de chercheurs et de post-doctorant sera mise en oeuvre.

L'Asie

En Asie du sud-est les priorités sont les pays de la péninsule indochinoise. L'investissement historique du CIRAD en Indonésie sera conforté.

En Thaïlande, une plate-forme de recherche sera étudiée en association avec les universités. Là aussi, échanges de chercheurs, postes d'accueil, doctorant en cotutelle et post-doctorant devront être prévus.

Les perspectives de partenariats avec les grandes puissances Asiatiques, notamment l'Inde et la Chine, seront étudiées et mis à l'ordre du jour d'une séance du conseil d'administration.

L'Afrique subsaharienne

Au sein de la zone de solidarité prioritaire, les pays de la zone soudano-sahélienne ont de par leur situation de seuil géographique et climatique, un rythme de croissance et de développement de leur production très aléatoire et inférieur à celui de leur population. Le CIRAD doit se mobiliser pour conforter leurs institutions, régionales et nationales, de recherche et contribuer à un développement économique des espaces et des filières agricoles respectueux des équilibres écologiques.

Le CIRAD concentrera ses interventions sur des situations et des expériences de terrain à partir desquelles les connaissances et informations sur les pratiques et les innovations seront diffusées à d'autres pays. Il cherchera à concentrer ses moyens au sein de pôles pluridisciplinaires à vocation régionale. L'objectif est de réduire rapidement le nombre des agents expatriés isolés scientifiquement.

Enfin, parce que la pauvreté est fortement liée au faible niveau d'éducation et de production des connaissances, le CIRAD devra, dans chaque cas, proposer à ses partenaires une politique ambitieuse de formation et d'information scientifique et technique.

Dans le respect de ces principes, le CIRAD étudiera l'établissement de bases fonctionnant en réseau au Sénégal, Mali, Burkina Faso d'une part et à Madagascar et en Afrique du Sud d'autre part.

Le CIRAD engagera une réflexion stratégique sur le développement de ses partenariats en zone humide.

Le renforcement des partenariats nationaux

Le Conseil scientifique du CIRAD se rapprochera de ceux des autres établissements pour proposer les modalités les plus adéquates de cette évaluation.

La mobilité avec l'enseignement supérieur, l'INRA et l'IRD.

Il sera proposé aux ministères de tutelle d'étudier les moyens réglementaires permettant de faciliter la mobilité statutaire des agents du CIRAD.

L'expertise

Le rapprochement avec l'INRA, l'IRD et l'enseignement supérieur nécessitent également de rechercher une meilleure articulation des activités d'expertise menées par chaque établissement.

Il conviendra, dans le respect des missions et les contraintes propres à chaque établissement, d'aborder :

- les questions liées à l'expertise collégiale qui engage les institutions et repose sur une mise en commun rapide de l'information scientifique et technologique la plus actualisée,
- celles relatives aux expertises qui sont plus directement liées à des activités d'exploitation et pour lesquelles il convient de rechercher les modalités d'une concurrence économique loyale.

L'expertise sera mise à l'ordre du jour d'une séance du conseil d'administration dans un délai de six mois.

Les choix scientifiques

La notoriété scientifique du CIRAD repose sur quelques grands domaines où il a créé sa compétence internationale. Ces axes doivent être confortés, renforcés :

- la maîtrise des différentes techniques d'amélioration génétiques allant de la génomique à la création de variétés,
- la génomique et la génétique fonctionnelles,
- la pathologie végétale au travers du pôle 3P de la Réunion,
- la pathologie animale grâce au renforcement des réseaux scientifiques d'épidémiosurveillance, la lutte contre la trypanosomiase et le développement de la lutte intégrée,
- la gestion *in situ* de la biodiversité,
- la définition de systèmes de cultures sous couverture végétale dans la perspective de la révolution doublement verte,
- la modélisation des peuplements et le couplage de modèles de simulation avec des outils d'intelligence artificielle pour l'aide à la décision,
- l'utilisation d'outils d'intelligence artificielle pour la gestion des ressources naturelles renouvelables et de la faune,

- l'économie et la sociologie de la consommation dans les pays en développement,
- la définition de modèles d'aide à la décision en matière de politique agricole, de développement régional et de gestion des entreprises,
- les procédés d'utilisation de la biomasse pour la fourniture d'énergie.

Le CIRAD doit s'investir au plus vite, dans des domaines nouveaux et innovants qui lui permettront :

- de participer aux actions ou programmes internationaux définis par le Forum Global ou la Communauté européenne,
- de contribuer à prévenir, par ses recherches finalisées, les risques qu'encourent les sociétés et l'environnement, notamment le changement climatique, la réduction de la biodiversité, la progression de la désertification et des pollutions,
- de développer sa capacité à extraire et organiser les informations et les données obtenues par les généticiens et les biochimistes,
- de s'inscrire dans la connaissance et la maîtrise des déchets organiques et inorganiques,
- de s'investir dans la traçabilité et les conditions agronomiques de la qualité des produits tropicaux,
- de s'engager, en relation avec ses partenaires nationaux dans la protection juridique des acquis de la recherche scientifique sur fonds publics.

Pour cela, le CIRAD souhaite construire avec ses partenaires nationaux et internationaux de nouvelles équipes ciblées sur les domaines suivants :

- la fertilité des sols, la maîtrise de la séquestration du carbone,
- les bases scientifiques de l'agriculture raisonnée, en particulier l'agro et l'écophysiologie,
- la gestion de l'espace et l'utilisation de la télédétection et des techniques d'analyse d'image,
- la bio-informatique,
- la gestion des déchets et des pollutions organiques persistantes,
- les traceurs génétiques et biochimiques dans le métabolisme des plantes,
- la modélisation et l'aide à la décision,
- le droit, la propriété du vivant et les responsabilités,
- le droit de l'environnement.

Pour assurer la mise en oeuvre de ces choix scientifiques et tendre vers ces objectifs, il est nécessaire d'identifier les moyens, humains et matériels, correspondants :

- les possibilités de recrutement dégagées au titre de la relance stratégique seront ciblées d'une part sur les équipes existantes qui font la notoriété scientifique du CIRAD (voir ci dessus) et d'autre part sur la constitution de nouvelles équipes dans les champs thématiques mentionnés ci dessus.
- la politique de formation devra permettre le redéploiement des compétences sur ces mêmes champs,
- la direction générale, sur la base d'une analyse prévisionnelle à dix ans des départs (retraite et autres causes), proposera un redéploiement traduisant les choix du Conseil d'administration,
- la direction scientifique veillera à ce que les équipes qui seront proposées couvrent bien le "continuum" de compétences nécessaires : recherche des mécanisme (ou théorie), expérimentation (laboratoire, serre ou terrain), et à la modélisation (projection et aide à la décision),

- la direction scientifique aura soin également de veiller à ce que la constitution des équipes mixtes implique un nombre critique de chercheurs de l'établissement,
- la direction générale s'assurera de l'excellence et de la transparence des recrutements.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication

Il convient de tirer parti des nouvelles technologies de l'information pour :

- rendre plus performant le système d'information mis à disposition des agents, notamment des chercheurs,
- développer l'informatique scientifique,
- conforter les activités de veille stratégique en apportant les moyens de traiter de manière souple et décentralisée le volume grandissant de l'information scientifique, notamment à des fins d'expertises collégiales ou d'aide à la décision stratégique,
- réaliser, avec l'enseignement supérieur, et les autres organismes de recherche, un réseau de formation et d'enseignement virtuel destiné à diffuser les savoirs et savoir-faire en recherche agronomique pour le développement. Cet aspect devrait être étudié en priorité pour contribuer avec les partenaires du CIRAD à mettre sur pied un enseignement à distance en Afrique.

La formation

L'accueil des jeunes recrutés

Conformément aux délibérations du Conseil d'administration du 22 mars 2000, les recrutements à venir s'inscriront dans une politique en faveur des jeunes. Les critères de recrutement doivent mettre l'accent sur l'excellence scientifique, la motivation pour le travail en partenariat et la mobilité géographique. Ces derniers aspects nécessitent également une formation interne adaptée.

Aussi, le CIRAD mettra en place d'ici six mois un plan de formation pour initier et sensibiliser les jeunes recrutés.

Le redéploiement des cadres scientifiques et des techniciens affirmés sur les champs prioritaires

L'augmentation et la diversification constantes de la production des connaissances et l'élaboration de nouvelles technologies requièrent une analyse approfondie des besoins en formation permanente.

Le CIRAD devra réaliser cette analyse d'ici un an et proposer au personnel un plan de formation continue intégrant ces évolutions.

L'accueil et la formation dans le cadre du partenariat

Qu'il s'agisse de la participation des chercheurs du CIRAD à des formations d'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs et vétérinaires, maîtrises, écoles doctorales...) ou de l'encadrement de chercheurs ou d'étudiants étrangers accueillis, il est nécessaire de considérer qu'il s'agit là d'un

objectif important pour l'ensemble des équipes de l'établissement.

Le CIRAD doit intervenir dans la formation des étudiants de haut niveau en liaison avec les établissements d'enseignement supérieur en France et à l'étranger.

Pour : 16, Abstention : 0, Contre : 1. La délibération est adoptée.

Délibération relative au document "le CIRAD en 1999"

Le conseil d'administration approuve le contenu du document "le CIRAD en 1999".

Pour 16 , Abstention : 0 , Contre : 0 La délibération est adoptée.

Vu et certifié conforme aux débats
Le Président du Conseil d'administration

Daniel Nahon

LES CHANTIERS DE LA D R E

(JUILLET 1999)

DRE :

dispositif, méthodes de travail, chantiers Dre et dossiers Dre/Départements

Remarques liminaires :

1 - (octobre 98) - Plutôt que de vous transmettre un compte-rendu linéaire de nos journées Dre de septembre, je vous propose de vous soumettre une note essayant d'insérer les idées nouvelles dans la texture ancienne. Si l'interaction fonctionne bien entre nous tous, nous pourrons, après vos corrections et/ou vos compléments, proposer une deuxième version qui pourra nous servir de base commune de travail.

2 - (janvier 99) - Après débat en Comité de direction et discussion en réunion Dre, nous avons tenu, en novembre, une réunion Dre/Ds et, fin janvier, des réunions Dre/Départements-Programmes qui nous ont permis de corriger la liste des chantiers Dre (cf. chapitre C) et de dresser une liste des dossiers prioritaires Dre/Départements-Programmes pour 1999 (cf. chapitre D).

A - Le dispositif de la Dre

L'espace Dre se compose de trois éléments : les équipes centrales (les cinq pôles), le réseau extérieur (les représentants et les correspondants) et le réseau intérieur (les valos).

1 - Les équipes centrales

Au centre, c'est-à-dire à Paris ou à Montpellier, la Dre se compose de cinq "pôles":

- le *Pôle "système global"*, qui s'intéresse au positionnement du Cirad dans les différents systèmes et/ou fora auxquels il appartient : le système français, le système européen et le système global,
- le *Pôle "partenariats économiques"*, qui s'efforce de promouvoir les partenariats privés et les partenariats de développement en contribuant à la mobilisation de ressources contractuelles,
- le *Pôle "partenariats géographiques"*, qui anime nos relations avec les trois grandes régions tropicales: Afrique/Océan indien, Amérique latine/Caraïbe et Asie/Pacifique,

- le *Pôle "communication externe"*, qui s'occupe du suivi des relations médias et de la préparation des événements de communication,
- le *Pôle "appui logistique"*, qui suit les questions liées au budget et à la gestion des crédits, aux ressources humaines, aux outils de la communication interne et à l'équipement.

2 - Le réseau extérieur

A l'étranger, le "**réseau extérieur**" est composé des représentants régionaux ou nationaux, qui occupent un emploi Dre et qui se consacrent à plein temps à leur fonction de représentation, et les correspondants Cirad ou non Cirad, dont la fonction de représentation est exercée à temps partiel.

En Afrique de l'Ouest et du Centre, le réseau comprend quatre représentants régionaux, basés à Dakar, Ouagadougou, Abidjan et Yaoundé, et sept correspondants nationaux. En Afrique de l'Est et du Sud, où la présence du Cirad est plus sporadique, le réseau se limite à quelques correspondants dans les pays de plus grande concentration, comme en Afrique du Sud et au Zimbabwe. A Madagascar, néanmoins, où la coopération est plus développée, le Cirad dispose d'un représentant.

En Amérique latine, le réseau comprend un représentant au Brésil et des correspondants dans certains pays. Une nouvelle configuration doit être mise en place pour combler le déficit de représentation que l'on peut constater dans certaines régions, notamment en Amérique centrale et dans les pays andins.

En Asie, le réseau est également très lâche. Il comprend deux représentants en Indonésie et au Vanuatu et deux correspondants nationaux en Thaïlande et au Vietnam. La configuration du réseau va se transformer suite à la nomination d'un représentant régional pour les pays de l'Asean, basé à Bangkok, et d'un correspondant pour la Chine, basé à Pékin.

Dans la Caraïbe, l'Océan indien et le Pacifique, régions où le Cirad est fortement implanté grâce à sa présence dans les Dom et dans les Tom, le réseau extérieur s'appuie sur les délégués du Cirad en Guadeloupe, à la Réunion et en Nouvelle Calédonie qui ont été nommés représentants régionaux pour, respectivement, les pays insulaires de la Caraïbe, de l'Océan indien (Madagascar exclu) et du Pacifique (Vanuatu exclu). Ces représentants régionaux ont reçu le mandat spécifique d'aider le Cirad à inscrire ses dispositifs et ses programmes de recherche dans les systèmes régionaux alentours de la Caraïbe, du Pacifique et de l'Océan indien.

Enfin, le réseau comprend quelques correspondants chargés d'entretenir des relations avec certaines organisations internationales, majeures pour le Cirad, essentiellement une correspondante à Washington pour la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. Les relations avec la Banque africaine de développement sont suivies par le représentant régional basé à Abidjan et la Banque asiatique de développement sera suivie de Bangkok. La Commission de l'Union européenne est suivie directement de Paris.

Les délégués géographiques sont les interlocuteurs des représentants et des correspondants du Cirad. Une note de service, rédigée après les journées de septembre 97, précise les tâches liées à la fonction de représentation et le rôle des représentants et des correspondants.

3 - Le réseau intérieur

Les relations entre la Dre et les départements sont quotidiennes et innombrables, il nous a paru néanmoins important de donner corps à un **"réseau intérieur"** formé des chargés de valorisation des départements. Le "Groupe des valos" est l'interlocuteur direct du Pôle "partenariats économiques" et indirect des autres pôles de la Dre et du réseau extérieur.

Une note de service définira le rôle et le statut du "Groupe des valos".

B - Les méthodes de travail de la Dre

1 - La communication interne

Pour une collectivité dispersée, la communication entre ses membres est la première des préoccupations. Elle est d'autant plus importante que la Dre n'assume pas de tâches opérationnelles en matière de recherche ou d'appui au développement. La Dre gère de l'information, elle est donc d'abord un "espace de communication". Son rôle et son apport dans l'établissement est largement fonction de la quantité, de la qualité et de la rapidité de l'information qu'elle peut transmettre, selon les cas, aux départements et aux programmes ou aux partenaires extérieurs de l'établissement. La collecte d'une information décentralisée, son traitement et sa transformation en analyse stratégique, sa circulation interne et externe ont été l'objet d'une étude approfondie qui nous a permis de concevoir le concept d' **"Espace de communication Dre"**, d'en élaborer le projet et, maintenant, de le mettre en place.

L'espace de communication Dre répond à une volonté commune d'organiser et de stimuler les échanges entre les différents acteurs du dispositif Dre. Trois grandes fonctions sont en voie d'être organisées : l'intercommunication entre les partenaires de l'espace, l'organisation de l'information spécifique Dre et la diffusion des informations vers l'extérieur. Chacune de ces fonctions et leur combinaison rendent possible la création ou l'amélioration d'une multitude de services, toujours liés à la nature du travail des acteurs Dre que ceux-ci soient délégués, représentants/correspondants ou valos. Tous ont besoin d'avoir accès aux informations Dre et de pouvoir bénéficier d'outils de gestion et de traitement de cette information. Si nous voulons être efficaces, nous avons besoin de travailler collectivement et en temps réel, et cela, quelle que soit la position géographique et hiérarchique de chacun.

En effet, chacun dans l'espace est à la fois producteur et consommateur d'informations. Comme producteur d'informations, chacun est donc appelé, et c'est la première priorité, à participer aux échanges grâce au serveur de dépêches, échanges centrés sur la recherche et l'exploitation des opportunités de partenariats. Chacun est également appelé à organiser l'information qui concerne son domaine et à alimenter les banques de données correspondantes. Enfin, chacun est appelé à participer à l'élaboration et à la diffusion de produits de communication et à la construction de réseaux de diffusion. L'espace de communication n'est pas un projet supplémentaire qu'il faut animer, mais bien le cadre et la méthode mêmes de notre travail commun, ces tâches ne sont pas des à-côtés, mais bien la matière même du travail de chacun.

Le choix des outils est et sera fait en liaison avec la Dit et en fonction, à la fois, de nos besoins propres et des perspectives ouvertes à l'établissement par notre expérience. Il s'agit des outils de gestion et de communication de l'information, mais aussi des outils d'organisation des échanges et du travail collectif : organisation du calendrier, élaboration collective d'un document, suivi des chantiers et des dossiers, distributions des informations...

2 - La construction d'une vision prospective

Pour ce qui concerne la Dre, la construction d'une vision prospective est une fonction importante, car elle permet d'orienter nos regards, nos énergies et les investissements de l'établissement vers les positions stratégiques, qu'elles soient géographiques ou, plus souvent, partenariales. Trois de nos pôles Dre - "système global", "partenariats géographiques" et "partenariats économiques" - doivent chacun apporter les éléments qui leur sont propres et qui doivent contribuer à construction d'une vision stratégique commune. De leur côté, les représentants se doivent d'élaborer un cadrage stratégique pour l'action du Cirad dans leur région de résidence. Des notes annuelles, élaborées par les pôles et les représentants pour fin juin, permettront de revoir en septembre les perspectives géographiques et partenariales de l'établissement. Une confrontation avec d'autres notes, concernant la matière scientifique et provenant de la DS et des délégués scientifiques selon un calendrier parallèle, permettra à la DS et à la Dre d'élaborer, ensemble et au courant de l'automne, une vision prospective, nécessaire à la direction du Cirad, mais également utile aux différents acteurs du "système français", voire du "système européen", ou même du "système global".

3 - La programmation

Il est normal que la programmation d'un établissement public de recherche soit d'abord le fait d'une direction scientifique, mais il est nécessaire que soient prises en compte notre vision stratégique et les perspectives du partenariat géographique et économique. Il est donc nécessaire d'explicitier ces perspectives avec les directeurs de département et les chefs de programmes qui ont la responsabilité de la programmation de la recherche, de la construction des partenariats et de la gestion des moyens pour le champ correspondant à leur domaine. Pour ce qui nous concerne, la définition d'une stratégie de relations extérieures et la construction des partenariats, l'unité "programmes" est parfaitement adéquate. Aussi, pour faire expliciter les "désirs" de diversification géographique et partenariale par les chefs de programmes, nous proposons de pérenniser l'expérience des réunions Dre/Départements-Programmes et de les finaliser par l'établissement de la liste annuelle des dossiers prioritaires Dre/Départements-Programmes. L'établissement d'une telle liste doit équivaloir à l'engagement, pour le moins moral, de la Dre et des départements de consacrer une part suffisante de leurs compétences, de leurs énergies et de leurs moyens aux dossiers correspondants. Le choix des dossiers prioritaires est nécessaire à une participation raisonnée et fructueuse de la Dre aux exercices de programmation, d'instruction budgétaire ou, même, d'évaluation de l'établissement. Les réunions Dre/Départements-Programmes auront lieu à Montpellier en décembre ou en janvier, c'est-à-dire pendant la période qui sépare deux exercices.

4 - L'ouverture de chantiers Dre et la création d'outils de travail

Notre activité se divise en deux parts inégales : l'essentiel de notre temps est investi dans des actions concrètes, en général des appuis aux activités des programmes, mais une part plus modeste de notre temps est consacrée à la création d'outils de travail. Les activités de services sont innombrables, elles ont pour caractéristique de répondre directement aux demandes des acteurs dits opérationnels. Ces services sont d'autant plus rapides et utiles que nous pouvons nous appuyer sur des outils efficaces. Les différents pôles de la Dre ont donc listé les principaux outils dont il faudrait pouvoir disposer pour élever la quantité, la qualité et la rapidité de nos services.

La notion d'outils de travail doit s'entendre en fonction du travail qui doit être réalisé par la Dre. Il peut s'agir de la construction d'"institutions" extérieures modifiant l'environnement de l'action du Cirad, de l'établissement de conventions permettant de positionner l'établissement sur une scène nouvelle ou de le repositionner sur une scène ancienne, de l'évolution du réseau extérieur, de l'élaboration de documents de présentation de l'offre de coopération du Cirad ou de son approche de domaines reconnus par la communauté internationale comme stratégiques, de la mise place de nouvelles modalités de coopération...

Nous appelons "**chantiers**" l'activité collective de construction de ces outils. Un chantier est ouvert, puis, lorsque le ou les outils de travail ont été construits, il est refermé. Sa durée de vie est donc limitée, de quelques mois à plusieurs années. La liste des chantiers Dre est donc pluriannuelle et évolutive.

Suite à la réflexion des pôles, aux réunions Dre, aux journées de septembre, à la réunion du 6 octobre 98 du Comité de direction, à la réunion Dre/Ds de novembre 98, aux échanges avec nos partenaires extérieurs et aux réunions Dre/Départements des 26, 27 et 28 janvier 99, nous avons listé et, pour l'heure, partiellement ouvert une quarantaine de chantiers Dre.

5 - Le suivi de dossiers prioritaires Dre/Départements-Programmes

A l'issue des réunions Dre/Départements-Programmes, une liste d'une soixantaine de dossiers prioritaires Dre/Départements-Programmes a été établie par la Dre. Cette liste pourra être corrigée et complétée par les départements début février. Elle sera présentée au Comité de direction, puis, discutée, amendée et validée par le Codir.

La réunion Dre/Ds a permis de lister également quelques travaux prioritaires. La plupart de ces travaux s'inscrit soit dans les chantiers Dre, soit dans les dossiers Dre/départements. On trouvera en annexe le relevé des conclusions de cette réunion.

C - Les chantiers Dre

On trouvera ci-dessous, classés par Pôles qui en ont la responsabilité, la liste des chantiers Dre telle qu'elle s'établit après les réunions précédemment mentionnées. Cette liste est par nature évolutive. Chacun de ces chantiers fera l'objet d'une fiche qui sera annexée à cette note, lorsque celle-ci aura été consolidée.

1 - Pôle "système global" (4 chantiers/22 sous-chantiers)

11 - Construction du Forum/Système français

- 111 - Evolution des partenariats avec les autres composantes du "système français de RAD" : Etablissements scientifiques, principalement Inra (DG), Orstom (Dg), universités (Ds), secteur privé (Dre), Opa (Dre), Ong (Dre)
- 112 - Valorisation d'Agropolis (Centre de Montpellier/Dre)
- 113 - Création du pôle de Nogent (Sg/Ds/Dre)
- 114 - Valorisation des dispositifs Dom et Tom (Dom/Dre)
- 115 - Evolution de la Crai
- 116 - Construction d'un Forum français

12 - Construction du Forum/Système européen

- 121 - Construction du Forum européen
- 122 - Définition et mise en place des actions nouvelles de coopération intraeuropéennes
- 123 - Evolution d'Ecart, voire retrait du Cirad

- 13 - Construction du Forum/Système mondial
 - 131 - Construction du Forum mondial
 - 132 - Rapprochement avec les Organisations internationales concernées: Banque mondiale, Fao et Fida
 - 133 - Collaboration avec le Secrétariat des Nars
 - 134 - Repositionnement vis-à-vis des Cira et du Gcrai
 - 135 - Définition et mise en place des actions de coopération globales
- 14 - Présentation d'une offre Cirad pour chaque thème prioritaire de la coopération internationale (Dre/Ds)
 - 141 - Gestion des ressources génétiques
 - 142 - Plate-forme internationale de recherche avancée
 - 143 - Engagement dans le domaine de la bioéthique
 - 144 - Gestion des ressources naturelles
 - 145 - Agro-écologie/double révolution verte
 - 146 - Produits de base, principalement non Cg/programmes globaux
 - 147 - Systèmes d'information et de communication/Knowledge system
 - 148 - Renforcement et partenariat institutionnels

2 - Pôle "partenariats économiques" (7 chantiers et 22 sous-chantiers)

a - Partenariats de développement

- 21 - Amélioration de la position de l'opérateur Cirad dans les systèmes d'appui au développement et de coopération internationale
 - 211 - Organisation d'un dialogue stratégique pour les thèmes prioritaires de la coopération internationale avec les agences financières d'appui à la recherche, au développement et à la coopération internationale
 - 212 - Positionnement de l'opérateur Cirad dans la nouvelle configuration du système français d'appui au développement et à la coopération internationale (Mae, Afd, Mef)
 - 213 - Positionnement de l'opérateur Cirad dans la nouvelle configuration du système européen d'appui au développement et à la coopération internationale (Dg XII, Dg Ib, Dg VIII et Service commun)
 - 214 - Positionnement de l'opérateur Cirad dans la configuration internationale d'appui au développement et à la coopération internationale (banque mondiale, banques régionales, Fonds, agences des Nations unies)

- 22 - Amélioration des réponses aux appels d'offres
 - 221 - Atlantis CV
 - 222 - Atlantis références
 - 223 - Fichier des nouveaux projets
 - 224 - Fichier des guichets et des procédures financières d'appui au développement et à la coopération internationale
 - 255 - Fichier des opérateurs du développement, partenaires et/ou concurrents du Cirad

- 23 - Elaboration de documents de valorisation
 - 231 - Document de présentation générale
 - 232 - Plaquette commerciale
 - 233 - Pages Web

b - Partenariats privés

- 24 - Positionnement du Cirad dans le système français d'appui à la coopération économique: autres établissements publics de recherche (Inra, Orstom...) et agences financières publiques (Dree, Cfce, Anvar, Proparco...)
- 25 - Promotion des relations contractuelles avec les entreprises
 - 251 - Mise en place et actualisation d'un fichier des contrats privés
 - 252 - Elaboration de modèles de contrats Cirad/entreprise
 - 253 - Promotion de contrats à intéressement (contrats win-win)
 - 254 - Constitution de Clubs d'entreprises (Pmi)
 - 255 - Promotion d'accords de recherche et d'appui technique (grands groupes)
- 26 - Création d'entités privées dérivées du Cirad
 - 261 - Evolution de Vitropic
 - 262 - Filiales de valorisation
 - 263 - Filiales de mobilisation de l'expertise
- 27 - Mobilité du personnel de recherche
 - 271 - Echange ou détachement d'agents Cirad avec ou vers le secteur privé
 - 272 - Essaimage

15-16 3811

3 - Pôle "Partenariats géographiques" (10 chantiers et 5 sous-chantiers)

a - Afrique et Océan indien

- 14h 15h 30
- 30 - Construction d'un programme de renforcement et de partenariat institutionnels en Afrique de l'Ouest et du Centre
- 301 - Présentation d'une offre Cirad de partenariat/renforcement institutionnels
- 302 - Construction d'un partenariat régional en appui à la Coraf et en liaison avec le Mae, les Dg VIII et XII de l'Ue, la Banque mondiale, la Bad, le Crdi...
- 303 - Appui à certains programmes nationaux de renforcement institutionnel: Burkina Faso, Cameroun, Cote d'Ivoire, Guinée, Sénégal et, sur le même modèle, Madagascar
- 31 - Définition des formes institutionnelles de la coopération régionale associant Centres d'excellence de recherche/formation-Réseaux d'information et de communication-Programmes écorégionaux de recherche/développement
- 32 - Structuration du dispositif de coopération en Afrique australe
- 33 - Structuration du dispositif de coopération dans l'Océan indien (Dre/Dom)

b - Amérique latine et Caraïbe

- 15mn
- 34 - Structuration du dispositif de coopération dans la Caraïbe (Dre/Dom)
- 35 - Structuration du dispositif de coopération en Amérique centrale
- 36 - Elargissement du partenariat dans la coopération avec le Brésil
- 361 - Universités et Epst français/Programmes de recherche avancée
- 362 - Secteur privé/Programmes filières et agro-alimentaires

c - Asie et Pacifique

- 16h 30
- 37 - Recherche d'alliances scientifiques et économiques franco-françaises pour promouvoir et développer l'offre française de coopération et d'exportation vers l'Asie
- 38 - Structuration du dispositif de coopération dans la zone Asean
- 39 - Structuration du dispositif de coopération dans la zone Pacifique (Dre/Dom)

4 - Pôle "Communication extérieure" (4 chantiers)

- 41 - Elaboration d'une offre de communication pour les cinq thèmes prioritaires de la coopération internationale (Dre/Ds/Dist)
- 42 - Mise en place d'une politique de communication extérieure dans le cadre de l'Espace de communication Dre: constitution de listes de diffusion et fabrication de produits de communication correspondants (Dre/Dist)
- 43 - Création d'une banque d'articles sur les activités du Cirad en liaison avec les représentants et dans le cadre d'une coopération journalistique locale (Dre/Cirad Info)
- 44 - Création d'une banque de produits de communication pour une participation plus facile à des expositions

5 - Pôle "Appui logistique" (5 chantiers et 6 sous-chantiers)

- 51 - Montage et suivi de deux plans de formation pour les agents Dre (Drh)
 - 511 - Utilisation des outils de communication
 - 512 - Professionnalisation en matière de valorisation
- 52 - Information et formation des représentants pour leur permettre de relayer l'offre française agricole et/ou scientifique
- 53 - Création de l'Espace de communication Dre
 - 531 - Mise en place des outils (Dre/Dit)
 - 532 - Animation de la communication interne Dre
- 54 - Rationalisation des activités de gestion des représentations (Dre/Sg)
- 55 - Création de Centres de ressources dans les représentations (Dre/Dist)
 - 551 - Mise en place d'activités décentralisées d'animation scientifique/appui aux personnels expatriés et aux partenaires nationaux (Dre/Ds)
 - 552 - Mise en place d'activités décentralisées de partenariat institutionnel/appui aux institutions partenaires

D - Les dossiers prioritaires Dre/Départements pour 1999

Les réunions Dre/Départements-Programmes ont permis de mettre en relief soixante-deux dossiers, jugés prioritaires dans le domaine du partenariat par les directeurs de départements et les chefs de programmes. Un caractère prioritaire est accordé au vu des stratégies de construction des programmes, stratégies explicitées par ailleurs dans les documents de programmation. La liste que nous proposons n'est en rien exhaustive. Nous proposons donc aux départements de l'amender et de la compléter avant la réunion, fin février, du Comité de direction, mais aussi tout au long de l'année si le contexte le nécessitait.

Nous aurions pu présenter les dossiers en fonction des pôles de la Dre et ainsi mettre en regard les dossiers Dre-Départements et les chantiers Dre, mais nous avons préféré garder une présentation par départements et par programmes pour donner la primauté à l'expression des départements sur l'éventuelle offre de services de la Dre. La liste sera ainsi plus facile à corriger et à compléter par les départements.

1 - Amis (6 dossiers)

11 - Tous programmes

111 - Préparation de modules de formation aux métiers de base de la recherche agricole: l'objectif 99 est de proposer un module de 8-10 jours par programme. Ces modules pourraient faire également parti du Programme de partenariat institutionnel et intéresser l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

12 - Protection intégrée :

121 - Rédaction d'un document Cirad sur Ipm, voire, en liaison avec l'Inra et Agropolis, un document français. Un tel document pourra constituer l'une des base du document présentant l'offre Cirad en matière d'agro-écologie.

122 - Reprendre les collaborations Fao/Prifas.

123 - Appui pour l'ouverture régionale du pôle 3P vers l'Afrique australe.

13 - Agro-alimentaire :

131 - Présenter les services que peut rendre le Cirad aux entreprises agro-alimentaires dans le cadre de programmes du type Prosper (Brésil).

132 - Prosper Asie : poursuite et/ou évolution de notre coopération avec l'AIT. Consolidation active en cours et ouvertures nouvelles vers le Vietnam.

133 - Ciat : poursuite et/ou évolution de notre coopération avec le Ciat.

134 - Appui au renforcement de contacts Réunion, Afrique australe.

14 - Biotrop :

141 - Lancement de la Plate-forme Ressources génétiques Guadeloupe et ouverture régionale.

- 142 - Poursuite du montage de la plate-forme internationale de recherche avancée à Montpellier (Brésil/Inde) et résolution des problèmes de capacité d'accueil à Montpellier.

2 - Ca (11 dossiers)

21 - Tous programmes :

- 211 - Renforcement de la coopération avec l'Afrique du Sud.

22 - Calim :

- 221 - Redéfinir et renégocier le partenariat scientifique avec les Cira.
- 222 - Préparation de programmes filières pour les productions alimentaires.

23 - Ecosystèmes cultivés :

- 231 - Définir une stratégie de promotion internationale du "Semis direct" (Participation aux fora et aux débats d'idées en matière d'agro-écologie, stratégie d'alliance...).
- 232 - Définir une collaboration avec l'Afd.

24 - Coton :

- 241 - Formalisation de la polarisation régionale du programme: Afrique de l'Ouest (Mali, Côte d'Ivoire, Bénin/Prasao), Afrique centrale (Prasac), Afrique austral, Côte sud, Asie du sud-est (Thaïlande).
- 242 - Formalisation des partenariats nationaux de R/D avec les Opa et les (nouvelles) sociétés cotonnières.
- 243 - Initiation d'un Programme global Coton.

25 - Canne à sucre :

- 251 - Coopération privée/Mobilisation et financement privés de l'expertise.
- 252 - Consolidation des actions du programme Caraïbes (obtention, financement Barbade, Cuba, Saint-Domingue).
- 253 - Initiation d'une réflexion sur une approche globale de la recherche canne dans le monde.

3 - Cp (14 dossiers)

31 - Tous programmes :

- 311 - Construire une Plate-forme internationale Cultures pérennes (ou productions non Cg) à Montpellier. Une telle plate-forme pourrait accueillir ou, pour le moins, appuyer les "programmes globaux" qui sont en voie de construction. Un tel projet devrait s'inscrire dans Agropolis et se discuter avec quelques partenaires internationaux majeurs comme l'Ipgri/Inibap, la Fao...
- 312 - Négocier des relations nouvelles, à la fois scientifiques et économiques, en matière de production et de diffusion de semences avec la Côte d'Ivoire, l'Indonésie et, à un moindre degré, avec le Brésil et l'Amérique centrale.

- 32 - Hévéa :
 - 321 - Constitution d'un Pôle Asie du Sud-est (Thaïlande, Vietnam, Cambodge) en liaison avec les Snra, l'Apaari, le Searca... et la coopération régionale française.
 - 322 - Formalisation des liens avec les transformateurs français à partir de la préoccupation commune du contrôle de la qualité du produit.
- 33 - Cocotier :
 - 331 - Conception de programmes de réhabilitation des cocoteraies avec l'Afd (Ghana, Cote d'Ivoire, Mozambique...).
 - 332 - Lancement d'un programme régional "Systèmes à base cocotiers" dans la région Pacifique, en liaison avec la Cps, l'Apaari, les Nars, l'Australie...
 - 333 - Initiation d'un programme global Cocotier, à partir du Programme Cogent.
- 34 - Palmier :
 - 341 - Construire le partenariat scientifique et économique pour la production et la commercialisation des semences avec les secteurs publics et privés de Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Bénin, d'Indonésie et du Brésil.
 - 342 - Réfléchir aux types de contrats privés d'appui technique permettant une mobilisation et un renouvellement de l'expertise du Cirad.
- 35 - Café :
 - 351 - Evolution du dispositif géographique Robusta (Golfe de Guinée, Asie du Sud-est, Caraïbe) et Arabica (Amérique centrale, Brésil, Colombie).
 - 352 - Formalisation des partenariats scientifiques et économiques autour de la production et de la commercialisation des semences (hybrides).
 - 353 - Organisation de nouveaux partenariats autour du contrôle de qualité au long de la filière.
- 36 - Cacao :
 - 361 - Promotion de systèmes durables à base Cacao.
 - 362 - Construction d'un Programme global Cacao.

4 - Emvt (9 dossiers)

- 41 - Tous programmes :
 - 411 - Renforcement du Cirdes comme Centre régional de recherche et de formation et base logistique et technique pour des programmes de R/D (zone de savanes).
 - 412 - Renforcement de la coopération en Afrique de l'Est/ Clarification des coopérations scientifiques (Ilri notamment) et Renforcement des volets recherche dans les programmes de R/D.

- 42 - Ressources naturelles :
 - 421 - Formalisation des relations avec le Ffem/Négociation Dre-Ffem.
 - 422 - Constitution d'un pôle pastoral zone sèche au Sénégal et à partir du Sénégal.
 - 423 - Consolidation d'un Programme Ressources naturelles-Faune sauvage en Afrique australe (Saccar, Zimbabwe, Tanzanie, Afrique du Sud).
 - 424 - Constitution d'un pôle Gestion de la biodiversité en Asie du Sud-Est (ASEAN : Vietnam, Laos, Cambodge, Thaïlande).
- 43 - Santé animale :
 - 431 - Réflexion sur la création de programmes globaux pour certaines familles de maladies dans le prolongement de la reconnaissance par la Fao du Cirad comme Centre collaborateur (Tsé-tsé, systèmes de prévention) et comme Laboratoire de référence (Ppcb, Ppcc et Ppr), eu égard aux laboratoires de Montpellier, de Guadeloupe et de Bobodioulasso et en valorisant de possibles coopérations nouvelles avec les Cira (Ilri), les Nars et les Ari.
- 44 - Productions animales :
 - 441 - Développement de coopérations dans les zones périurbaines et en matière d'élevage à cycle court et d'élevage laitier.
 - 442 - Structuration d'un Programme Caraïbe/Porcs.

'5 - Flhor (12 dossiers)

- 51 - Tous programmes :
 - 511 - Réflexion sur la place des ressources génétiques dans les coopérations régionales, européennes et internationales.
 - 512 - Construction de partenariats nouveaux dans les filières autour du thème du contrôle de la qualité des produits (suivi des produits du producteur au consommateur).
 - 513 - Proposition d'un Programme Europe-Caraïbe à partir de la conservation et de la valorisation des ressources génétiques et des agents pathogènes.
 - 514 - Construction d'un Programme Pacifique avec la Cps, les Nars, l'Apaari, les Ari néo-zélandaises et australiennes.
- 52 - Bananes :
 - 521 - Mobilisation du secteur privé autour du ProMusa, en liaison avec l'Inibap et, dans un premier temps, sur une base européenne.
 - 522 - Négociation d'accord de recherche et d'appui technique avec les sociétés majeures européennes, à l'image de l'accord avec la Compagnie fruitière.

53 - Fruits :

- 531 - Construction d'un centre/Programme régional à partir de la station de Khorogo.
- 532 - Construction d'un programme Inra-Cirad Citrus incluant le Brésil.
- 533 - Formes nouvelles de mobilisation et de financement de services et d'expertises aux entreprises dans le secteur de la transformation des fruits.
- 534 - Initiation d'un Programme global Agrumes et présentation de l'offre française.

54 - Horticulture :

- 541 - Construction d'un programme périurbain/Afrique de l'Ouest et du Centre dans le cadre de la Coraf, en partenariat avec le Crdi, la coopération française, des Snra et des Ong et à partir de quelques projets de R/D menés ou à créer à Dakar, à Abidjan, à Ouagadougou et à Yaoundé.
- 542 - Construction avec l'Avrdc d'un Programme Périurbain en Asie du Sud-Est.

6 - Forêts (9 dossiers)

61 - Tous programmes :

- 611 - Rédaction d'un document sur l'approche du Cirad en matière de gestion durable et de conservation des ressources forestières. Ce document constituera l'une des bases du document de présentation de l'offre Cirad en matière de gestion des ressources naturelles.

62 - Forêts naturelles :

- 621 - Amélioration de la coopération avec l'Afd.
- 622 - Formalisation des relations avec le Ffem.
- 623 - Structuration de la coopération régionale Bassin du Congo.
- 624 - Construction d'une coopération régionale Amazonie (Brésil, Guyane).

63 - Arbres et plantations :

- 631 - Lancement de la coopération Amérique centrale sur les systèmes arbres/caféiers avec Cp et le Catie.
- 632 - Modalités de valorisation des résultats de recherches menées en partenariat et conduisant à la définition de procédés (cf. méthodes d'inoculation, de CIV,...) ou à la production de matériel végétal valorisable (cf. teck et acacias produits par CIV avec le partenaire ICSB en Malaisie, clones d'eucalyptus produits par l'UR2PI au Congo).

- 64 - Bois :
 - 641 - Accréditation du laboratoire de contrôle et valorisation de services proposés aux entreprises.
 - 642 - Valorisation du procédé Bing auprès de partenaires potentiels.

7 - Tera (13 dossiers)

- 71 - Tous programmes :
 - 711 - Construction d'un ensemble de partenariats nouveaux avec les Universités africaines (St-Louis, Abidjan, Ouagadougou...) sur les problèmes liés à la décentralisation des Etats et à la privatisation des filières.
 - 712 - Approche des partenaires émergents du privé et des structures représentatives du mouvement paysan.
- 72 - SAV / Savanes et systèmes irrigués :
 - 721 - Gestion des partenariats concernant les systèmes irrigués. SNRA liés par le PSI, ADRAO, IWMI.
 - 722 - Avenir du PRASAC - Ouverture sur le Nigéria. Diversification des partenaires au Nord et au Sud.
- 73 - THI / Tropiques humides et insulaires :
 - 731 - Appui aux projets communs Cp-Tera en Côte d'Ivoire, au Vanuatu, au Cameroun.
 - 732 - Aide à l'émergence d'un projet transversal sur la Mélanésie.
 - 733 - Perspectives d'intervention de Tera en Asie du Sud-Est.
 - 734 - Projet transversal Amazonie.
- 74 - AF / Agricultures familiales :
 - 741 - Redéfinition des terrains en Amérique centrale et dans les Caraïbes.
 - 742 - Coopération avec la Banque mondiale sur les OPA.
 - 743 - Construction de plates-formes RDF sur crédit, OPA, services à l'agriculture avec le MAE, le Gret, etc.
- 75 - ERE / Espaces ressources :
 - 751 - Développement interventions en Afrique du Sud.
 - 752 - Mode d'emploi du Ffem.

CIRAD

2. ANALYSES STRATEGIQUES **PAR PAYS**

BOTSWANA

Note d'orientation

Botswana – Région SADC

Patrick Caron, le 17 août 2000

1. Le Botswana

1.1. Le contexte de la coopération

Mises à part la conduite d'une évaluation assez négative de l'impact des activités du Ministère de l'Agriculture au cours de Plan National de Développement en cours et la réalisation par un bureau d'étude israélien d'un Plan National de Développement Agricole portant essentiellement sur la production végétale et la production laitière, le contexte reste inchangé par rapport à l'année dernière, à savoir (cf note rédigée en août 1999):

“La coopération du CIRAD avec le Botswana n'a jamais été importante et ne peut donc que se développer: affectation d'Alain Mayeux au début des années 1990, dans le cadre d'un projet de sélection variétale et de mise au point d'itinéraires techniques pour l'arachide conduit avec l'ISRA (Sénégal); détachement de Patrick Caron au MAE et affectation au SACCAR, qui, bien que localisé au Botswana, a un mandat régional.

Au cours des dernières années, le Botswana est devenu un exemple de croissance en Afrique. L'exception botswanaise repose essentiellement sur l'exploitation de réserves minières, une gestion économique de “bon père de famille” et le désenclavement du pays (voir fiche pays).

Pays traditionnellement pastoral, il bénéficie de quotas d'exportation de viande bovine (jamais satisfaits) sur l'Europe, dans le cadre de la Convention de Lomé. Même si le poids relatif du secteur agricole est faible (4 % du PIB), il représente un domaine d'activités fondamental.

Les principaux objectifs assignés à ce secteur concernent l'obtention de devises et la sécurité alimentaire (déficit céréalier important, dépendance forte de l'Afrique du Sud pour l'importation de la plupart des denrées alimentaires).

En outre, la volonté de diversifier la base de l'économie en misant sur le développement des activités touristiques et de redistribution des richesses nationales confèrent au secteur agricole d'autres fonctions: gestion de l'espace rural et création d'emplois.

Si le pays dispose de moyens d'investissement non négligeables (il n'a pas été inclus pour cette raison dans la Zone de Solidarité Prioritaire), il n'en va pas de même des ressources humaines: peu de cadres de haut niveau, un Département de la Recherche Agricole “peu étoffé”, le recours fréquent à l'expertise et à l'emploi de compétences étrangères.

Il existe donc des conditions tout à fait originales, et éventuellement prometteuses, de coopération, renforcées par le fait que Lucas Gakale, ancien Directeur de la Recherche, est maintenant Chef de Cabinet du Ministre de l'Agriculture.”

1.2. Des ouvertures et un partenariat à construire

Le Ministère de l'Agriculture du Botswana a formulé en 1999 une demande d'appui auprès de l'Ambassade de France pour la mise en place d'actions de coopération bilatérale dans le secteur agricole. Une mission au Botswana de Jean Philippe Tonneau (Cirad/Tera) avait permis de préciser le contenu et les modalités des actions prioritaires qui pourraient être engagées. Cela s'est traduit par la programmation en 2000 de deux missions d'appui financées en partie par le SCAC-Namibie et visant à :

- Améliorer la gestion des vertissols (et culture du coton) dans la zone de front pionnier au nord-est du pays. Une mission de Jean Luc Hofs (Programme coton, Université de Pretoria) en mars 2000 a permis de préciser les objectifs et le contenu. Le Programme "coton" envisage des actions de coopération, en cohérence et en réseau avec leurs autres activités dans la sous-Région (Afrique du Sud, Zimbabwe, Mozambique).
- Répondre à la demande formulée en termes d' "amélioration du poids des carcasses à l'exportation". Une étude d'un chercheur français pourrait vérifier les hypothèses élaborées par le Ministère de l'Agriculture et proposer une politique d'amélioration des poids carcasses qui pourrait être menée en coopération avec des groupes privés français ou des organisations professionnelles.

Le Ministère de l'Agriculture du Botswana devrait sous peu formuler des demandes précises, afin que ces missions puissent être réalisées avant la fin de l'année.

Le pays ne fait pas partie de la ZSP. Même si une partie du financement pouvait être pris en charge par les institutions botswanaïses, des opérations modestes réalisées sous forme d'interventions à partir d'autres pays de la sous-Région sont à rechercher dans un premier temps. L'ouverture d'une Ambassade de France à Gaborone, prévue en 2001, pourrait apporter des éléments nouveaux.

2. La Région SADC

2.1. Le contexte de la coopération

Le SACCAR (Southern Africa Center for Co-operation in Agricultural Research and Training) est une institution de la SADC (Southern African Development Community) créée en 1984 pour promouvoir la coopération et coordonner la recherche et la formation agricoles. Un appui de la coopération française a été initialement sollicité dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. Il s'est concrétisé par l'affectation de Patrick Caron auprès du SACCAR en septembre 1998.

Le SACCAR a connu à cette période une profonde transition, liée au changement de son statut et de son personnel et, par voie de conséquence, au retrait plus ou moins important de ses partenaires internationaux. Cette évolution a modifié la nature de l'appui français, centré sur la formulation d'une stratégie et d'un projet à long terme à partir de l'identification des actions prioritaires et des moyens institutionnels et opérationnels nécessaires à leur mise en oeuvre.

Le Secrétariat du SACCAR est aujourd'hui doté d'une petite équipe: 2 cadres du Ministère de l'Agriculture du Botswana, 9 personnes en appui, 2 conseillers techniques, l'un norvégien, l'autre du MAE. Deux cadres devraient prochainement être recrutés et se joindre à cette équipe.

2.2. Les enjeux de la coopération

La coopération avec le SACCAR est porteuse d'enjeux importants, liés à:

- ❑ L'appui à la démarche d'intégration régionale entreprise par la SADC, ainsi qu'à ses institutions;
- ❑ L'identification de programmes nationaux et régionaux prioritaires de recherche et de formation, constituant alors une base pour le développement partenarial entre institutions françaises et africaines (Afrique australe et échanges sud-sud avec l'Afrique de l'ouest);
- ❑ La valorisation des opérations bi-latérales de recherche et de recherche-développement conduites en coopération par les institutions françaises dans les pays de la SADC;
- ❑ Le déploiement des instituts français de recherche en Afrique australe (ex: CIRAD pré-sélectionné par l'UE pour participer au projet régional *Land and Water Management Programme* financé dans le cadre du 8ème FED);
- ❑ L'appui aux évolutions en cours des Forums Mondial (GFAR) et Africain (FARA) pour la Recherche Agricole.

2.3. La réforme stratégique

De fin 1998 à 2000, l'essentiel de la coopération a porté sur l'animation et la mise en oeuvre du processus de réforme stratégique du SACCAR. Une Stratégie à Long Terme et un Plan à 5 Ans¹ ont été élaborés et validés en 1999 au cours d'un atelier régional de

¹ Un Plan d'Opérations détaille les priorités, les résultats attendus, le calendrier, les

planification stratégique de la recherche et de la formation agricoles², puis en juin 2000 par le Comité des Ministres de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Ressources Naturelles et en juillet par le Conseil des Ministres de la SADC.

Le Plan à 5 ans propose une importante réforme du cadre et du contenu des activités du SACCAR. Un changement de fonction est tout d'abord proposé : jusqu'à présent, le SACCAR a essentiellement joué un rôle de courtage financier pour drainer l'aide internationale dans la région (financements extérieurs et exécution des projets par les CIRA). Il se propose désormais de faciliter et promouvoir les initiatives des partenaires de la région par la mise en place de mécanismes d'appui institutionnel. Une programmation des activités en réponse aux demandes et la "régionalisation" de la coopération sont ainsi mises en avant.

En accord avec la nouvelle stratégie, de nouveaux mécanismes d'organisation et de coordination de la recherche sont en cours d'expérimentation dans le cadre des projets en cours. Ils concernent essentiellement la redéfinition des rôles des institutions impliquées dans la conduite de ces projets régionaux (CIRA, INRA, universités, organisations socio-professionnelles, ONG, partenaires privés). De nouveaux projets ont également été élaborés, visant à élargir le champ scientifique des activités de coopération et à répondre aux besoins du développement.

La nouvelle équipe du SACCAR a ainsi acquis une légitimité auprès de ses partenaires financiers et scientifiques, régionaux et internationaux, en position d'attente depuis le changement opéré en 1998, sur la base du processus de consultation mis en oeuvre et d'une volonté affichée d'ouverture à de nouveaux partenariats. L'UE, la Norvège, la BAD, entre autres, étudient les possibilités de financer de nouveaux projets.

En revanche, de même que pour les autres unités techniques de la SADC, le problème de l'autonomie du SACCAR n'est pas résolu. Hormis la contribution du Gouvernement du Botswana au fonctionnement du Secrétariat, le financement des activités repose presque exclusivement sur des financements internationaux.

2.4. Les perspectives de coopération

Patrick Caron quitte son poste en septembre 2000 et devrait être remplacé avant la fin de l'année. La lettre de mission du nouvel assistant technique a été signée par les autorités régionales, botswanaises et françaises. Il s'attachera à mettre en oeuvre le Plan à 5 ans, en particulier à identifier les priorités scientifiques régionales.

Par ailleurs, un projet FSP Inter-Etats (10 MF) est envisagé pour l'appui à la mise en place d'un fonds de financement de projets innovants de partenariat pour le développement de l'agriculture familiale. Cette activité a été identifiée comme prioritaire dans le cadre du Plan à 5 ans. Elle s'appuie sur la volonté de diversifier les mécanismes de promotion de la coopération et de l'intégration régionales et de promouvoir des activités de recherche prenant mieux en compte et répondant mieux aux besoins de développement. Les principaux objectifs de ce projet consistent à

ressources nécessaires et les responsabilités des institutions impliquées.

² En partie financé par le MAE.

renforcer l'intégration au sein et entre les Systèmes Nationaux de Recherche et à améliorer l'impact des activités de recherche et de formation agricoles au profit des petits producteurs ruraux. Le MAE a demandé à Philippe Lhoste de réaliser une mission dans la sous-Région du 23 août au 6 septembre pour préparer la présentation de ce projet.

En outre, le CIRAD est sur la *short list* de l'Union Européenne pour fournir au SACCAR l'assistance technique nécessaire à la mise en place du projet *Land and Water Management* (poste de coordinateur régional) financé dans le cadre du 8ème FED (4,7 MEuros).

Enfin, une coopération s'est construite avec le CIRAD/DIST en matière de communication et d'information, l'un des 4 axes stratégiques retenus par le SACCAR dans le cadre de son Plan à 5 ans. Au cours d'une première mission en octobre 1999, Benoît Girardot a identifié les orientations possibles pour mettre en place d'un système régional d'information. La formulation d'un tel projet est en cours et a été récemment discutée au cours d'un atelier régional auquel a participé Michelle Jeanguyot, ainsi que d'autres partenaires internationaux (ASARECA, CORAF, CABI et FAO ; financement CTA et Secrétariat des SNRA). La participation du CIRAD à un tel projet (ainsi que sa contribution à l'amélioration de la *Newsletter* du SACCAR, qui en est l'une des composantes) reste à définir, en fonction, en particulier, des ressources financières mobilisables.

Le futur de cette coopération dépend néanmoins :

- Du renforcement des ressources humaines mises à disposition du Secrétariat par le Gouvernement du Botswana. Des appels à candidature ont été formulés. Reste à connaître la qualité des personnes qui seront recrutées et les délais nécessaires avant leur prise de fonction effective.
- D'une restructuration possible des institutions régionales de la SADC. Le thème est récurrent depuis plusieurs années, en particulier dans le Secteur de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Ressources Naturelles. Les 8 unités techniques qu'il comprend (dont le SACCAR) pourraient, dans un avenir qui n'est pas précisé, voire leurs contours et leurs mandats modifiés.

Keoagile Molapong, Directeur du SACCAR, devrait se rendre fin octobre en France, invité par le MAE. Sa mission devrait offrir l'occasion de discuter l'ensemble de ces dossiers.

CAMEROUN

ET ACTIVITES REGIONALES

- **CENTRAFRIQUE**
- **CONGO**
- **GABON**
- **TCHAD**

LE CIRAD AU CAMEROUN
au 01/09/2000

Jean-Louis REBOUL

I – LE CONTEXTE

1.1. EVOLUTION DU CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

- En dépit d'un important potentiel de développement lié notamment à la richesse de ses ressources naturelles, le Cameroun a vécu depuis plusieurs années, et du fait de politiques économiques malheureuses, une dégradation très nette de sa situation socio-économique avec en particulier :
 - l'aggravation de l'insécurité alimentaire touchant un nombre de plus en plus élevé de ménages, et de l'état de pauvreté affectant plus de 50 % des ménages (dont plus de 80 % en zones rurales).
 - une intensification des phénomènes de dégradation de l'espace rural.
 - une relative désagrégation des institutions nationales.
- Face à cette situation, le pays s'est engagé avec le concours de la Communauté Internationale et à la faveur notamment de Programmes d'Ajustements Structurels négociés avec FMI et Banque Mondiale, sur un certain nombre de mesures de rétablissement de la croissance économique et sociale.
- Pour l'heure, ces mesures se traduisent globalement par une nette embellie au plan économique amorcée dès le premier trimestre 2000 (hausse de 22,4 % de l'indice de la production industrielle) qui pourrait marquer un retournement de tendance.
- Cette embellie s'inscrit à la faveur de 2 événements politico-économiques déterminants.
 - accord donné le 06/06/2000 par le conseil d'Administration de la Banque Mondiale à la réalisation d'un ambitieux Projet Pétrolier Tchad-Cameroun (revenus attendus pour le Cameroun de 500 Millions US dollars sur 25 ans) ;
 - l'autorisation accordée le 14/06/2000 par le Conseil d'Administration du FMI pour le décaissement de la seconde tranche d'un appui financier annuel au Cameroun de 16,4 Milliards de FCFA.
- Le Cameroun vit par ailleurs une consolidation très nette de ses coopérations libérales, notamment avec les USA, la coopération avec la France restant une priorité forte avec une commission mixte prévue fin 2000 et un sommet France Afrique programmé à Yaoundé en Janvier 2001 !
- Le contexte s'inscrit enfin dans le cadre plus global des récents accords majeurs ayant marqué le second trimestre 2000 :
 - l'African growth and opportunity Act (Africa Bill !)
 - le nouvel accord de partenariat U.E. – ACP signé à COTONOU le 23/06/2000.

1.2. PRIORITES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT

Les Pouvoirs Publics ont engagé avec le concours de l'Aide Publique au Développement, un certain nombre de mesures de redressement de l'économie organisées autour des grandes orientations suivantes :

- Au plan politique
 - désengagement de l'Etat, privatisation du secteur industriel
 - décentralisation
 - prise en compte des problèmes environnementaux.
- Au plan économique
 - sécurité alimentaire dans les zones rurales et dans les villes
 - croissance tirée par les exportations agricoles
 - gestion durable et valorisation économique partagée des ressources naturelles.
- Au plan technique
 - durabilité des systèmes de production
 - prise en compte des exigences de qualité des marchés de consommateurs.
- Au plan méthodologique
 - appui à l'émergence des acteurs de la société civile

II – LE CIRAD AU CAMEROUN

2.1. LES COOPERATIONS EN COURS

2.1.1. LE DISPOSITIF ACTUEL DE COOPERATION CIRAD-CAMEROUN

- La Coopération scientifique entre le CIRAD et le Cameroun se nourrit aujourd'hui de plusieurs **programmes de Recherche-Développement** conduits par le CIRAD avec différents partenaires, sur un certain nombre de thèmes et dans diverses régions du Cameroun :
 - des recherches en appui aux diverses filières d'exportation agricole, sur financements FAC, en partenariat avec l'IRAD (café-cacao) coton, fruits et légumes-bananes, hévéa, palmier à huile...).
 - des recherches sur les problématiques de développement local et de sécurité alimentaire (avec Ministère de l'Agriculture).
 - bananiers et plantains (Union Européenne)
 - gestion de terroirs et systèmes de culture (FAC-AFD)
 - des travaux sur la problématique majeure de l'aménagement forestier (Ministère de l'Environnement et des Forêts)
 - des interventions directes auprès d'opérateurs privés et industriels sur les thèmes, du contrôle qualité à l'exportation, de la valorisation du bois, des exportations fruitières, des plantations industrielles, des technologies agroalimentaires.

2.1.2. CARACTERISTIQUES DU DISPOSITIF ACTUEL

Le dispositif, reposant sur un effectif de près de 35 agents en poste, et bénéficiant de l'appui de nombreuses missions (53 missions représentant 465 journées d'expert accueillies sur le seul premier semestre 2000 !) peut être caractérisé comme suit.

FINANCEMENTS

- Cette coopération est organisée presque exclusivement à la faveur de l'opportunité de financements spécifiques (essentiellement ceux du FAC et de l'U.E., et très modestement, de l'AFD).

PARTENARIATS

- 75 % des agents du CIRAD sont engagés auprès de l'IRAD. Toutefois cette coopération revêt des modalités très diversifiées et s'inscrit sur des montages souvent originaux et novateurs :
 - coopération « bilatérale » (Recherches sur Café-Cacao) ;
 - coopération ouverte à d'autres acteurs (IRAD-CIRAD – SODECOTON sur le Coton)
 - programmes de recherche « autonomisés » dans le cadre de GIE associant les partenaires du développement (Programmes de Recherche sur le Palmier et l'Hévéa !).
- Cette coopération affiche une volonté très nette d'ouverture régionale sur des partenariats scientifiques et techniques diversifiées, au travers notamment de 2 initiatives de construction de recherche régionalisée :
 - le PRASAC établi sur les problématiques éco-régionales des agricultures de savanes ;
 - le CRBP, établi sur les problématiques des filières Bananiers et Plantains.
- Le CIRAD est par ailleurs engagé sur des partenariats directs avec acteurs du développement et industriels :
 - projets de développement (DPGT)
 - industriels (SOCAPALM – SPNP)
- Enfin, les équipes du CIRAD au Cameroun ont développé des relations très fortes avec les Universités, des relations encore peu formalisées et insuffisamment valorisées, mais qui se sont traduites en 1999 par la participation à 75 formations diplômantes (8 thèses – 3 PHD – 7 DEA – 10 DESS – 47 diplômes de fin d'études) soit l'équivalent de 13 % du bilan affiché pour 1999 par l'ensemble du CIRAD !

DIFFICULTES RENCONTREES

- Les activités de recherche sont confrontées à certaines difficultés :
 - dysfonctionnements de certains montages institutionnels ;
 - difficultés induites sur l'accès aux ressources financières (relations tendues avec U.E. sur le CRBP...) et arrivée à leur terme de certains « projets ».
- Plusieurs audits et évaluations programmées à partir de la rentrée (CRBP – Programmes Palmier-Hévéa) devraient permettre de solutionner ces difficultés.

2.2. LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES COOPERATIONS

- Les perspectives d'évolution de la coopération du CIRAD au Cameroun, reposent sur les intérêts mutuels et réciproques pour les partenaires concernés d'un renforcement ajusté de leurs relations.
- Elles sont fortement liées aux opportunités de financement :
 - celles-ci sont réelles du côté de la Coopération Française (un FSP prévu d'appui à la Recherche-agricultures urbaines, arbre...) et de l'AFD (dynamiques villageoises palmier – hévéa, sécurité alimentaire, systèmes de culture, aménagement forestier...) ;
 - elles sont plus aléatoires du côté de l'Union Européenne (pas de développement rural ni de recherche dans les PIN, relations tendues entre le Ministère de la Recherche et la Délégation), se situant au niveau du STABEX et à la marge de certains Projets Régionaux.
- Elles s'inscrivent enfin à la faveur de la mise en exécution du PNVRA et en particulier de sa composante d'appui à la recherche financée par la BAD (10 Millions U.S. dollars sur 5 ans).
- Les perspectives peuvent être présentées comme suit, devant intégrer les 2 composantes suivantes.

2.1. PARTENARIAT SCIENTIFIQUE –PROGRAMMES SCIENTIFIQUES A DEVELOPPER

Le partenariat scientifique à consolider doit reposer sur la volonté d'affirmer la présence active de la recherche sur les grands dossiers du développement, et son positionnement fort face notamment aux grandes orientations décidées par les Pouvoirs Publics et aux Priorités affichées pour l'Aide Publique au Développement.

RECHERCHES EN APPUI A L'AUGMENTATION DE LA CROISSANCE PAR LE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS AGRICOLES

- Il s'agit de consolider les Recherches en Appui au Développement des filières agricoles et agro-industrielles d'exportation :
 - café-cacao
 - Fruits et légumes (bananes)
 - Coton
 - Hévéa
 - Palmier à huile
- Au-delà des thématiques scientifiques classiques (génétique, agronomie, Défense des Cultures) les Recherches sont à construire autour des problématiques induites par les évolutions du contexte socio-économique.
 - évolution au niveau de la production avec le développement des fortes dynamiques villageoises imposant un ajustement par la recherche des propositions techniques et méthodologiques ;
 - évolution au niveau des exigences nouvelles des marchés de consommation :
 - en terme de diversification des produits (diversification – transformation).
 - en terme d'abaissement des prix au consommateur et de compétitivité économique, (production et mise en marché).
 - en terme d'exigence de qualité.

RECHERCHES EN APPUI A LA MISE EN PLACE DES CONDITIONS DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE REDUCTION DE LA PAUVRETE

Il s'agit de construire des recherches participant à un développement durable et à un développement équilibré des espaces (campagnes-villes) et des ressources.

- **Au plan technique**, les recherches à développer doivent s'inscrire en appui aux activités de production, assurant couverture des besoins alimentaires, augmentation des revenus et création d'emplois.

- recherche pour une meilleure sécurité alimentaire dans les campagnes :
 - diversification et intensification de la production (céréales protéagineux, tubercules) et des élevages des exploitations paysannes :
 - conservation et transformation des produits
 - énergies alternatives
- recherches en appui à l'approvisionnement alimentaire des villes et au développement d'activités d'agriculture et d'élevage urbaines et périurbaines :
 - connaissance de la consommation et des circuits
 - maraîchage et élevages périurbains
 - énergie et traitement des déchets urbains
- recherches en appui aux dynamiques individuelles, villageoises et urbaines, sur les filières d'exportation, sur les marchés sub-régionaux et internationaux.

- Au plan METHODOLOGIQUE, les recherches à construire doivent intégrer les trois éléments suivants :
 - un **élément socio-économique**, d'appui à l'émergence des nouveaux acteurs du développement issus de la société civile du fait du désengagement de l'Etat, appui à organiser autour des fonctions essentielles d'approvisionnement, d'appui à la production et commercialisation ;
 - un **élément technique**, de prise en compte du phénomène de durabilité des systèmes de production à promouvoir et à développer.
 - un **élément technologique**, de valorisation par une meilleure conservation (froid) et la transformation, des produits à proposer aux consommateurs autour de la double exigence de qualité et de compétitivité économique.

RECHERCHES SUR LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES ET DE L'ENVIRONNEMENT

Les recherches à développer en coopération sur ce thème, doivent s'inscrire au titre d'un engagement fort sur les diverses initiatives prise par Pouvoirs Publics et Organisme de l'Aide Publique au Développement.

- Participation à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de la Biodiversité
 - inventaires botaniques – faunistiques, monographiés
 - étude des dynamiques d'évolution de population – étude de filières ;
- Recherches sur la mise au point et le développement de solutions alternative aux pratiques d'exploitation du milieu généralisant érosion et dégradation de l'espace :
 - méthodes agronomiques de gestion durable des sols et des systèmes de culture
 - foresterie rurale et agroforesterie
- Recherches sur l'Aménagement et la Gestion de la Forêt
- Participation à l'organisation d'un programme sous-Régional de Recherche sur les Ecosystèmes forestiers tel que décidé lors du récent Sommet des Chefs d'Etat de Yaoundé.
- Recherches sur les problèmes de gestion de la faune sauvage et des conflits « population-faune sauvage ».

RECHERCHES SUR LA TRANSFORMATION ET LE CONTROLE QUALITE DES PRODUITS

- poursuite des travaux en vue de la connaissance de la consommation et du secteur de l'artisanat et des PME/PMI de la transformation.
- Consolidation des travaux de Recherche-Développement sur l'amélioration des procédés de conservation et de transformation des produits.
- Renforcement des actions engagées sur la mise en œuvre de politiques de normes et qualité pour les produits agro-alimentaires.

2.2.2. PARTENARIAT INSTITUTIONNEL – RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DU SYSTEME NATIONAL

- Le développement d'une Coopération Scientifique vivante construite sur la base des orientations présentées plus haut, repose sur la performance et l'excellence des équipes engagées sur la mise en œuvre des programmes de recherche correspondants, équipes intervenant dans le cadre d'un système institutionnel conforté et reconnu.
- Cette exigence impose la construction parallèle au partenariat scientifique d'un partenariat institutionnel entre les organismes de recherche nationaux et leurs homologues étrangers.
- MINREST et CIRAD peuvent développer un tel partenariat institutionnel, à la faveur notamment du Projet PNVRA et de sa composante BAD.

OBJECTIFS DU PARTENARIAT INSTITUTIONNEL

Les résultats attendus d'un tel partenariat institutionnel peuvent être présentés comme suit :

- Conforter la reconnaissance officielle de la recherche et de son importance pour le développement socio-économique du pays au travers de la constitution d'un véritable Système National de Recherche Agronomique ouvert aux Universités et autres acteurs de la Recherche-Développement.
- Contribuer à son implication formelle au travers d'engagements contractuels à négocier éventuellement, sur les grands dossiers de la Science et du Développement rural au Cameroun.
 - dossiers relatifs aux stratégies et politiques de développement.
 - dossiers relatifs à la gestion des ressources naturelles et à la production.
- L'aider à renforcer son engagement sur des programmes et actions de coopération régionale.

CONTENU DU PARTENARIAT INSTITUTIONNEL

On peut décrire comme suit, le contenu possible d'un partenariat institutionnel à construire entre MINREST et CIRAD.

- Appui à la **réflexion sur le dimensionnement du SNRA** intégrant les autres acteurs de la recherche, Centres Nationaux, Universités...) et sur le nécessaire dépositionnement de la Recherche au sein du dispositif de Développement (Groupement Scientifique ?)
- Appui à la **consolidation du système national de recherche** :
 - développement de capacité de réflexions et de propositions du SNRA en matière de politiques agricoles (voir le Projet d'Unité de Politiques Agricoles au MINAGRI)
 - consolidation des capacités du SNRA et construction des outils techniques appropriés en matière de :
 - programmation et coordination scientifique, suivi-évaluation ;
 - appui méthodologique (biométrie) ;
 - formations adaptées ;
 - information scientifique et technique ;
 - capitalisation, valorisation, communication (écriture scientifique, publications, relation avec la presse).
- Appui à la consolidation et à la **valorisation des compétences** des personnels du SNRA
 - participation des agents du SNRA à des réseaux de coopération régionaux ou internationaux ;
 - mobilisation de la compétence de ces agents au profit d'interventions hors du pays, hors ou dans le cadre des réseaux évoqués ;
 - implication de certains agents au sein d'équipes de recherche du CIRAD en France ou sur d'autres terrains.

2.3. SUPPORTS ET MODALITES DE LA COOPERATION

La concrétisation pour le CIRAD des diverses perspectives de développement de sa coopération au Cameroun passe par une double stratégie de consolidation de ses partenariats actuels et de construction de nouvelles alliances.

CONSOLIDATION DES COOPERATIONS EN COURS

- Cette consolidation repose en premier lieu sur la volonté des partenaires :
 - à mobiliser sur leurs propres ressources, les moyens humains et financiers appropriés ;
 - à négocier en commun auprès des divers partenaires financiers, les moyens spécifiques complémentaires.
- Cette consolidation passe ensuite par la mise en place des instruments et outils adaptés, permettant la contractualisation de la coopération.
 - « accord de groupement scientifique » pouvant lier le CIRAD aux divers membres d'un véritable Système National de Recherche-Développement construit autour de l'Institution Nationale (l'IRAD) ;
 - accord-cadre de coopération entre le Gouvernement et le CIRAD, permettant de définir les modalités générales de la coopération.
 - contrats de programmes ou conventions particulières d'application permettant de définir les modalités spécifiques de mise en œuvre des programmes menés en coopération.

DIVERSIFICATION DES PARTENARIATS

- Le CIRAD se doit par ailleurs de construire des alliances nouvelles lui permettant de se positionner plus fortement, face aux attentes de développement (et face aux guichets financiers correspondants)
 - alliances formelles du CIRAD en France et en Europe avec les éléments spécialisés de la Société Civile (organisations professionnelles, industries, bureaux d'études, ONG...) afin de pouvoir faire l'offre technologique la plus diversifiée et solide possible ;
 - alliances opérationnelles avec les mêmes acteurs du développement au Cameroun, car afin de se doter de l'intégration indispensable au milieu et de la meilleure souplesse d'intervention.
- Ces alliances diversifiées à construire, passent elles aussi par des supports juridiques appropriés (« contrats de maîtrise d'œuvre associée », « convention de coopération »...)

LA REPRESENTATION REGIONALE DU CIRAD AU CAMEROUN CENTRAFRIQUE – CONGO – GABON - TCHAD

I – CONTEXTE ET STRATEGIE DE PRESENCE DU CIRAD

- ❑ Les 5 pays de la « Région », Cameroun, Congo, Gabon, RCA et Tchad constituent un ensemble géographique inséré sur une bordure centrale de l'Afrique de l'Ouest, représentant un territoire de près de 3 Millions de Km² (2 979 000 km²) pour une population de moins de 30 Millions d'habitants (27,465).
- ❑ Avec près de 50 % de cette population, la grande diversité de ses situations agroclimatiques, son ouverture sur l'Océan Atlantique et son poids économique relatif, le Cameroun constitue le « chef de file » de ces divers pays, fortement dissemblables, mais néanmoins regroupés autour d'un certain nombre de réalités.
- ❑ La présence active du CIRAD au Cameroun et la Région doit reposer sur une stratégie volontariste construite à partir de ces réalités fortes caractérisant la région, justifiant et autorisant l'organisation d'activités de recherche-développement originales et productives, ces réalités constituant tout à la fois :
 - des contraintes à surmonter
 - des atouts à valoriser

1.1. REALITES PHYSIQUES ET GEOGRAPHIQUES

- ❑ Les réalités physiques et géographiques de la région sont telles qu'elles doivent générer la production de connaissances scientifiques utiles dans des situations agro-climatiques très contrastées, allant :
 - des zones équatoriales chaudes et humides
 - aux zones de savanes sèchess'agissant notamment de la gestion durable des sols et de leur fertilité et systèmes cultivés. Dans ce contexte, les atouts et enjeux physiques à valoriser au plan scientifique sont très importants :
 - richesse de la biodiversité et des ressources non renouvelables
 - ressources en eau
- ❑ la région est par ailleurs caractérisée par un massif forestier unique, porteur de très nombreuses problématiques de recherche liées :
 - à l'élaboration et la mise en place d'outils techniques de gestion durable de la forêt naturelle ;
 - à la construction participative de méthodes de gestion communautaire par les populations des ressources de la forêt (faune sauvage, élevages non conventionnels, flores...) ;
 - à la valorisation industrielle locale et partagée des produits de la forêt...

1.2. REALITES POLITIQUES, ECONOMIQUES, SOCIALES

- ❑ S'agissant des réalités politiques faites de désengagement de l'Etat et de privatisations, elles imposent à la recherche, l'élaboration des méthodes et outils pour une organisation professionnelle de l'ensemble des acteurs du développement et leur implication forte dans l'exécution des politiques agricoles.

- S'agissant des réalités économiques faites de pauvreté et d'insécurité alimentaire des populations, elles imposent la recherche des solutions et méthodes pour l'amélioration de la productivité moyenne des exploitations agricoles et le développement des filières végétales et animales pour le marché local, dans le même temps où la nécessaire insertion dans les circuits économiques mondiaux impose une organisation adaptée des filières d'exportation.
- S'agissant enfin des phénomènes généralisés d'urbanisation, ils obligent la mise en place des outils et méthodes pour assurer l'approvisionnement des villes en aliments et le développement d'activités économiques nouvelles avec des préoccupations de sécurité et d'hygiène.
- Toutes ces données constituent autant de défis face auxquels la Recherche doit se positionner, une recherche confrontée par ailleurs à l'obligation de reconstruire un crédit quelque peu perdu, dans la double dynamique de constitution de véritables systèmes nationaux de recherche agronomique impliquant l'ensemble des acteurs de la Recherche-Développement, au sein d'espaces régionaux de coopération à bâtir.
- Autant d'enjeux justifient l'engagement d'une institution comme le CIRAD.

II – LE CIRAD DANS LA REGION EN SEPTEMBRE 2000

La présence active du CIRAD dans les pays relevant de la Représentation Régionale du Cameroun, est directement liée au contexte politico-économique qui prévaut dans ces pays.

2.1. CENTRAFRIQUE

2.1.1. CONTEXTE

- Au plan politique, la réélection fin 1999 DU Président PATASSE et le récent remaniement ministériel des 16-17/04/2000 dans un climat de scandales politico-financiers, n'ont pas assuré la stabilité attendue.
- De fait, et malgré la pression du FMI, le pays a du mal à réaliser les objectifs du Programmes d'Ajustement Structurel conclu en Juillet 1998.
- Par ailleurs l'activité économique reste fortement pénalisée par les problèmes d'infrastructures et de sécurité, et une tension sociale persistante.

2.1.2. CIRAD

- De fait les interventions du CIRAD restent modestes avec toutefois la mise en œuvre prévue du Projet d'Appui à la Réalisation des Plans d'Aménagement Forestier (Cellule d'Aménagement de Berbérati) notifiée au CIRAD-FORET le 06/12/99 avec une offre de 633 571 625 FCFA sur financement AFD.
- Le CIRAD-TERA recherche un successeur à Christian GOUNEL, affecté au TCHAD

2.2. CONGO – BRAZZAVILLE

2.2.1. CONTEXTE

- En dépit des efforts de communication déployés par les Pouvoirs Publics pour affirmer la relance économique du pays sur la base d'une excellente conjoncture pétrolière, la croissance reste pénalisée par de graves défaillances au niveau des infrastructures et des tensions politiques encore vives malgré le retour de la paix.
- L'accord de FMI/Banque Mondiale sur les compte pétroliers est attendu en Octobre-Novembre 2000.

2.2.2. CIRAD

- Pour l'heure l'intervention du CIRAD reste concentrée autour de Pointe-Noire sur l'appui aux plantations industrielles d'Eucalyptus d'ECOSA.

2.3. GABON

- ❑ Après des mois de difficiles négociations, FMI et Autorités Gabonaises se sont accordées, suite à la récente mission du FMI de Juillet 2000, sur un programme de gouvernement de 18 mois construit sur la bonne gouvernance et l'accélération des privatisations, accord qui devrait être signé début Septembre au C.A. du FMI et permettre ainsi au GABON de renégocier sa dette auprès du club de Paris et de sortir de la grave crise pétrolière qui le secoue depuis 1998.
- ❑ Cet accord devait également permettre au GABON de retrouver la confiance des autres donateurs (AFD – BAD) et ainsi autoriser la relance des activités de l'APD sur certaines desquelles le CIRAD est déjà positionné (agricultures urbaines avec AFD et IGAD).

2.4. TCHAD

2.4.1. CONTEXTE

- ❑ Après le feu vert donné le 06/06/2000 par la Banque Mondiale au Projet Pétrolier de DOBA (revenus attendus de 2 Millions US dollars sur 25 ans), le TCHAD vient de recevoir les félicitations du DGA du FMI, M. Stanley FISCHER, pour ses performances économiques satisfaisantes.
- ❑ Le FMI vient d'attribuer au TCHAD une tranche de 5,2 Millions US dollars dans le cadre d'un prêt de 3 ans pour la promotion de la croissance et la réduction de la pauvreté, ce qui porte à 50 Millions de US dollars le total des prêts accordés par le FMI.

2.4.2. CIRAD

- ❑ Dans ce contexte les interventions du CIRAD se renforcent avec les affectations récentes :
 - de Christian GOUNEL au CNAR
 - du Docteur Fatah BENDALI au titre du Projet PACE
- ❑ a noter enfin, les perspectives de développement, avec l'appui envisagé de la Coopération Française, d'un Projet de renforcement institutionnel de la Recherche Agronomique Tchadienne, un Projet pour l'heure hypothéqué par le conflit foncier qui oppose CIRAD et ITRAD.

COTE D'IVOIRE

Journées septembre DRE 2000

NOTE COTE D'IVOIRE

1. Le contexte global

En 1999, je faisais part (dans ma note d'orientation 99 en annexe ci-jointe) d'un contexte économique plutôt favorable mais entaché de scandales politico-financiers et de l'annonce d'une année 2000, année électorale, plutôt compliquée. Un an plus tard, nous nous trouvons effectivement dans la situation politique connue de tous suite à la mutinerie « transformée » en coup d'état.

Alors que l'économie ivoirienne était placée sous le souffle du dynamisme provoqué par le vent de libéralisation des filières de productions et par les grandes privatisations de secteurs entiers de la production tant énergétique qu'agricole, aujourd'hui, l'ensemble des rouages de l'économie se sont mis en veilleuse ou au moins fonctionnent au ralenti.

Pour l'état, le souci majeur est politique avec, sous la pression internationale, une course contre la montre pour un retour au régime civil et avec un handicap très fort d'équipes non préparées. Pour les entreprises, l'objectif est de passer le cap des élections en minimisant les risques avec des investissements minimum (indispensables ou déjà engagés).

2. Le secteur rural

Les grands dossiers de l'année 2000 sont en stand-bye ou au ralenti sauf s'ils ont un impact possible électoral. Quelques exemples :

- politique forestière définie et approuvée en 99 : en attente de mise en place d'un comité interministériel et d'une cellule technique pour le suivi opérationnel ;
- libéralisation filières café – cacao effective en 99 : nécessite des mesures d'accompagnement notamment pour la fixation des prix de vente par les producteurs ; le CNSP a, du fait des conséquences politiques (électorat), mandaté un coordonnateur ;
- finalisation de la privatisation du secteur coton ; les nouveaux opérateurs devraient reprendre à partir de juillet 2000 l'encadrement des planteurs et l'organisation de la fourniture des intrants en liaison avec les OPA ;
- les réflexions sur les filières de production hévéa, palmier à huile, de petits élevages en vue de leur redynamisation ou réorganisation sont en sommeil malgré la volonté des bailleurs de profiter de cette période pour engager les études ;
- le crédit rural ; etc ...

A signaler que l'étude de faisabilité pour la mise en place du projet FED (Appui aux OPA pour 10 à 12 millions Ecu) a été réalisée sur le terrain. La coopération française prépare les projets FAC pour une nouvelle phase d'appui aux OPA et d'appui au secteur privé ivoirien.

Les ministères techniques de la transition ne sont pas stabilisés et chaque nouvelle équipe a ses idées de restructuration... Seul le Bnetd (Bureau national des études et travaux pour le développement) est épargné mais fonctionne avec peu de moyens ; il reste cependant à la disposition du CNSP et du gouvernement de transition pour les orientations, à court terme, pour les secteurs sensibles.

3. La recherche agronomique et la situation actuelle du Cirad

3.1. Le CNRA

Le CNRA (Centre national de recherche agronomique, SA à participation publique minoritaire) termine sa phase de mise en place au moins sur le plan de l'organisation mais rencontre en 2000 des difficultés financières dans la mesure où son budget annuel (initial 2000 : 17,4 M FCFA, dt inv. : 6,8 & fonct. : 10,6) devait être alimenté en partie par une subvention de l'état (3,1 MFCFA) et aussi de façon significative par des cotisations professionnelles des producteurs (3,1 M FCFA) ; le reste provenant de la banque mondiale (4,9), de projets & conventions (0,8) et de ressources propres (5,5). Mais, d'une part, l'état est en difficulté et, d'autre part, les producteurs, en 1999, n'ont pas voulu contribuer sans qu'il y ait fléchage sur les filières et les sujets qui les concernaient avec choix des intervenants tant pour la recherche (idem vis-à-vis de l'Anader). Suite à cet échec, une taxe parafiscale devait être instituée ... au moment du coup d'état !

Sur le plan des relations avec le Cirad (cf § 4), elles s'inscrivent dans le cadre de partenariats sur des projets d'intérêt commun (PIC) dont certains sont bien avancés (accord des chefs de programme respectifs sur les textes, budgets en cours d'élaboration). Les deux parties auront à identifier ensemble les volets à présenter au FAC appui à la recherche agronomique dont la fin, prévue en octobre 2000, est reportée au moins d'une année compte tenu des ... événements politiques ! Le prochain comité de pilotage du FAC aura lieu, à la demande du SCAC, après les élections, en novembre 2000.

Les questions de valorisation du matériel végétal n'ont pas encore été abordées ; elles ne concerneront que certains PICs.

Dans l'attente des contractualisations effectives sur les PICs, le Cirad aura en poste au Cnra, au 4^{ème} trimestre 2000, huit chercheurs dont un départ annoncé par Flhor non remplacé en résident :

(Ca : 2 ; Cp : 5 ; Flhor : 1 ; Emvt : 0 ; Forêt : 0 ; Tera : 0 ; Amis : 0) ;

Les PICs prévoient soit des agents en poste soit des missions de différentes disciplines.

3.2. L'I2T (Institut de technologie tropicale)

Un contrat sur un PIC a été signé entre l'I2T et le département Amis avec un volet financé par le Fac RA ; malgré le versement des fonds FAC, l'I2T n'a pu engagé les travaux car sa contrepartie (subvention état) est toujours en attente. Des solutions sont en discussions.

3.3. Les universités

Avec l'**Université de Bouaké** (UB), un accord cadre a été signé en juillet 2000. Il permettra la mise en place des conventions de recherche sur deux projets de recherche avec le laboratoire d'économie et de sociologie rurale (Lesor) : l'un avec le département Tera sur la gestion des ressources naturelles en savanes, l'autre avec le département Cp sur l'organisation de la filière palmier à huile. Deux chercheurs étaient en poste en CI dans le cadre de la préparation de ces projets de recherche avec réalisation d'études et enquêtes préliminaires. La formule, lorsque financièrement possible, est fructueuse car elle permet de bâtir concrètement et avec crédibilité les projets de recherche.

Un rapprochement est en cours avec l'**université de Cocody** pour des partenariats sur des thèmes sciences biologiques.

Les universités de CI revendiquent leurs compétences en recherche agronomique ; elles ont signé des accords avec le CNRA mais entendent développer également leurs relations extérieures en la matière. L'université de Cocody collabore de façon très satisfaisante avec le centre suisse de recherche scientifique à Adiopodoumé.

Ces nouveaux rapprochements Cirad-universités sont évidemment très appréciés par le ministère de la recherche scientifique (ministre & direction de la recherche). En septembre prochain, seront étudiés avec les conseillers du cabinet du ministre des montages possibles universités françaises – universités ivoiriennes – Cirad.

Le **Cires** (Centre ivoirien de recherche en économie et sociologie, centre autonome sous tutelle de l'université de Cocody) « héberge » F. Ruf suite échanges de lettres ; le Cires a également accueilli une thésarde du Flhor. Mais il n'y a pas eu de partenariats scientifiques ni une réelle volonté d'accord cadre avec notre institution. Aujourd'hui, le Cires a plus des objectifs de bureau d'étude au service du pays sur financements extérieurs.

Hevego : SEM de gestion d'une plantation pilote de 1500 ha d'hévéa (expérimentation et production) accueille un chercheur Cp dans le cadre d'un accord tripartite Hevego-Cnra-Cirad. Inscrite dans les « privatisables », différentes formules sont étudiées (reprise sous tutelle de l'interprofession, ou par un privé ou par le Cnra) sachant que le personnel d'Hevego souhaite la reprise par le Cnra pour ses conditions de rémunération très avantageuses !

3.4. Les entreprises

Avec les entreprises, des partenariats sont en cours sur conventions spécifiques totalement ou partiellement pris en charge par l'entreprise selon les cas (appui technique, mise au point d'un procédé à coût partagé...).

Accord de partenariat avec le Bnetd (bureau national d'études) : accueil de stagiaires, échanges de vues et d'informations, préparation de colloques etc.... En cours, collaboration pour la préparation du colloque sur l'avenir des plantes pérennes avec l'université libre d'Amsterdam.

3.5. Les OPA

En cours de négociation pour certaines filières.

3.6. Autres

Pour mémoire (car non lié spécifiquement à la CI), partenariat avec l'Adrao dont le siège est à Bouaké : un chercheur Ca en poste.

4. Considérations sur nos relations

Avec le CNRA, héritier du passé de la recherche agronomique, piloté par les anciens responsables de la recherche scientifique nationale, il convient de faire fi psychologiquement de l'histoire et de considérer nos interlocuteurs comme nouveaux, indépendants et souverains dans leurs choix et décisions. Le plus dur pour eux est la présence de nos anciens, témoins permanents et gênants même si discrets de la gestion actuelle ; mais il n'en reste plus beaucoup en poste !

Il convient de bien considérer que la coopération, dans le sens de l'assistance technique, est terminée (sauf demande expresse et sur financements extérieurs). Toute relation avec le CNRA est nouvelle et est basée sur un partenariat sur des thématiques de recherche partagées sur lesquelles les parties décident de faire un travail ensemble ou en collaboration, pas forcément avec des postes de résident en CI. Une fois déterminée leur part respective de financement du projet, les parties décident des bailleurs à approcher. Dans ce sens, l'exemple du PIC réhabilitation cacao est intéressante car est une initiative nouvelle.

Là où la relation devient plus difficile, c'est lorsque un tiers du développement doit être associé. Le CNRA estime qu'il est, en tant qu'organisme ivoirien de service public même si statutairement SA, le seul interlocuteur du développement. Au stade actuel de l'élaboration de notre partenariat, nous considérons d'abord les thèmes ne faisant appel qu'à nos deux organismes ; pour les autres (ex : canne à sucre), il y a effectivement nécessité de s'entendre sur l'approche du tiers !

Avec les OPA et les entreprises, des partenariats avec mise à disposition de chercheurs sont en cours (Flhor : 1, Ca : 1, Cp : 1 + CSN) ou à l'étude (Flhor : 1, Cp : 0,5) ou envisagés (Forêt) sans aucun état d'âme de la part de nos partenaires (entreprises ou OPA) car, dans une économie libéralisée, seuls les objectifs à atteindre comptent. Si l'alliance n'est pas avec le Cirad, elle sera recherchée avec un autre organisme, dans un autre pays.

Avec les universités, les relations sont d'autant plus à développer qu'elles nous permettront d'associer la recherche ivoirienne dans les démarches avec le secteur privé.

5. Evolutions – Perspectives

En Côte d'Ivoire, le Cnra ne sera pas le partenaire institutionnel facile des prochaines années : même si nos relations s'améliorent petit à petit, elles auront du mal à se concrétiser dans la mesure où la contrepartie financière du Cnra est loin d'être assurée.

Le Cnra visant le leadership régional par rapport aux SNRA de la sous-région, il ne soutient pas forcément des projets de recherche régionaux se déroulant hors CI (ex projet sécheresse plantes pérennes au Bénin). Il arrivera que progressivement des plates-formes de recherche se mettent en place ailleurs avec ou sans lui.

Mais la Côte d'Ivoire devrait rester d'un intérêt dans notre stratégie du fait qu'elle est un « hub » dans plusieurs secteurs notamment dans le phytosanitaire ; outre le transport dans lequel on rencontre les mêmes partenaires que dans l'agro-industrie (Bolloré), elle est aussi une concentration de sociétés de transformation agroalimentaire.

La présence des grandes filières de production alimentaires (café, cacao, huile de palme, de coton, ananas, bananes), de grandes entreprises de transformation (Nestlé, Cargill, ADM/SIFCA...), de groupes ayant une sensibilité démarche qualité (IPS...) sont des éléments qui devraient nous inciter à réfléchir sur une implication terrain dans la sécurité alimentaire du fait des problèmes de plus en plus accrus de mycotoxines, de résidus de pesticides (ananas, légumes).

La coopération française s'implique dans des projets d'appui au secteur privé incluant des démarches qualité. Mais les difficultés chroniques de fonctionnement des laboratoires nationaux incitent les entreprises ivoiriennes à réfléchir sur des approches de laboratoires privé (ou de SEM) . Côté Cirad, n'aurions-nous pas intérêt à avoir un laboratoire associé (de droit privé) pour une plus grande proximité terrain : les suivis résidus pesticides demandent une réponse rapide, certains échantillons pour la recherche de mycotoxines sont très importants en poids... Cette proximité terrain pourrait nous permettre de tracer plus facilement le produit.

Côté recherche, l'I2T et les universités peuvent être des partenaires scientifiques de même que le Centre suisse.

Conclusion

La Côte d'Ivoire pourrait être un accès terrain pour un partenariat dans le secteur de la transformation agroalimentaire, de l'assurance qualité de même que dans le phytosanitaire (même si les projets de recherche sont à l'extérieur de la CI).

Pourquoi pas une société de droit ivoirien associant le Cirad et des partenaires privés de CI dans un laboratoire qualité ? Facilités d'accès aux sociétés pour contrats d'étude ; affranchissement des problèmes de légitimité (la société serait de droit privé et ivoirien) ; possibilité de réponse aux appels d'offre ; etc ...

Il y a d'ores et déjà une écoute (des bailleurs de fonds) sur cette démarche qualité mettant en œuvre des initiatives privées plutôt que publiques.

BURKINA FASO

MALI

NIGER

Le CIRAD au BURKINA FASO - MALI - NIGER

(Note d'orientation stratégique)

- * *Situation politique et économique*
- * *Cadre institutionnel*
- * *Partenariat scientifique*
- * *Les enjeux et relance stratégique*
- * *Conclusion - perspectives*

Juin 2000

MALI

1. La situation politique et économique

1.1 La situation politique: Le Mali possède depuis le début de l'année un nouveau gouvernement qui est dirigé par Mandé Sidibé, ancien fonctionnaire de la BCEAO. Il assurera la direction du pays jusqu'aux élections législatives de 2002. Madani Diallo a été nommé Ministre du Développement Rural (MDR) et Soumaila Cissé (ancien Ministre des Finances) Ministre de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme.

1.2 La situation économique: Le secteur agricole est dominateur avec des productions avoisinant en 1999/00: 800.000 t pour le riz - 460.000 t pour le coton (en regression) - 6 millions de bovins et 16 millions d'ovins. Les principales exportations concernent le coton (149 milliards) - l'or (146 milliards) - le bétail (33 milliards). Total des exportations (330 milliards) - Total des importations (340 milliards).

2. Consolidation du cadre institutionnel

► La coopération avec l'Ier est ancienne et s'inscrit au travers de *différents protocoles d'accords*, dans le cadre de l'*Accord général relatif à la coopération en matière de recherche scientifique et technique entre la république française et la république du Mali*, signé le 1^{er} février 1977.

► Le dernier accord-cadre de coopération Ier-Cirad date de février 1996. Il définit notamment les modalités de coopération entre les deux organismes et envisage la tenue tous les deux ans d'un comité de concertation, chargé de définir les programmes communs pluriannuels.

► La troisième réunion de coordination Ier-Cirad s'est tenue en février 1998 et a montré une évolution de la coopération entre les deux institutions. Il a été admis que les recherches entre l'Ier et le Cirad devaient être contractualisées, bâties autour d'intérêt commun et ceci en renforçant la coopération bilatérale par une ouverture à des opérateurs maliens diversifiés (Cmdat, Office du Niger...)

L'Ier et le Cirad ont renforcé leur partenariat institutionnel notamment dans les domaines de:

- l'IST (appui à la rédaction scientifique, orientations des publications, capitalisation des acquis de la recherche sous forme de supports documentaires type CD-ROM, page Web...
- la formation: une centaine de stagiaires ont été formés.

► La prochaine réunion bilatérale est prévue pour fin 2000.

- Un accord cadre Cirad-Insah est à l'étude. Il devrait s'inscrire dans un accord cadre plus général avec le Cills.

3. Le partenariat scientifique

- Des programmes de recherche agronomiques sont conduits par filières de production (coton, céréales, élevage, forêts). Le partenaire essentiel est l'Ier, mais il existe d'autres partenaires nationaux, régionaux ou internationaux tels que le Lcv, le Coraf, l'Institut International de Recherche sur les Cultures des Zones Tropicales semi-arides (Icrisat), le Cirdes (pour la filière élevage).

3.1 A l'échelon national

Le Cirad et l'Ier développent des projets de recherche/développement en multipartenariat et notamment, avec des structures de développement: Office du Niger, la Cmdt et d'autres Ministères.

Les projets en cours

- *Le Projet "Bois énergie domestique (Cirad-Forêt)*: La seconde phase du projet qui bénéficie d'une proposition de financement de 60 millions US\$ (BM-IDA) sera précédée par une phase transitoire d'une année (2001) avec un financement de l'Ambassade des Pays Bas à Bamako (budget prévisionnel de 700 à 800 millions de Fcfa)
L'originalité de ce projet est la création d'une Agence Malienne de l'Environnement et de l'Energie Domestique avec de nombreuses prérogatives (Gestion du contrôle forestier, développement des Marchés ruraux à grande échelle, Mise ne place des Energies rurales décentralisées, et prêts aux opérateurs privés).
- *Projet sorgho*: "Entomologie sorgho" avec Cirad-Ca sur un financement Icrisat/Inco/Bcrd.
- *Projet sur les facteurs agro-climatiques et sur la croissance du sorgho* conduit avec le Cirad-Ca sur financement Bcrd/Inco/Ier.
- *Projet sur la pédologie et la dégradation des sols systèmes irrigués*: conduit avec le Cirad-Amis dans le cadre du Coraf, sur financement Fac/Bcrd.
- *Projet systèmes de production gestion de la fertilité*: avec le Cirad-Ca sur financement Bcrd/Ier/Cmdt

- *Observatoire du changement à l'Office du Niger*: avec le Cirad-Tera sur financement Afd.
- *Agronomie des bas-fonds riz et diversification*: avec Cirad-Ca et la Cndt sur financement Fac et Bcrd.
- *Projet "gestion durable des forêts en 3ème région"* avec Cirad-Forêt sur un financement du Fond Français pour l'Environnement Mondial (Ffem).

Les projets "en cours d'identification ou faisant l'objet d'AO"

- *Projet PASE (Projet d'appui aux systèmes d'exploitations)*: Evaluation financière en cours. Financement Afd. Départements Cirad-Ca et Tera concernés. Devrait démarrer fin année 2000-début 2001.
- *Fac-Recherche Mali*: Fiche de prise en considération en cours d'élaboration suite à l'atelier de concertation des 15 et 16 juin Juin. Seront impliqués Cirad-Ca/Tera/Emvt/Forêts.
- *Projet PASPE (Projet d'appui au secteur privé pour l'élevage)*: Cirad-Emvt est consulté comme Iram et Vsf. Financements Fac, Afd, UE.
- *Etude environnement*: Le Cirad sera short listé. Financement UE.

3.2 A l'échelon régional

- *Le projet PAC'E* (surveillance épidémiologique de la faune sauvage en Afrique Ouest et du centre) avec le Cirad-Emvt.
- *PSI*: Financement intérimaire MAE/Scac jusqu'à fin 2000. Cirad-Ca/Ier.
- *Projet Fonio "Amélioration des technologies post-récoltes"*: Projet régional (Burkina-Mali-Guinée) conduit avec le Cirad-Ca et Amis et Common Fund For Commodities). Financement Cfc/Fao.

4. Le Mali par rapport à la "Relance stratégique"

Les propositions de la "Relance stratégique" du Cirad ne peuvent que conforter les activités des agents Cirad au Mali.

En effet, comme le schématise le tableau ci-joint:

- *La lutte contre la pauvreté* s'inscrit en priorité dans la déclaration du gouvernement

Mali;

- *Défis environnementaux et sécurité alimentaire*, sont des objectifs prioritaires des Ministères;
- Des thèmes comme la *Biodiversité végétale et animale - Rendement et productivité - Amélioration des connaissances - Fertilité des sols*, sont les axes principaux de la "Relance stratégique" et sont donc tout à fait adaptés à la demande du Mali;
- Les cinq filières du Cirad actuellement en cours d'exécution (Cf. Partenariat scientifique: les projets) ou programmées: *Elevage - Forêts - Sorgho Mil Fonio - Riz et Coton*, ont été définies comme prioritaires dans le document de "Relance".

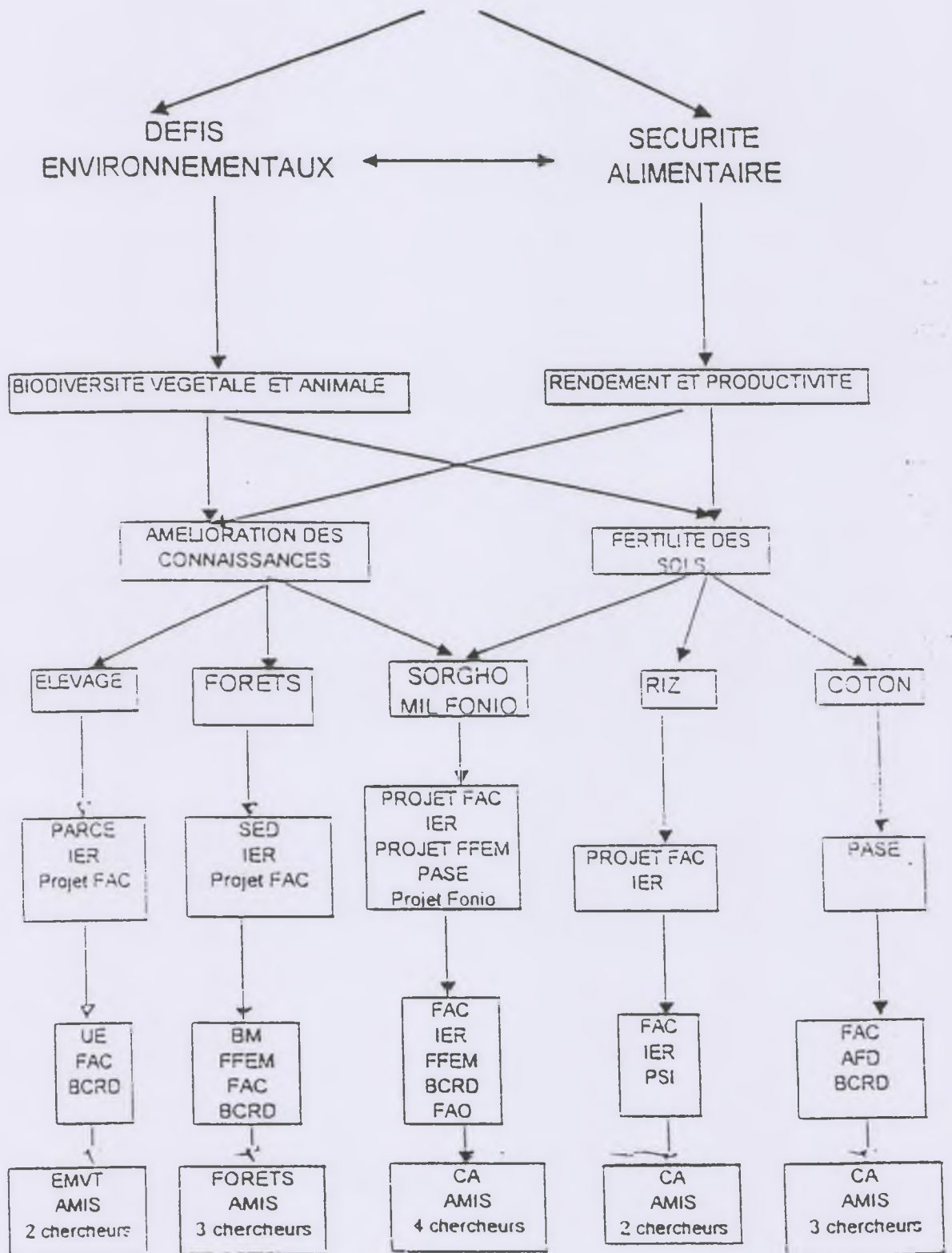
Les projets et programmes en cours et/ou à développer sont nombreux, avec des financements divers (Fac, UE, Ier, BM, FAO, Afd, BCRD...), et impliquant 5 départements du Cirad: Cirad-CA/Tera/Amis/Forêts/Emvt et 14 chercheurs. L'ensemble de ces chercheurs aura une activité de recherche centrée sur le Mali mais dont les résultats seront transférables à la sous-région: Niger, Burkina, Sénégal...

Le pôle d'excellence cité dans le document rentre parfaitement dans ce cadre et pourra naturellement être amplifié. Ceci implique également la création d'une "antenne" dépendant de Ougadougou.

5. Conclusions et perspectives

Face à une dynamique paraissant favorable au développement de projets de recherche/développement, il convient d'envisager de définir un nouveau cadre de coopération élargi, peut-être avec le Cnra, faisant une place à l'ensemble du système national de recherche agronomique au Mali. Ceci permettrait de développer de nouveaux partenariats avec notamment les autres institutions de recherche telles que le Lcv, mais également avec l'Ipr de Katibougou, les Universités, les associations professionnelles et le secteur privé. Cela devrait permettre dans le cadre de la relance stratégique une meilleure réponse aux demandes diversifiées de nos partenaires.

Lutte contre la pauvreté



BURKINA FASO

I. La situation politique et économique

1.1 Situation politique: Après les troubles sociaux en 1999 liés à l'assassinat du Directeur de publication de l'hebdomadaire "l'Indépendant", on pouvait espérer début 2000 un espoir de sortie de la "crise politico-sociale" suite aux concertations entre le Gouvernement et le collectif de partis politiques, syndicats et ONG. Fin juin, le "collectif" jugeait infructueux les pourparlers engagés jusqu'ici avec le gouvernement pour trouver des solutions. Il est à craindre un durcissement des interventions de l'opposition (grèves, manifestations....) avec la crainte d'un "dérappage" qui serait fort regrettable.

1.2 Situation économique: Si la conjoncture économique et financière du Burkina Faso s'est améliorée depuis 5 ans sous l'effet des réformes d'assainissement et de relance de l'activité, la crise politique et sociale qui secoue actuellement le Burkina Faso entraîne un *ralentissement sensible de l'activité économique*.

II. Consolidation du cadre institutionnel et renforcement du partenariat

La coopération avec le Cnrst s'inscrit dans le cadre d'un accord signé le 4 juillet 1989 entre le Cnrst et le Cirad.

Depuis le séminaire de 1997, d'importants efforts ont été mis en œuvre pour consolider ce partenariat avec le Cnrst et l'accompagner dans sa réorganisation. Une mission du Cirad a permis d'identifier les axes du partenariat institutionnel que le Cnrst souhaite développer avec le Cirad. Cinq domaines prioritaires ont été identifiés:

- les outils de télécommunication et de traitement de données
- les outils de gestion
- les outils du partenariat privé
- les outils du partenariat de développement
- la prospective

L'accent a été mis sur les outils et la formation permettant d'accompagner les mises en place.

D'importants efforts ont été faits pour consolider le cadre institutionnel sur un plan général: Négociations en cours avec les autorités du Burkina, avec l'appui de l'Ambassade de France et du Cnrst, pour élaborer un *accord cadre général de coopération Cirad-Burkina*.

Outre le renforcement institutionnel, il est visé de pouvoir disposer d'un statut juridique pour le Cirad, au Burkina Faso.

Signature d'une *convention de coopération Cirad Université Polytechnique de Bobo*. Elle doit permettre de définir un cadre général de coopération en matière de formation, d'information scientifique et technique, de communication.

Création d'un centre de documentation: *Centre d'Information sur la Recherche et le Développement (CIRD)*, pour lequel des négociations sont en cours avec l'Ird et qui est appuyé par le Scac de Ouagadougou. Ce centre rassemblera les ouvrages de l'Ird, du Cirad et du Centre d'Information sur le Développement (Cid-Scac/centre Culturel Français).

Réunion de concertation Cirad-Cnrst. La 4^{ème} réunion s'était tenue à Ougadougou Mars 1997. La 5^{ème} réunion devrait se tenir en accord avec le Cnrst et le Scac 1 à 2 mois avant la réunion du Comité de suivi de la Commission mixte Franco-Burkinabé. Les conclusions de la réunion pourront ainsi être exploitables lors de la réunion de suivi de la Commission mixte.

Convention de coopération Cirad-Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (Faseg). La convention élaborée est en cours d'examen par le recteur de la Faseg. Elle permettra de définir un cadre général de coopération en matière de Formation, d'Information scientifique et Technique, de Communication.

Réseau National Education Recherche (RENER). Mise en place d'un "Intranet spécialisé" pour les organismes de recherche implantés au Burkina Faso. Les membres actuels de ce réseau sont: Cames, Cnrst, Cirad, Ird, Eier, Resafad, Syfed, Université de Ougadougou. Le financement du réseau est assuré par ses membres.

Participation du Cirad au *Conseil Scientifique du Cnrst* comme représentant de la recherche française.

Accord cadre entre le Cirad et le Cirdes signé le 11 septembre 1998.

Renforcement du partenariat institutionnel notamment dans les domaines de:

- l'IST (information scientifique et technique): appui à la mise en place d'un réseau documentaire (formation 15 documentalistes) ainsi qu'à la rédaction de publications.
- la formation (15 stages de 1 à 3 mois) sur financement structure privée (Sofitex...) ou Cirad/Mae, et 6 thèses par alternance.

III. Le partenariat scientifique

Le Cirad intervient sur l'ensemble du Burkina Faso dans les domaines suivants:

- Gestion des ressources naturelles et protection de l'environnement
- Amélioration des systèmes de productions (systèmes de culture et d'élevage)

- Agroéconomie
- Télédétection/Systèmes d'Information Géographique (SIG)

Ses principaux thèmes de recherche:

- Productions végétales annuelles (Cirad-Ca)
 - . Amélioration variétale, Technologie (Sorgho)
- Productions animales (Cirad-Emvt)
 - . Epidémiologie et biotechnologie appliquée
 - . Lutte contre les maladies et les vecteurs
 - . Amélioration des pratiques d'élevage et du matériel animal
 - . Elevage et environnement
 - . Socio-économie
 - . Faune sauvage
- Productions forestières (Cirad-Forêt)
 - . Agro-foresterie
 - . Aménagement des formations naturelles
 - . Sélection et amélioration des ressources naturelles
- Aménagement de l'espace (Cirad-Ca / Tera)
 - . Fronts pionniers
 - . Durabilité des systèmes de culture
 - . Aide à la gestion des équipements
 - . Diagnostic technico-économique

On notera que ces différents domaines d'interventions et différents thèmes trouvent leurs places dans les propositions de relance stratégique du Cirad (Cf. Le Burkina par rapport à la "relance stratégique")

3.1 A l'échelon national

Les projets en cours

Projet "mise en place d'une opération Conseil de Gestion aux exploitations agricoles": Participation Cirad-Tera en partenariat avec Inera sur financement Sofitex (Com-Stabex)
Convention de collaboration ADRK (Kaya)- Cirad-Tera: Etude "Rôle des SFD" dans le financement de l'agriculture.

Contrat "Formation phytosanitaire": Contrat de prestation de service Sofitex/Cirad-Ca (Amis) Financement Com-Stabex.

Projet "Amélioration variétale du sorgho" - Cirad/Calim - Financement Inco/Rocard/Fida/Bcrd.

Les projets "en cours d'identification ou faisant l'objet d'AO"

Projet de collaboration Sosucco-Cirad: Négociations pour la mise en place d'un "système expert" sur la gestion technique des périmètres irrigués. Cirad-Ca/Sosucco/Sarl.

PNDSA II: Manifestation d'intérêt du Cirad-Emvt/Tera pour la fourniture d'assistance technique et de formations. Possibilités d'interventions: atelier de détermination des besoins des éleveurs transhumants, programme pastoral pilote, formations, développement secteur privé...

3.2 A l'échelon régional

Les projets en cours

Projet INCO "Parcs agroforestiers à Karité": Projet régional (Burkina Faso-Mali). Volets diversité génétique et modalité de gestion des parcs. Contrat Cirad-Forêt/Enef (Bobo): inventaire des parcs à Karité. Financement UE.

Projet "Faune sauvage du Parc": Projet régional en partenariat Cirad/Emvt-Direction de la Faune et de la Chasse. Volet composante épidémiologie Burkina Faso (Mission d'appui). Financement UE

Projet Fonio "Amélioration des technologies post-récolte": Projet régional (Burkina-Mali-Guinée). Contrat associé Cirad-Ca (Amis)/Cnrst-Irsat. Financement Cfc-Fao.

ATP "Traction animale": (Cameroun-Sénégal-Burkina) avec intervention Cirad-Tera/Emvt/Ca + Ong (Burkina Faso).

Les projets en cours d'identification ou faisant l'objet d'AO

Projet Fac régional d'appui au Cirdes: Lettre d'intention au MAE (Cirad-Emvt/Cirdes).

Projet "GERICO": Projet régional (Sénégal-Mali-Burkina-Guinée-Ghana-Bénin) gestion de la résistance chez les insectes du cotonnier en Afrique de l'Ouest. Fiche de prise en considération adressée au Mae. Accepté par le conseil de direction du Mae en Juin 2000.

Projet "Parc du W": Conservation et utilisation rationnelle des aires protégées contigües du Bénin, Burkina, Niger. Financement FED. Intervention Cirad-Emvt (consortium avec Luso Cocult, Agrer, Agri Consulting). AO en cours.

IV. Le Burkina Faso par rapport à la "Relance stratégique"

Conscient de l'importance du secteur agricole dans sa lutte contre la pauvreté, le Gouvernement Burkinabé a lancé une réflexion approfondie pour la formulation d'une

stratégie de croissance durable des secteurs de l'agriculture et de l'élevage s'inscrivant dans le cadre de la *lutte contre la pauvreté* et le développement humain durable. Le Document d'Orientations Stratégiques (DOS) et le Plan Stratégique Opérationnel (PSO) issus de cette réflexion définissent sur 10 ans, les objectifs prioritaires, et les axes d'orientations stratégiques pour les secteurs de l'agriculture et de l'Elevage.

Dix objectifs prioritaires cohérents et interdépendants ont été retenus:

- Objectifs d'ordre économique
 - . diversifier et spécialiser le production agricole de façon régionale
 - . *intensifier et accroître la production agricole*
 - . mettre sur le marché des produits compétitifs
 - . améliorer les revenus des producteurs agricoles
- Objectifs d'ordre écologique
 - . freiner la *dégradation des ressources naturelles*, restaurer et maintenir l'équilibre écologique du milieu
 - . améliorer le *gestion de la fertilité des sols*
 - . assurer la *maîtrise de l'eau et l'exploitation rationnelle des aménagements hydro-agricoles*
- Objectifs d'ordre social
 - . assurer *l'autosuffisance et la sécurité alimentaire*
 - . contribuer à la *lutte contre la pauvreté* en zone rurale
 - . promouvoir le rôle de la femme et des jeunes dans les secteurs agricoles et d'élevage.

La stratégie opérationnelle comporte des "plans d'actions" élaborés ou en cours d'élaboration (Plan d'action filière riz - Plan d'action émergence des OPA - Plan d'action financement du monde rural - Plan de relance filière coton - Plan d'action gestion intégrée de la fertilité des sols - Plan d'action sur les céréales sèches - Plan d'action sur la mécanisation agricole - Plans d'actions sur la sécurité alimentaire et la nutrition - Plan d'action filière bétail/viande - Plan d'action filière lait - Plan d'action filière avicole - et divers Plans d'actions secteur l'Environnement: forêt-pêche-faune-eau) et un programme d'investissement dans les dits secteurs.

Douze ateliers régionaux et un atelier national sont prévus en septembre-octobre 2000 pour présenter ces différents plans d'actions.

C'est dans ce contexte que le Cirad devra positionner ses futures idées de projets et propositions d'interventions à venir, en tenant compte des propositions de la "Relance stratégique".

L'intensification de la production agricole, la préservation des ressources naturelles, l'amélioration de la fertilité des sols, la maîtrise de l'eau, la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire... sont autant de thèmes et/ou d'axes prioritaires de la "Relance stratégique du Cirad qui sont donc tout à fait adaptés à la demande du Burkina Faso

Les 4 filières actuellement en cours d'exécution (Cf. partenariat scientifique) ou programmées: Elevage, Forêts, Coton, Sorgho/Fonio, ont été définies comme prioritaires dans le document de relance. Les départements Forêts, Ca, Tera, Emvt, sont impliqués à ce jour avec 10 chercheurs.

L'élaboration d'un "accord-cadre général de coopération Cirad-Burkina" devrait permettre un "élargissement" des partenariats aussi bien dans le secteur public que privé, et mieux répondre ainsi à une diversité croissante des demandes ce qui impliquera de nouvelles perspectives d'interventions du Cirad.

V. Conclusion et Perspectives

Le partenariat scientifique du Cirad au Burkina Faso se consolide en se renovant. Un axe nouveau est ouvert avec l'établissement du partenariat institutionnel avec le Cnrst.

Les propositions de la relance stratégique du Cirad répondent à travers certains axes et thèmes aux priorités de la politique agricole du Gouvernement Burkinabé. Elles ne pourront que conforter les activités actuelles et futures des agents du Cirad.

Aussi, le Burkina reste un pays où l'action de coopération du Cirad doit être maintenue et poursuivie, compte tenu de ces perspectives et des initiatives régionales qui y sont localisées et auxquelles le Cirad est associé.

AU NIGER

1. La situation politique et économique

1.1 Situation politique: En 1999 le Niger a vécu un coup d'état. Ceci a conduit à la suspension de la coopération entre la France et le Niger. Deux tiers des coopérants ont été rapatriés, le tiers restant étant appelé à travailler au bénéfice direct de la population, en équipes pluridisciplinaires. L'arrêt brutal de toutes aides extérieures a eu un coût élevé pour le pays. Mais il n'est pas interdit de penser que la fermeté des bailleurs de fonds a eu un impact sur l'accélération du calendrier électoral adopté par la junte.

Ce calendrier électoral a été suivi et la situation démocratique est redevenue normale permettant le retour progressif des aides extérieures.

Il y a une amélioration globale du climat national. Les fonctionnaires et les bourses sont payées à terme échu (même si les arriérés ne sont pas réglés), la sécurité est normale y compris au Nord, des aides aux agriculteurs ont été actroyées pour la campagne.

1.2 Situation économique: Malgré le rétablissement de la situation institutionnelle, le pays est foncièrement pauvre et ceci nuit à son fonctionnement. La rente de l'uranium ayant fondu au soleil, le pays a peu de possibilités d'exportation. La diaspora est faible en comparaison avec les pays voisins. En fait, l'économie nigérienne est fortement liée à celle de son grand voisin le Nigeria avec lequel il y a une très longue frontière. Il lui faut donc trouver des spéculations faisant valoir ses avantages comparatifs, tout en préservant l'autoconsommation de ses zones rurales et urbaines et la conservation de son environnement très fragile.

En dehors du tourisme qui peut-être fortement valorisé (malgré le handicap provoqué par l'annulation des étapes nigériennes du Rallye Paris Dakar), les avantages comparatifs peuvent être recherchés dans

- l'agriculture irriguée le long du fleuve Niger et des affluents du Lac Tchad
- l'élevage

2. Le cadre institutionnel

► Le Cirad intervient au Niger dans le cadre du "Protocole d'accord scientifique Inran-Cirad" signé le 25 mai 1991. Une révision de ce protocole s'avère nécessaire si l'on souhaite la mise en œuvre d'un véritable partenariat.

► Dans le cadre d'une consolidation et de diversification de son partenariat, un accord-cadre général de coopération scientifique a été signé avec l'Université Abdou Moumouni de Niamey.

► Collaboration avec Agrymet dans le cadre d'un accord cadre général. Un agent du Cirad (Cirad-Tera), y est affecté comme conseiller technique auprès du directeur général.

3. Le partenariat scientifique

Les projets "en cours"

- Collaboration de Cirad-Forêt avec la direction de l'Environnement et la faculté

d'Agronomie, sans financements particuliers.

► *Mise en place d'un groupe d'étude et de recherche sur la ressource poisson.*

Inran/Université et partenaires extérieurs : Université de Lausanne, avec le Cirad-Emvt.

► *Comité Scientifique Français de Lutte contre la Désertification.* Marché obtenu en avril 1999. Projet en cours de démarrage avec le Cirad-Forêt.

Les projets " en cours d'identification ou faisant l'objet d'appels d'offres"

► *Projet aménagement des forêts naturelles.* Financement Bad. Cirad-Forêt en attente du résultat d'AO.

► *Collaboration technique Agrymet Cirad-Amis dans le cadre du "Projet Promise"* en vue d'évaluer l'impact des changements climatiques sur les ressources en eau et les productions agricoles dans les pays du Sahel.

Les nouveaux partenariats possibles (Cf.note "Des enjeux pour le Cirad)

- en appui à la société civile
- avec les structures internationales (CILSS/Agrymet, ICRISAT...)
- avec l'Université Abdou Moumouni (Fac Agro...)

4. L'appui des bailleurs de fonds

4.1 La coopération française: Elle a au Niger deux objectifs liés:

- concourir à la stabilité
- concourir au développement

S'agissant d'un pays aussi pauvre et déstructuré que le Niger, l'appui à la stabilité ne se limite pas à l'aspect sécuritaire, elle intéresse la construction d'un état de droit, la recherche de grands équilibres macro-économiques ainsi qu'un appui à la mise en place d'un système fiable de prévention et de gestion des crises alimentaires.

L'aide au développement prend deux orientations: *appui aux secteurs sociaux (santé, éducation, accès à l'eau) et un appui aux secteurs productifs et à la gestion durable et rationnelle des ressources naturelles.*

L'atteinte de ces deux objectifs est recherchée au plan stratégique à travers un appui institutionnel à l'Etat et un appui à la structuration et à la professionnalisation de la société civile.

L'appui à la société civile qui a été la seule coopération maintenue au Niger pendant la suspension a fait du Niger un <<laboratoire>> à ce type de coopération (selon les termes du Ministre Josselin).

Ainsi, la coopération dans le domaine rural a eu recours à l'expertise locale: c'est un bureau

d'étude nigérien qui est opérateur d'un des projets hydraulique rurale; de même le projet camelin a de l'assistance technique entièrement managée par une ONG locale.

Au sein des administrations, les assistants techniques sont placés hors hiérarchie comme appui à des fonctionnaires sur des objectifs et un chronogramme définis d'accord partie avec le ministre. Le recours à la coopération décentralisée a aussi été tentée entre la chambre de commerce de Niamey et celle de la Meuse. Enfin, la France essayera de promouvoir la coopération Sud-sud..

4.2 L'appui de la Banque Mondiale: Le portefeuille agriculture reste prioritaire au Niger avec 4 secteurs identifiés dans le document de stratégie développement rural:

- irrigation (développement de la petite irrigation - rentabilité, durabilité et appropriation des systèmes d'irrigation),
- développement du petit crédit rural,
- promotion des productions (créations variétés, qualité des produits et productivité) et exportations des produits agro-pastoraux (diversifier et développer les exportations),
- décentralisation (renforcement des capacités des communautés de base: associations, coopératives...).

La filière fruits et légumes est d'un grand intérêt pour la BM. Elle sera financée à travers les volets prioritaires exportation/production/qualité/irrigation.

La BM est réticente à appuyer directement les institutions de recherche. Les performances des projets financés dans un passé récent notamment avec l'Inran, vont de "très insatisfaisant" à "succès limité". Aussi la BM (ainsi que les autres bailleurs de fonds qui ont une analyse similaire) ne refinancera l'Inran que s'il y a une véritable programmation scientifique, une évaluation des chercheurs et un statut.

4.3 L'AFD Qui depuis 1997 (Assassinat en Janvier de l'épouse du Dir. Adj. AFD), avait décidé de "ne pousser" aucun dossier de Projet, souhaite en 2000, compte tenu de la situation, appuyer de nouveaux projets de développement: projet d'appui au développement local accompagnant la décentralisation administrative et politique, secteur de la santé et de l'éducation, tourisme, productions agricoles, hydraulique villageoise.

5. Des enjeux pour le CIRAD

Le Cirad n'a plus d'action directe au Niger. Il est dans l'attente des résultats d'un appel d'offre BAD sur l'Energie (Cirad-Forêt). Un ATD (P. Bisson du Cirad-Tera) est à Agrymet comme "Conseiller technique du Directeur Général", et le Cirad-Amis a proposé une collaboration technique dans le cadre du projet "Promise" pour "Evaluer l'impact des changements climatiques sur les ressources en eau et les productions agricoles" dans les pays du Sahel.

L'Inran est très peu active et mal perçue des bailleurs de fonds (BM, SCAC, AFD...). Par contre l'Université Abdou Moumouni, avec qui nous avons signé récemment un protocole d'accord de coopération en matière de recherche scientifique a un bon renom.

En fait le Niger est le siège de nombreuses structures de recherche et de développement international:

. Le Centre sahélien de l'ICRISAT, le Centre de l'Energie solaire, Autorité du bassin du Niger, <<Météopole>> avec le centre régional CILSS/AGRYMET, L'ACMAD, l'EAMAC (Ecole Africaine Météorologique de l'Aviation Civile), qui peuvent constituer des structures ayant une certaine solidité (même si présentant pour certaines des difficultés financières).

Les enjeux du C'irad pourraient donc s'orienter vers deux directions

- l'appui à la société civile
- l'insertion dans les structures internationales

Pour le premier point, en dehors des projets, et selon le souhait du gouvernement nigérien, ils'agirait plus d'un appui ponctuel visant à résoudre des problèmes techniques et économiques.

Pour le second point: il semble que le souhait de ces structures est de ne pas se substituer aux équipes existantes qui ont un bon niveau (elles sont recrutées sur une base régionale avec une forte pression de sélection). Le souhait semble être

- des missions ponctuelles de quelques mois afin de mettre au point, en partenariat, des outils définis au préalable (logiciel, modèle, étude...). L'avantage est que l'expert, situé en dehors des tâches quotidiennes et des contingences immédiates se polarise sur sa tâche.
- des interfaces (animation) susceptibles de mettre en action l'expertise internationale.

6. Conclusion

La demande forte de l'Inran pour un renforcement du partenariat institutionnel et scientifique, n'est pas envisageable à court terme. Par contre une collaboration avec l'Université Abdou Moumouni (et ses Facultés: Fac Agro....) et les centres internationaux présents au Niger peut être envisagée.

LES PRIORITES DU DEVELOPPEMENT EN PAYS SAHELIE

(Des enjeux pour le CIRAD)

Les évolutions intervenues dans bon nombre de pays sahétiens et les changements intervenus dans le contexte international au plan politique, économique et social, ont amené le CILLS (Comité Permanent Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel) à animer un vaste processus de *réflexion prospective* et de *débat* sur les priorités du développement dans les pays sahétiens par et avec les sahétiens, appelé "Sahel 21".

Le CILLS est l'organisme inter état officiel qui traite des problèmes du sahel dans 9 pays (Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad). Il comprend six programmes majeurs:

- deux programmes politiques (sécurité alimentaire et gestion des ressources naturelles) basé à Ouagadougou,
- deux programmes information et formation basés au centre régional Agrymet à Niamey,
- deux programmes agro-socio-économie et population basés à l'Insa à Bamako.

Ces programmes travaillent sur la base de plans triennaux acceptés par les 9 ministres concernés entérinés par les chefs d'Etat. Ils sont financés par un pool de donateurs (France, USA, UE, Pays Bas, Danemark, Italie...)

Le CILLS n'est pas un organisme supra étatique mais travaille pour les 9 pays en coordonnant les actions, réalisant des actions communes... C'est dans ce cadre que le Secrétariat exécutif du CILLS a initié le processus "Sahel 21" dans sa mission de réflexion stratégique. La première phase s'est déroulée de novembre 95 à septembre 97. Elle est partie d'une ambition: libérer la parole et l'intelligence des sahétiens pour répondre aux défis et enjeux du futur, afin de provoquer l'émergence d'une vision proprement sahétiennne des dynamiques à l'oeuvre et des priorités pour l'avenir, à partager et à construire avec les partenaires.

La seconde phase en cours, a pour objectif de passer des priorités dégagées par la vision à des actions pratiques répondant à ses priorités tout en s'inspirant des dynamiques nationales et régionales existantes.

Il va permettre de produire:

- un programme d'intervention prioritaire pour chaque pays
- un programme régional d'intervention prioritaire

Ceci va être présenté à la conférence des chefs d'Etat en novembre 2000 à Bamako et à la réunion CILLS/Club du Sahel sur les réformes pratiques de la coopération qui l'accompagnera.

Les enjeux se répartissent en 3 axes

- Réduction de la pauvreté

- . en favorisant le développement d'activités non agricoles
- . en améliorant l'accès des populations aux services sociaux de base
- . en assurant le suivi des conditions de vie et le renforcement des capacités des acteurs à la base
- . en favorisant la promotion économique des femmes et des jeunes
- . en assurant les possibilités de réponse aux besoins immédiats des groupes vulnérables

- Transformation de l'agriculture

- . par augmentation, diversification et valorisation de la production agricole, animale, forestière et halieutique
- . assurer une meilleure maîtrise de l'eau en vue de réduire l'incidence du risque climatique
- . assurer la protection de l'environnement et la gestion rationnelle des ressources naturelles
- . aider chaque région ou bassin à exprimer ses avantages comparatifs pour le niveau régional

- Marchés régionaux dynamiques et fluides

- . améliorer l'accès aux marchés actuels et développer les synergies entre marchés intérieurs et exportations
- . développer de nouveaux marchés
- . améliorer la gestion des risques économiques
- . favoriser l'accès à l'information et aux nouvelles technologies de communication
- . multiplier les mesures incitatives pour favoriser l'émergence de PME/PMI
- . favoriser l'accès aux marchés internationaux

Intervention et rôle du CIRAD

Il est indéniable que les actions du Cirad devraient s'orienter vers ces axes. Le Cirad reste pour l'instant peu impliqué dans le CILLS alors qu'il constitue actuellement le cadre politique majeur des pays du sahel (et donc le circuit de financement privilégié). Il a du point de vue du développement conceptuel, méthodologique et technique son mot à dire.

Le rôle du Cirad pourrait se situer à deux niveaux:

- rôle d'interface pour susciter la demande d'appui auprès des 3 sites du CILLS
- rôle d'appui ponctuel pour des études, la mise au point de méthodes et d'outils et de formation pouvant ensuite être diffusées dans le pays
- rôle de formation à ces nouveaux outils, méthodes soit sur place soit par l'accueil de cadre sahélien.

Si on prend l'exemple du Centre Agrymet, le Cirad peut participer

- à l'animation et à l'interface (rôle joué depuis peu par P. Bisson/Cirad-Tera)
- à la mise au point d'outil dans les domaines de l'agro-météorologie, la défense des cultures, l'hydrologie, les SIG, la télédétection, la climatologie, la gestion des ressources naturelles, à l'agriculture durable, à la documentation, aux techniques de vulgarisation par des missions de 1 à 6 mois.
- à la formation des cadres sahéliens sur ces sujets soit à Niamey, soit en accueillant ceux-ci à Montpellier ou dans des sites du Sud.

Un accord cadre général CILLS-Cirad à l'étude

Les grands enjeux en matière de développement des pays sahéliens définis par le CILLS se retrouvent dans les propositions de la "Relance stratégique du CIRAD". Ça ne peut que conforter l'idée d'une implication plus forte du CIRAD au CILLS. Les premiers contacts ont été pris en vue de l'élaboration d'un accord cadre général CILLS-Cirad.

SENEGAL

ET ACTIVITES REGIONALES

- **GAMBIE**
- **CAP VERT**
- **MAURITANIE**
- **GUINEE**

Représentation CIRAD au Sénégal
37, Avenue Jean XXIII
BP 6189 Dakar-Etoile

LE CIRAD au Sénégal
Année 1999/2000

J. DUBERNARD
Représentant Régional
Dakar, Juillet 2000

REPRÉSENTATION RÉGIONALE AU SENEGAL

INTERVENTIONS EN COURS OU EN PROJET

GAMBIE :

- Intervention de l'EMVT dans le cadre du CIRDES avec l'ITC - Programme PROCORDEL
- Projet de collaboration sur les thèmes de banques fourragères avec l'ITC et le NARI.

CAP VERT :

- Programme de sécurité alimentaire financé par la BAD de 970.000 \$ US . Projet pilote pour tester et améliorer les techniques d'irrigation et de fonctionnement des systèmes de production.

MAURITANIE :

- Le PSI : Riziculture et amélioration des techniques d'irrigation.
- Collaboration entre le laboratoire de microbiologie des sols de Hann/Bel-Air de Dakar et le Laboratoire de microbiologie de l'Université de Nouakchott.
- Expertise sur la relance de l'exploitation de la culture de *Acacia senegalensis*.
- Financement de la BAD pour renforcement des capacités de programmation, d'exécution et de suivi des projets au Ministère des Affaires Economiques et du Développement.

GUINEE :

- Appui à E. VIRICELLE pour le suivi du projet FAC et son évolution à partir de 2001 après l'arrêt du financement BM.
- Intervention possible en appui au Ministère de la Décentralisation sur financement AFD.

2000, année du Sopi¹ au Sénégal.

→ Maître Abdoulaye WADE a été élu Président de la République du Sénégal le 19 Mars 2000. Il a donc succédé à Abdou DIOUF, Président durant 19 ans et à Léopold Sédar SENGHOR, Président durant 21 ans.

Le nouveau Président est membre du Parti Démocratique Sénégalais, parti d'opposition depuis l'époque de Senghor puis de Diouf, tous deux membres du Parti Socialiste.

– Cela a entraîné des changements parmi nos principaux interlocuteurs au Gouvernement :

* Au Ministère de l'Agriculture a été rajouté l'Elevage. Pape DIOUF a succédé à Robert SAGNA,

• Au Ministère de la Recherche qui est devenu le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Madior DIOUF a succédé à Balla Moussa DAFÉ.

– Au niveau des institutions :

• A l'ISRA, Pape Abdoulaye SECK a remplacé Moussa BAKHAYOKHO.
 • A la SODEFITEX, Bachir DIOP a remplacé Mamadou Lamine DIALLO,
 • A la SAED, Mamadou LO a remplacé Sidy Mohamed KEITA.
 • L'ITA a changé de Ministère de tutelle : il est placé maintenant sous la tutelle du Ministère des Mines, de l'Industrie et de l'Artisanat.

→ Autre fait important : l'année 2000 sera celle de la mise en vigueur du Projet d'Appui aux Services Agricoles (PSAOP) financé par la Banque Mondiale. Plusieurs composantes nous concernent :

- Le Fonds National de Recherche Agricole et Agro-Alimentaire (FNRAA) qui assurera le fonctionnement de projets de recherche soumis à un comité de sélection,
- L'appui institutionnel à l'ITA et à l'ISRA qui comporte un important volet formation,
- La mise en place de l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR) pour laquelle nous sommes sollicité pour la formation des responsables régionaux.
- L'appui aux organisations paysannes par le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR).

¹Changement en Ouolof

Cette note d'information concerne quelques activités des équipes CIRAD en poste au Sénégal ainsi que celles menées par les collègues montpelliérains en mission.

Elle met en exergue les actions en cours ou en négociation, pouvant contribuer à la relance stratégique définie dans la note de la direction scientifique du 9 Juin 2000 et celles concernées par les délibérations du Conseil d'Administration du 21 Juin 2000 sur la définition d'une politique d'objectif pour le CIRAD.

Notre souci de diversification des partenaires publics ou privés a permis de faire évoluer nos relations avec l'ISRA qui de plus en plus devient un partenaire scientifique que nous associons à la plupart de nos interventions. L'implication du CIRAD-Sénégal dans des dispositifs sous-régionaux devient un objectif prioritaire. Au niveau national, les activités d'appui à l'a formation et à l'IST concernent de nombreuses institutions du SNRA dans la recherche, l'enseignement, le développement et les collectivités locales.



En bref :

1. Les dispositifs sous-régionaux
2. Les activités scientifiques
3. Les partenaires nationaux
4. Les appuis institutionnels
 - 4.1. Information scientifique et technique
 - 4.2. Formation et échanges scientifiques
5. L'appui à la décentralisation
6. Les actions à envisager
7. L'effectif CIRAD au Sénégal

1. Les dispositifs régionaux et sous régionaux.

Différents modèles existent au Sénégal : centres d'excellence, réseau, pôle, projet régional. Cinq dispositifs sont animés depuis le Sénégal :

- Le CERAAS : Centre d'Etude Régional pour l'Amélioration de l'Adaptation à la Sécheresse.
2 chercheurs CIRAD (CA et AMIS)
7 pays africains, 2 Amérique du Sud, 1 Asie du Sud-Est
Partenaires : CORAF, IRD, Universités du Sud et Européennes.
- Le GGP : Groundnut Germplasm Project
1 chercheur CIRAD (CA), chef de projet
5 pays africains
Partenaires : CORAF, ICRISAT
- Le PSI : Pôle sur les Systèmes Irrigués
6 chercheurs CIRAD (CA, TERA, FLHOR, EMVT) dont le Coordonnateur régional
4 pays africains
Partenaires : CORAF, IRD, Université Saint-Louis;
- Le Pôle Sylvo-Pastoral :
En cours de création, pôle pluridisciplinaire au Sénégal dans un premier temps avec ambition sous-régionale.
4 chercheurs CIRAD (EMVT et Forêt) pastoraliste, géographe, économiste, sociologue.
Partenaires : CORAF, Université Dakar, Centre de Suivi Ecologique.
- Le Projet Jachère : Projet régional dont l'animation scientifique est assurée par l'IRD
6 pays africains
Partenaires : CORAF, CIRAD

Les chercheurs du CIRAD-Sénégal interviennent également dans des réseaux/observatoires régionaux :

- Observatoire Riz : CIRAD-CA
Guinée, Sénégal, Mali.
- Bases de données sur l'épidémiologie-surveillance des maladies animales CIRAD-EMVT
Projet PARC, Zone OIE
- Réseau ROSELT, CIRAD-EMVT
Pays du CILSS
- Projet fruitier forestier CIRAD-Forêt en collaboration avec ICRAF et IPGRI :
Zone Sahélienne

2. Les partenaires nationaux.

Sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage :

- Le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR)
- L'Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA)

Sous tutelle du Ministère des Mines, de l'Industrie et de l'Artisanat

- L'Institut de Technologie Alimentaire (ITA)

Sous tutelle du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation :

- Les Présidents de Conseils Régionaux et Directeurs des Agences Régionales de Développement (CR et ARD)
- Les Représentants de Communauté Rurale.

Sous tutelle du Ministère de l'Enseignement Supérieur :

- L'Université Gaston BERGER de Saint-Louis (UGB)
- L'Université Cheick Anta DIOP de Dakar (UCAD)
- L'Ecole Supérieure Polytechnique de Dakar (ESP)
- L'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Thiès (ENSA)

Avec les sociétés de développement :

- Le Comité National Interprofessionnel de l'Arachide (CNIA)
- L'Association pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) Antenne de Saint-Louis.
- La Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal et des Vallées du Fleuve Sénégal et de la Falémé (SAED)
- La Société des Conserves Alimentaires du Sénégal (SOCAS)
- La Société de Gestion des Abattoirs du Sénégal (SOGAS)

3. Les activités scientifiques.

Elles concernent :

- la sélection et l'amélioration des plantes pour l'adaptation et la résistance à la sécheresse
- la conservation des ressources génétiques forestières
- l'agronomie de l'arachide de bouche en culture pluviale et irriguée et la résistance aux conditions de contamination à l'aflatoxine
- les études de filières riz et cultures maraîchères
- la gestion des terroirs dans la vallée du Fleuve
- le périurbain : contrôle de la qualité de produits avicoles et laitiers
- médecine vétérinaire : pathologie parasitaire
- production animale : alimentation, productivité, pastoralisme.
- la diversification des spéculations dans les systèmes de production sous irrigation.

4. Les appuis institutionnels.

Ces appuis concernent en particulier la formation et l'IST, deux des missions du CIRAD. Le Conseil d'Administration insiste fortement sur ces deux missions appuyé également par les réflexions de la D.S. dans le cadre de la relance stratégique.

4.1. L'information scientifique et Technique.

Au Sénégal, un important programme d'appui à la modernisation et à l'informatisation des circuits documentaire est actuellement opérationnel avec le soutien d'un projet FAC. Il concerne l'ISRA, l'ITA, le CERAAS avec l'appui technique des services IST et IT du CIRAD et de l'IRD. Le Délégué IST du CIRAD est le correspondant du projet. Deux volets sont en cours d'exécution :

- équipement : aménagement de locaux, matériel informatique, mise en réseau, documents bibliographiques;
- formation : information, animateur de réseau, numérisation et outils documentaires. Stages de formation de groupes au Sénégal et stages individuels de courte durée au CIDARC/Montpellier.

4.2. Formation et échanges scientifiques.

*** Formation diplômante :**

C'est une activité très importante pour laquelle il faut apprécier le dynamisme de l'ensemble des chercheurs de l'équipe CIRAD-Sénégal.

Plus d'une vingtaine d'étudiants ont été accueillis et encadrés par un chercheur CIRAD. Ces étudiants, la plupart en formation de troisième cycle ou d'Ecoles françaises et également d'institutions sénégalaises : ENEA, ENSUT, UCAD, UGB, ENSA.

Deux étudiants-chercheurs en cours de finalisation de thèse-sandwich (ENSAM-USTL) bénéficiant de l'appui logistique de la Représentation.

*** Formations professionnelles :**

Ateliers et stages de groupe au Sénégal co-organisés et animés par le CIRAD :

- ✓ Relations entre recherche agricole et organisations paysannes,
- ✓ Atelier projet Jachères
- ✓ Atelier sur les attaques de Benisia sur le cotonnier
- ✓ Atelier de lancement de l'observatoire Riz
- ✓ Atelier sur le périurbain.

Relations Enseignement/Formation/Recherche.

- ✓ Avec l'Université de Dakar (UCAD) qui intervient dans la formation diplômante (CESS) délivrée par le CERAAS.
- ✓ Avec une équipe pluridisciplinaire de l'Université de Saint-Louis (UGB) et les travaux d'un chercheur TERA sur les plans d'occupation et d'aménagement des sols dans une communauté rurale de la Vallée du Fleuve Sénégal.

5. Appui à la décentralisation.

C'est une activité qui a débuté en 1999 à la demande du Conseil Régional de Saint-Louis dans le cadre du projet de développement institutionnel, programme d'appui aux régions financé par le 8ème FED. Les travaux réalisés par CIRAD-TERA ont pour objectifs de formuler des propositions pour l'organisation et le fonctionnement des Agences Régionales de Développement. Celles-ci regroupent les collectivités locales (communes et communautés rurales) auxquelles sont transférées les responsabilités de l'Etat concernant le développement local.

Les premières études réalisées pour le Conseil Régional de Saint-Louis, en collaboration avec un consultant sénégalais seront étendues à d'autres conseils régionaux qui nous ont sollicité.

Notre contribution à la définition des grandes lignes des projets pour les ARD leur permet également de soumettre des requêtes de financement pour le démarrage de leurs activités.

6. Les actions à envisager.

Les propositions de contribution ou d'implication de la DRE et du Représentant au Sénégal en appui aux départements pour des actions nouvelles ou en émergence sont les suivantes:

- poursuivre et renforcer notre appui à la décentralisation,
- le montage de projets régionaux : Pôle sylvo-pastoral (Forêt et EMVT), projet sur les systèmes irrigués (TERA et CA),
- le renforcement de notre coopération avec l'enseignement supérieur (AMIS et TERA),
- l'implication dans la composante ISRA/ITA du PSAOP (DESI, DIT et DIST),
- l'implication dans les composantes concernant les organisations professionnelles agricoles du PSAOP (TERA),
- la redynamisation des accord-cadre avec le CNCR (TERA) et l'ITA (AMIS, CA),
- un débat sur les conditions d'application de l'accord-cadre avec l'ISRA, les termes et sa mise en oeuvre pour un partenariat scientifique équilibré (concerne la Représentation et tous les départements sauf CP).

7. L'Equipe CIRAD-Sénégal (Voir tableau).

- 15 Chercheurs sur ER
- 03 Chercheurs sur poste ATD
- 02 Chercheurs CSN
- 01 Chercheur sur contrat local

ZIMBABWE

La représentation du CIRAD au Zimbabwe

Dominique DULIEU août 2000

Le contexte

La présence du CIRAD en Afrique australe anglophone est récente. Ce n'est qu'à partir du 1^{er} janvier 1993 que des activités de projets, agricoles au sens large, menées par plusieurs techniciens émargeant au budget du MAE et d'abord rattachés au Service Culturel de l'Ambassade de France à Harare, ont été fédérés et intégrés à la structure du CIRAD.

Le trois premiers projets menés étaient essentiellement centrés sur les productions animales, domestiques puis sauvages, et c'est donc le département EMVT qui a officiellement démarré et poursuit encore activement à ce jour, une coopération scientifique et technique avec le Zimbabwe.

Les effectifs moyens se situent bon an mal an autour de quatre à six expatriés auxquels il convient d'ajouter au minimum trois à quatre stagiaires de longue durée, et une dizaine d'agents de statut local, dont un cadre-technicien. L'ensemble du dispositif est géré par le programme Econap.

Trois projets sont actuellement menés, dans le domaine de l'Environnement (Gestion de la Biodiversité, Appui aux Parcs Nationaux, Ecologie comparée), qui constitue aujourd'hui le secteur privilégié d'intervention de l'Etablissement dans le pays. C'est essentiellement sur ces thèmes (faune sauvage, gestion des ressources) que la légitimité du CIRAD s'est construite, dans un contexte anglo-saxon où la science française n'était pas forcément la bienvenue. Sept ans après avoir initié ses actions au Zimbabwe, le CIRAD bénéficie désormais d'une reconnaissance de ses principaux partenaires scientifiques, nationaux et internationaux (Université, WWF, Parcs Nationaux, etc).

D'autres activités, relevant de différents programmes du CIRAD (Ecopol, Coton, etc) devraient être menées au Zimbabwe dans les toutes prochaines années. Ces activités sont dépendantes de financements extérieurs (AFD, FFEM) qui sont à ce jour suspendues pour les raisons politiques que l'on connaît, mais qui sont en passe d'être réglées avec la normalisation du processus de réforme foncière qui se dessine. On peut donc raisonnablement augurer que les effectifs de la représentation seront augmentés de plusieurs unités d'ici 2002 et que de nouveaux partenariats scientifiques seront mis en place rapidement.

En dépit de cette installation significative, la représentation du CIRAD n'a toujours pas « régularisé » sa situation vis à vis des autorités nationales et bénéficie toujours d'un statut diplomatique, qui a le mérite de faciliter grandement l'existence et le travail des chercheurs en poste et d'éluder jusqu'à présent la question fiscale.

Cette situation ne pourra cependant pas s'éterniser et les services de l'Ambassade ont donc formellement demandé au CIRAD de réfléchir activement à ce problème et de proposer d'ici l'horizon 2001 un projet de convention d'établissement.

Une part importante de l'activité de la représentation est consacrée à cet aspect.

Les points saillants de l'activité de la représentation en 2000 et 2001.

1 Comme il a été dit, le CIRAD travaille actuellement au processus qui doit permettre à l'Etablissement de bénéficier d'un statut officiel au Zimbabwe.

Pour cela, il a besoin :

- de formaliser et consolider les partenariats scientifiques qu'il a déjà établis dans le pays au fil des années.

La formule retenue pour parvenir à cet objectif a été la signature de *memorandums of understanding*, dont le premier l'a été début 2000 à Paris, lorsque le Directeur général de l'ARDA (*Agricultural Research and Development Authority*) s'est rendu au SIA à l'invitation de Bernard Bachelier.

Un second *MOU* est actuellement en cours de négociation avec la *Direction of National Parks and Wildlife Management*, et pourrait être signé lors de la prochaine tenue de la Commission mixte franco-zimbabwéenne en novembre 2000.

- d'ouvrir la discussion avec d'autres partenaires potentiels, qui pourraient répondre aux besoins des projets futurs qui seront menés dans les domaines de l'agriculture durable, de la filière coton, et de la séquestration du carbone, en particulier).

Pour ce faire, des contacts ont été pris avec plusieurs institutions, dont la Direction de la recherche et des Services spécialisé du Ministère de l'Agriculture, et le SIRDC.

Là encore, le but est de parvenir à des accords cadres écrits qui pourront asseoir le processus d'installation officielle proprement dit.

A noter que l'actuel ministre de l'Agriculture et le Vice Ministre de l'Environnement, qui l'un et l'autre connaissent et apprécient le CIRAD, se sont proposé pour appuyer l'Etablissement lorsque la démarche administrative sera introduite dans le circuit officiel.

- d'identifier le statut qui permettra à l'Etablissement de mener à bien ses activités scientifiques, mais aussi commerciales, car c'est bien de cela qu'il s'agit, le tout dans un contexte fiscal favorable.

Cet aspect est sans doute le plus « épineux » et demandera cette année encore à être approfondi, notamment avec l'aide de services juridiques de la place et de ceux du CIRAD.

2 Un aspect important de l'activité de la représentation sera cette année encore, de faire connaître l'Etablissement dans la région, de faciliter les contacts entre équipes et répondre aux besoins de partenariats manifestés par les filières (c'est le cas actuellement de la filière porcine française qui est sollicitée à travers le CIRAD, par le syndicat de producteurs zimbabwéens par exemple).

A noter que le Zimbabwe constitue toujours la deuxième puissance économique en Afrique au sud de l'Equateur et qu'il s'agit d'un pays agricole moderne, où les possibilités de partenariats avec les différents secteurs de production, sont immenses (horticulture, irrigation, canne à sucre, arboriculture fruitière, forêts, etc etc).

---- Enfin, il convient d'ajouter que le processus enclenché ne pourra être poursuivi qu'avec une intervention significative de la DRE, en terme d'appui (notamment juridique), le temps passé à poursuivre notre action étant forcément pris sur celui des activités de recherche proprement dites.

ASEAN

POUR UNE STRATEGIE EN ASIE DU SUD EST

GILLES MANDRET

L'importance des zones de plaine et de deltas irrigués en Asie du sud-est n'est plus à démontrer: La majorité de la population et de la production agricole s'y trouvent généralement concentrées. C'est là que se joue une grande partie de l'avenir de l'agriculture de cette région. Cependant, de fortes concentrations de population conduisent souvent à des petites surfaces par exploitation. Ces petites exploitations n'ont généralement pas assez de leurs seules activités agricoles pour subvenir à leurs besoins et recourent aux activités extra-agricoles pour améliorer leurs revenus.

Dans l'avenir, ces zones auront à modifier leurs productions en réponse aux changements d'habitudes alimentaires de populations aux revenus croissants, qui consomment de plus en plus de viande et d'aliments autre que le riz. Elles devront aussi continuer à intensifier pour subvenir aux besoins nationaux en riz, qui demeureront importants, et à diversifier leurs productions agricoles. Les comportements des agriculteurs de ces zones, déjà malaisés à comprendre de par la complexité des systèmes de production, deviennent très difficiles à prévoir quand on prend en compte le fait qu'ils dépendent aussi fortement de la dynamique de développement des secteurs non agricoles. Cependant, les interactions entre la production rizicole, la diversification agricole, l'urbanisation qui empiète sur des zones fertiles et la demande de main d'oeuvre des secteurs non agricoles pèsent lourdement sur l'avenir de la sécurité alimentaire et de la qualité de l'alimentation des habitants de la zone.

Les pays d'Asie du sud-est doivent donc, malgré les difficultés rencontrées, chercher à comprendre et orienter l'évolution de leurs "greniers à riz" surpeuplés. Des politiques adaptées doivent prendre en compte l'ensemble des dynamiques et des interactions en jeu. Une différence doit cependant être faite entre la Thaïlande (pays possédant une industrialisation et un fort développement agricole) et ses proches voisins, beaucoup plus pauvres, comme le Cambodge, le Laos et le Viet Nam qui dépendent beaucoup de l'aide extérieure.

Dans les pays d'Asie du sud-est, les zones à agriculture pluviale représentent une part faible - et parfois marginalisée - de la population totale ; ainsi, moins de 15% de la population du Viet Nam vit dans les zones pluviales. Cependant, ces zones représentent souvent une très grande partie du territoire (51% du territoire du Viet Nam). Dans ces zones subsistent les derniers restes de forêt tropicale, importante source de diversité biologique (la cordillère anamite fait partie des 8 premiers points chauds mondiaux de biodiversité). Mais l'insuffisance locale de la production vivrière implique souvent une déforestation rapide du fait des cultures sur brûlis ou une exploitation forestière incontrôlée. D'où de grands programmes de reforestation et de lutte contre l'érosion.

Les zones pluviales sont aussi des terres d'accueil de la surpopulation des deltas irrigués. Dans le cas du Viet Nam, les fortes densités de population des plaines irriguées du nord et du centre (qui atteignent plus de 1000 habitants/km²) ont conduit le gouvernement, depuis de nombreuses années, à favoriser de grands mouvements de migration des deltas vers les montagnes du nord et les hauts plateaux du centre. Ces zones peuvent devenir des sources de diversification (élevage, plantations pérennes) de l'agriculture des pays de cette région du monde. Mais l'enclavement rend souvent difficile la circulation de l'information et des marchandises comme le développement de la formation. Ces zones ne surmonteront leurs handicaps qu'en s'intégrant aux marchés des produits. Ainsi, même si elles ne représentent qu'une faible partie de la population, les zones à culture pluviale représentent un enjeu important pour l'avenir des pays d'Asie du sud-est. Encore faut-il bien comprendre ce qui s'y passe et cerner ce qui peut y être fait, les phénomènes observés sont en effet issus d'interactions complexes entre les individus, l'environnement et le milieu extérieur.

LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT EN ASIE DU SUD EST

L'aide publique multilatérale et bilatérale ne représente qu'une part marginale des ressources financières extérieures des pays d'Asie de l'Est, à l'exception des plus pauvres (Cambodge, Laos, Vietnam). Du point de vue des modalités de financements extérieurs des économies asiatiques, trois groupes de pays se dégagent :

- les pays pauvres (Cambodge, Laos, Vietnam) qui ont des besoins de financements extérieurs élevés (12-14 % du PIB), couverts principalement par l'aide publique bilatérale et multilatérale (40 à 70% des flux nets de capitaux, 70 à 100 % de la dette extérieure) et les investissements directs étrangers (30 à 60% des flux nets de capitaux);
- les pays émergents à croissance forte (Chine, Malaisie, Thaïlande, Corée du Sud). Leurs besoins de financements extérieurs sont plus modérés (6-10 % du PIB), principalement couverts par des flux de capitaux

privés (80 % environ). Les transferts officiels jouent un rôle marginal (moins de 15 % de flux, moins de 30 % de la dette extérieure), sauf en cas de crise financière grave;

- les pays émergents à revenu médian, souffrant de problèmes structurels durables et d'un manque de confiance des investisseurs étrangers (pays "à risque" comme l'Indonésie ou les Philippines). Leurs besoins de financements extérieurs sont modérés (5 % du PIB environ, très largement couverts avant la crise par des financements privés (90 %, sous forme de prêts bancaires et d'IDE). Mais ils éprouvent maintenant des difficultés à emprunter des fonds auprès des créanciers privés : l'aide publique bilatérale représente 20-25% de la dette extérieure, et l'aide publique multilatérale 20 %.

LA FRANCE ET LES INSTITUTIONS MULTILATÉRALES DE DÉVELOPPEMENT

- Les institutions multilatérales de développement (IMD) sont le principal vecteur de l'aide française au développement en dehors de la Zone de Solidarité Prioritaire (dans la ZSP par exemple, la France est le deuxième bailleur de fonds du Viet Nam, après le Japon).
- La France est le quatrième bailleur de fonds des IMD, et ses contributions annuelles représentent plus de 13 % de l'aide publique française au développement.
- La France est favorable à un renforcement des institutions financières multilatérales.

LA BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Créée en 1966 pour financer le développement économique et social des pays adhérents en développement, la Banque compte aujourd'hui 58 pays-membres dont 42 régionaux et 16 non régionaux que l'on peut classer en 39 pays en développement et 19 développés. La Banque a une structuration "géographique" Ouest et Est. Au sein de chacune des divisions coexistent une structure Programme/Pays, avec des responsables Pays, et une structure Secteur/Projet, avec des responsables Projet. La division Est abrite, en plus, le bureau de Cofinancement et le "Central Operations Services Office" (COSO), chargé du recrutement des bureaux d'études et du suivi des contrats de fournitures et de travaux, alors que la division Ouest abrite, en plus, le bureau en charge du secteur privé ainsi que l'"Economics & Development Resource Center".

Il y a 2000 employés de 39 nationalités (dont 17 français) répartis en 11 Missions Résidentes et 3 Bureaux Régionaux de Représentation (Washington/95, Tokyo/96 et Francfort/96). Le Bureau européen couvre 15 pays avec l'adhésion du Portugal en Mai 2000. Orienté au départ sur le secteur privé, le Bureau de Francfort est désormais prioritairement axé sur le secteur public au sens large (Chambre de Commerce, Ong, Media, Consultants, Recherche).

Capital de la Banque

Les 2/3 du capital de la Banque proviennent des pays de la zone Asie. Les principaux actionnaires sont le Japon (16.1%), les Etats-Unis (16.1%), la Chine/PRC (6.6%), l'Inde (6.5%), l'Australie (5.9%). Le capital est composé de Ordinary resources (OCR) pour 49 Milliards de dollars (72% des prêts en cumul) et de Special Funds réservés aux pays les plus pauvres. Ces Special Funds sont:

- ADF (Asian Development Fund),
- TASF (Technical Assistance Special Fund),
- JSF (Japan Special Fund) qui a permis à la banque de mobiliser 622 Millions de dollars,
- ACCSF (Asian Currency Crisis Support Facility),
- Funds from bilatéral & multilateral sources.

Fonds Fiduciaire français/Trésor

Depuis sa création ce fonds fiduciaire français délié, logé auprès de l'ADB, a représenté en cumulé 90 Millions de francs et il devrait être abondé de 30 Millions de francs supplémentaires en 2000. Il est destiné à financer de l'assistance technique au sens large. Tous les domaines sont éligibles ainsi que tous les pays sous réserve qu'ils soient membres de l'ADB. L'initiative de la mobilisation du Fonds Fiduciaire français appartient à la Banque mais c'est le Trésor français qui le gère (Sandrine Paillet). Seule condition, le projet en question qui doit suivre doit être sécurisé par l'obtention d'un financement de la Banque.

Le financement des opérations d'Assistance Technique, sous forme de dons, provient du Fonds Spécial d'Assistance composé des ressources propres de la Banque, du Fonds Spécial Japonais (Japan Special Fund, JSF) et des sources bilatérales (Fonds Fiduciaires) et multilatérales (PNUD par exemple). Comme pour le Fonds fiduciaire français, il n'y a pas à la BAD de Fonds Fiduciaires liés.

Opérations de Prêts

De 1966 à 1999 (en cumulé), la Banque a accordé 1715 prêts (66 en 99) pour 1551 projets (52 en 99) à 37 pays pour un total de 82.3 Milliards de dollars soit des prêts annuels de 6 à 7 Milliards de dollars. Les principaux pays bénéficiaires sont l'Indonésie avec 16.9 Milliards de dollars (17,03%), le Pakistan avec 9.6 (9,80%), la Chine (PRC) avec 9.3 (9,43%), l'Inde avec 7.7(7,88%), les Philippines avec 7.1 (7,37%), la Corée (6,34%). En 97, la Corée était le principal pays bénéficiaire, en 98 et 99 c'était l'Indonésie.

Les secteurs les plus concernés sont l'énergie (21.5%), les transports et communications (19.5%), l'agriculture et le développement rural (18.8%).

L'assistance technique de l'ADB

La BAD finançant elle-même ses projets d'Assistance Technique, la sélection des bureaux d'études ou des experts indépendants se fait à travers des appels d'offres internationaux. Les projets d'Assistance Technique financés par dons sont généralement des études préparatoires (factibilité...), des études d'ordre institutionnel ou des études régionales. Une étude de factibilité est généralement financée par la BAD à hauteur de 500 000 US \$. Elle peut déboucher sur un projet financé généralement à hauteur de 30 millions de US \$.

L'origine de la conception des projets est multiple : l'initiative vient soit du pays demandeur, soit du responsable Projet (sectoriel) de la Banque. Le responsable Projet élabore les termes de références de l'étude concernée soit de son propre chef, soit sur proposition du pays demandeur, soit à partir de termes de référence déjà préparés par le pays demandeur. Dans tous les cas de figure, ce travail s'effectue en concertation avec les responsables Programme de la Banque ainsi qu'avec les officiels du pays demandeur.

Les principales sources d'informations en amont sont les publications "Country Program Notes" (programme roulant sur trois ans par pays) et "ADB Business Opportunities" ou Blue Book (disponible aussi sur le site Internet de la BAD), les responsables projets de la Banque, les responsables de l'agence exécutrice et les Postes d'Expansion Economique des pays concernés. L'information la plus en amont se trouve dans des documents, à circulation interne uniquement, intitulés "Country Assistance Plans" (CAP). Les CAP sont élaborés, pour chaque pays, à la suite des missions-pays effectuées en début de chaque année ; celles-ci ont pour but de confirmer la liste des projets à entreprendre dans l'année et de préparer le futur programme roulant sur trois ans. Ces CAP sont apparemment compilés, l'année suivante, dans la publication "Country Program Notes" (CPN).

Consulting Services Division

Différents types d'intervention ont été financés pour 173 Millions de dollars en 99 :

- PPTA/ Project preparation : 1304 études à fin 99
- Project implementation
- ADTA/ Advisory services : 2025
- RETA/ Regional : 894
- Small scale project

Les secteurs concernés sont l'Agriculture qui représente 32% des activités, Social infrastructure 18%, Transport & Communications 13%, Energy 10%, Finance 7%.

Private Sector

La Banque est actuellement en train de réviser entièrement sa stratégie concernant le secteur privé. Il s'agit de prendre en compte la "bonne gouvernance", l'intermédiation financière, les partenariats public/privé et la coopération régionale et sous-régionale. Ce secteur représente 5% du total de l'activité avec 12 pays qui reçoivent 80% des prêts.

Co-financing

6 Milliards de dollars en cumulé soit 200 à 300 Millions de dollars par an. L'énergie représente 47% et l'Agriculture et le développement rural 12%. Les principaux pays bénéficiaires sont la Chine (PRC avec 19%, les Philippines 17%, Pakistan 17%, la Thaïlande 13%, le Vietnam 7%, l'Inde 6%).

En conclusion, l'ensemble des pays développés, avec 40% capital, obtient 90% des marchés. La France obtient 10 à 12% des marchés. En comparaison la Grande-Bretagne avec seulement 2% du capital obtient 17% des marchés. Pour la France, le ratio Contribution (816) / Procurement (1,092) est de 1.34. Il est de 3.29 pour la Suisse.

Principaux bureaux d'études français ayant remporté des contrats sur la période 1993-1997

	Services liés à des projets d'infrastructures		Projets d'assistance technique	
	Nombre de contrats	Montants (M USD)	Nombre de contrats	Montants (USD)
BCEOM	6	23,68	4	4,38
SOGREAH Ingénierie	3	16	3	1,51
SYSTRA			4	3,26
Beture-Setame	3	3,83		
BEICIP-FRANLAB			3	1,52
SODETEG	2	2,86		
ADEME			2	0,95
CIRAD	1	1,03		
EDF	1	0,94	3	0,83

Source BAD

LA BANQUE MONDIALE

- Objectif: réduire la pauvreté, en renforçant les structures économiques et sociales des pays en développement et en facilitant leur intégration dans l'économie mondiale.

La Banque mondiale intervient en Asie du Sud Est principalement à travers trois de ses institutions :

- La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD). $\frac{3}{4}$ des prêts de la BM.
- L'Association Internationale de Développement (AID). $\frac{1}{4}$ des prêts de la BM.
- La Société Financière Internationale (SFI).

Le rôle de la BIRD

- Fournir une aide financière et technique aux gouvernements des pays en développement à revenu moyen ou faible (moins de 5445 USD par habitant), mais solvables.
- Prêts à taux de marché, remboursables sur 15-20 ans avec période de grâce de 5 ans, jamais de don.
- Exigence d'efficacité: les projets de développement financés doivent présenter un taux de rendement économique d'au moins 10 %.
- La BIRD se finance sur les marchés de capitaux internationaux.

Le rôle de l'AID

- Son rôle est de permettre aux pays très pauvres (moins de 895 USD par habitant) de bénéficier de l'aide de la Banque mondiale.
- Prêts à taux concessionnels (0,75 %), remboursables sur 35-40 ans avec période de grâce de 10 ans, jamais de don.
- 5-6 Md USD de prêts par an (tous pays confondus) dont 90 % accordés aux pays les plus pauvres (moins de 650 USD par habitant)
- Exigence d'efficacité et de sélectivité dans la distribution de l'aide, concentrée sur les pays dont les performances macroéconomiques et structurelles sont les plus satisfaisantes.
- L'AID est financée par des contributions volontaires des pays les plus riches. 40 pays contributeurs (pays développés et grands pays émergents).
- Autres ressources:
 - transfert des revenus dégagés par la BIRD;
 - remboursements de prêts AID par les pays clients.
- Les ressources 1999-2000: permettent de financer 22 Md USD de prêts

Le rôle de la Société Financière Internationale

- Elle a pour objectif d'aider au financement de projets d'investissement privés dans les pays en voie de développement en jouant un rôle de catalyseur afin d'aider ces pays à attirer davantage d'investissements étrangers.
- La SFI est la première source de financement multilatérale du secteur privé, sous forme de prêts ou de participation, en général en partenariat avec des investisseurs privés.
- Elle fournit aussi une aide technique aux gouvernements : conseils sur la réglementation des investissements, aide à la mise en place de marchés de capitaux domestiques (rédaction des lois et règlements, mise en place des institutions, lancement d'émissions pilotes).

LE FOND FIDUCIAIRE ASEM

- Fond créé lors du deuxième sommet Asie-Europe (ASEM) en avril 1998, pour aider les pays asiatiques à sortir de la crise.
- Financement de projets d'assistance technique dans deux domaines: restructuration du secteur financier et lutte contre la pauvreté.
- Dotation: 42 millions d'euros pour 18 mois (1999-2000). La France est le plus important contributeur après la Commission Européenne.
- Le Fonds ASEM est géré par la Banque mondiale.
- Conjugaison de l'approche bilatérale classique et d'une approche thématique par secteur.
- 63 projets ont été réalisés en un an pour un montant de 39,6 millions USD. Principaux bénéficiaires: Thaïlande (18%), Indonésie (16%), Philippines (14%).

FLUX FINANCIERS EN ASIE DU SUD-EST

Flux financiers reçus par les
pays d'Asie

FLUX en M\$ (97+98:2)	Birmanie	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour (94+95:2)	Vietnam	Thaïlande	TOTAL
Flux nets	191,7	339,7	7254,2	336,8	621,0	4827,0	4986,6	1670,1	7745,2	27972,3
AID	-3,5	24,8	-20,8	32,3	0,0	7,0	0,0	216,7	-2,0	254,5
BIRD	0,0	0,0	117,0	0,0	66,7	-103,5	0,0	0,0	285,1	365,3
BAAsD	-6,4	20,0	529,2	74,6	12,6	190,4	0,0	137,7	511,2	1469,3
UE	2,6	32,9	19,2	14,3	0,9	39,2	1,5	22,9	28,0	161,5
France	100,8	25,2	63,0	14,9	139,0	306,7	170,2	113,2	257,3	1190,3
APD	46,1	335,3	1041,6	304,5	-21,8	644,0	16,8	1075,1	654,2	4095,8
Crédits	6,0	46,0	1249,9	119,3	286,1	628,3	0,0	700,5	608,7	3644,8
Dons	102,9	291,5	567,3	190,2	94,4	425,3	25,5	447,2	282,3	2426,6
D gr. BM	-3,5	24,8	-20,8	32,3	0,0	7,1	0,0	216,7	-2,1	254,5
D gr. BAAsD	-6,0	20,0	7,8	74,6	0,0	35,2	0,0	137,7	-1,6	267,7
D Union Euro	2,6	32,9	15,2	14,3	0,9	35,3	1,5	22,9	15,5	141,1
D fam. NU	25,2	22,7	22,4	11,5	3,2	13,3	0,5	35,5	13,4	147,7
UNDP	15,3	13,7	6,5	6,2	0,7	6,7	0,0	12,7	3,2	65
D France	1,8	24,3	18,5	13,3	-0,5	18,3	3	65,1	7,4	151,2
D/TOTAL	24%	99%	14%	90%	-4%	13%	0%	64%	8%	15%
D BM/Total	-8%	7%	-2%	11%	0%	1%	0%	20%	0%	6%
D BAAsD/Total	-13%	6%	1%	24%	0%	5%	0%	13%	0%	7%
D UE/Total	6%	10%	1%	5%	-4%	5%	9%	2%	2%	3%
D/h/an	1,0	31,6	5,2	62,1	-1,0	8,6	5,4	14,0	10,7	
Définitions:										
D: ensemble des ressources fournis aux PVD et aux instit. multilatérales par organismes officiels et sont dispensées dans le but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie, qui revêtent un caractère de faveur (élément de libéralité > 25%).										
Flux nets totales nettes (flux nets) : APD + autres transactions publiques bilatérales ou multilatérales non libérales										
Variations des actifs bilat. à long terme: crédits exportation garantis, investissements privés directs, prêts bancaires privés.										
FLUX en M\$	Birmanie	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philippines	Singapour	Vietnam	Thaïlande	TOTAL
Flux nets	191,7	339,7	7254,2	336,8	621,0	4827,0	4986,6	1670,1	7745,2	27972,3
Crédits	172	235	6585	197	621	4680	4984	1214	6886	25574
Invest. directs	107	-3	2271	0	503	1246	2960	88	2685	9857
Multilatéraux	40	106	675	140	83	148	2	457	862	2513
APD	46,1	335,3	1041,6	304,5	-21,8	644,0	16,8	1075,1	654,2	4095,8
Crédits	25	230	1017	165	-23	548	15	649	638	3264
Multilatéraux	21	106	29	139	4	97	2	427	19	844
APD multi.	46%	32%	3%	46%	18%	15%	12%	40%	3%	21%
DE/APD	232%	-1%	218%	0%	-2307%	193%	17619%	8%	410%	241%

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Les objectifs généraux de la Communauté Européenne en Asie figurent dans la communication de la Commission pour une nouvelle stratégie en Asie¹, approuvée par le Conseil Européen en décembre 1994. Cette stratégie a un volet politique et un volet économique et social (aide au développement et renforcement de la présence économique européenne en Asie). Par ailleurs, des objectifs plus ciblés figurent dans les communications relatives à la Chine, l'Inde et l'ASEAN. Dans le cadre des accords de coopération signés avec la majeure partie des pays et des régions d'Asie², les commissions mixtes annuelles ou bi-annuelles précisent les domaines d'intervention communautaire.

L'élaboration des projets est réalisée par les services de la commission (DGI ou DGIB), qui fait appel à des consultants extérieurs pour les missions d'évaluation des besoins et le montage technique. C'est également la Commission qui lance les appels d'offre. Les projets sont soumis au comité PVD ALA, compétent pour la coopération financière et technique et la coopération économique.

Les interventions communautaires en Asie sont éclatées sur plusieurs lignes budgétaires. Ces lignes budgétaires n'étant pas toutes spécifiques à l'Asie, une partie des interventions communautaires consacrées à ce continent n'est donc pas identifiée dans les documents budgétaires. Dans cette note, les actions communautaires seront regroupées en quatre grands domaines, indiqués dans le tableau suivant:

Domaines d'intervention	lignes budgétaires	Commentaires
Assistance financière et technique	B7 300	Ligne spécifique Asie
Coopération économique	B7 301	Ligne spécifique Asie
Aide alimentaire et humanitaire	B7 200, 201, 202, 210, 212, 217, 219	Pas d'identification des crédits Asie
Divers	B7 600, 611, 620, 621, 631, 641, 643, 660, 702, 870, 872	Pas d'identification des crédits Asie (ONG, rôle de la femme, environnement, drogue, SIDA, démographie, réhabilitation et reconstruction, coopération décentralisée, actions extérieures de coop., droits de l'homme et démocratie, accords de coopération, promotion de l'investissement)

L'augmentation forte des crédits d'engagement jusqu'en 1996. Les actions de la Communauté en Asie se sont fortement développées sur la dernière décennie. Toutes lignes budgétaires confondues, le budget total des interventions en Asie est passé de moins de 1500 Mécu sur la période 1986-1990 à 2500 Mécu sur la période 1991-1995³, soit une augmentation de deux tiers. Le volume annuel moyen des crédits est passé de 300 à 500 Mécu. Il est à noter que le décalage entre les crédits d'engagement et de paiement tend à s'accroître: sur la période 1991-1995, les paiements ont représenté en moyenne 57% des engagements, contre 67% durant les 5 ans précédents. Cela reflète le caractère pluri-annuel des programmes mais témoigne aussi des difficultés de mise en oeuvre des actions de coopération "sur le terrain".

Le tassement des crédits d'engagement depuis 1997. En 1996, les crédits d'engagement du chapitre B7-30 ont légèrement augmenté par rapport à 1995, mais cette évolution résultait de deux phénomènes distincts: la coopération économique augmentait sensiblement (+ 15%), tandis que la coopération financière et technique était

¹ Cette stratégie recouvre 26 pays d'Asie orientale, d'Asie du Sud-Est méridionale. Les relations avec les 5 républiques d'Asie centrale sont traitées dans le contexte de la CEI.

² Treize accords ont été signés. Dix accords ont été ratifiés: Bangladesh, Chine, Inde, Macao, Mongolie, Népal, Pakistan, Sri Lanka, Vietnam, ASEAN. En outre, l'accord UE/Laos vient d'être approuvé par le CAG, l'accord Corée est en cours de ratification, le Parlement a reporté l'approbation de l'accord UE-Cambodge. L'ASEM reste un processus sui generis, fondé par la déclaration de Bangkok du 1/3/1996.

³ Le règlement PVD ALA de 1992 requiert, à la fin de chaque période de cinq ans, un rapport de la Commission évaluant les projets et programmes mis en oeuvre. Il est encore trop tôt pour 1995 - 2000.

stable en écus courants. On constate un léger tassement des crédits d'engagement en 1997⁴ (baisse de -1,3% répartie également entre les deux lignes). Le budget 1998 (après la deuxième lecture du Parlement) prévoit quant à lui une baisse de crédits d'engagement de l'ensemble du chapitre (cette baisse a toutefois été réduite par le Parlement de -7% à -1,5%). L'effet sur les crédits de paiements, qui continuent d'augmenter en 1998 ne se fera bien sûr sentir que plus tard.

Les pays destinataires. Parmi les pays destinataires de l'aide, ceux d'Asie du Sud prédominent avec 41% du budget cumulé 1991-1995 (toutes lignes confondues). Cette part de l'Asie méridionale reflète le poids, dans le total des interventions de la Communauté en Asie, de l'aide au développement des pays les plus pauvres. Au titre de la Coopération financière et technique et de la Coopération économique, par ordre d'importance, les premiers pays récipiendaires sont l'Inde, le Vietnam, le Pakistan, le Bangladesh et la Chine. L'Asie méridionale bénéficie essentiellement de crédit au titre de la coopération financière et technique, alors que les pays de l'ASEAN bénéficient principalement de crédits au titre de la coopération économique, distribués sur une base régionale.

Les quatre volets de l'action communautaire. Le budget cumulé 1991-95 (crédits d'engagement) se répartit ainsi: 56% pour la coopération financière et technique ; 24% pour les aides d'urgence et humanitaires et l'aide alimentaire ; 10% pour la coopération économique; le solde pour l'environnement, les forêts tropicales, l'éducation des femmes... Hors assistance humanitaire et actions transversables, les contributions destinées aux secteurs productifs et aux infrastructures économiques touchent principalement le secteur primaire (agriculture, forêt : 431 Mécu sur 91-95). S'agissant du secteur secondaire et du tertiaire marchand, les contributions visent en particulier l'énergie (49 Mécu) et le tourisme (64 Mécu), les services de transport et le secteur financier (189 Mécu). Les aides aux services sociaux (éducation, santé...) restent importantes (près de 350 Mécu sur la période)

La croissance de la coopération économique. La coopération de la Communauté avec les pays d'Asie était conçue au départ purement comme de l'aide au développement, à travers le transfert de fonds publics et l'assistance technique. Ce type d'intervention relève de la coopération financière et technique, qui demeure aujourd'hui le premier poste budgétaire de la Communauté en Asie. Destinée aux pays les plus pauvres (en Asie du Sud ainsi qu'au Cambodge et au Vietnam), elle recouvre des projets en matière de développement rural, de santé, d'éducation, d'appui institutionnel, etc...

ASIE DU SUD-EST – MONTANT DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE
(Engagement 1992-1998 MEuros)

PAYS BENEFICIAIRE	92	93	94	95	96	97	98	TOTAL	Moyenne par an
VIETNAM	27	50	27	18	31	71	37	261	37,5
CAMBODGE	23	15	68	37	19	31	65	258	37
PHILIPPINES	51	49	27	52	20	29	5	233	33,5
INDONESIE	33	6	10	66	4	8	7	134	19
THAILANDE	13	9	12	11	9	14	26	94	13
LAOS	4	16	17	15	14	6	10	82	12
MYANMAR									

⁴ Les données suivantes, faute de ventilation géographique de l'ensemble des actions communautaires en Asie, se limitent aux lignes relatives à la coopération financière et technique et à la coopération économique. Ces lignes représentaient, en 1991-1995, environ les deux tiers des actions recensées.

	0	-	3	-	4	3	13	23	3
MALAISIE	0	1	0	0	0	1	0	2	0,5
SINGAPOUR	3	-	-	0	0	0	0	3	0,5
	154	146	164	199	101	163	163	1090	156

On constate depuis le début de la décennie une croissance de la coopération économique, instituée “dans une perspective d’intérêts mutuel” entre la Communauté et les pays partenaires. La coopération économique, destinée notamment aux pays de l’ASEAN, vise à améliorer l’environnement des entreprises et le cadre réglementaire dans les pays partenaires, pour encourager les échanges et les investissements . Elles recouvre des projets concernant la formation des cadres et l’organisation de séminaires, l’assistance technique pour la réglementation des marchés, l’adoption des normes internationales et la protection de la propriété intellectuelle, la mise en place de centres technologiques (pour l’énergie, l’environnement, l’agroalimentaire) et de programmes de transferts de technologie, la facilitation des partenariats entre entreprises, à travers notamment les Centres Européens des Affaires (EBIC)...

Exécution des crédits (en Euros): coopération économique en Asie du sud Est de 1997 à 1998

Pays	Projet	Total à engager sur le poste B7-3010
Laos	EUROTAL	6 000 000
Malaisie	Adaptation du niveau des crédits d'engagement (B98/93/sin/9517)	39 500
Malaisie	EBIC Malaisie	70 000
Malaisie	ESP	927 000
Philippines	Centre d'études européenne II	198 000
Thaïlande	Coastal management (rider 2)	75 600
Vietnam	EBIC EUROPEAN BUSINESS CENTRE IN VIETNAM	2 500 000
Vietnam	Euro-TAP Viet-Recruitment of new programme co-ordinator	946 650
Vietnam	Euro-TAP Vietnam	1 392 000
Vietnam	HRD in Tourism	10 800 000

1997		1998	
Engagé	Payé	Engagé	Payé
		6 000 000	
		39 500	30 000
70 000	59 000		4 200
927 000			
198 000			
75 600			
2 500 000			
946 650			303 605
1 392 000			699 000
10 800 000			

Total réalisé	
Engagé	Payé
6 000 000	
39 500	30 000
70 000	63 200
927 000	
198 000	
75 600	
2 500 000	
946 650	303 605
1 392 000	699 000
10 800 800	

Exécution des crédits (en écus) : coopération financière et technologie en Asie du Sud-Est de 1997 à 1998

Pays	Projet	Total à engager sur le poste B7-3000
Indonésie	East Timor ICRC	970 000
Laos	Waste Water Management of That Luang Marshs	93 800
Philippines	ERP-Earthquake rehabilitation programme :additional commitment	2 600 000
Philippines	SMAP II Upland Development Program in Southern Mindana o	18 300 000
Vietnam	Health Dev. Programme	27 000 000
Vietnam	Integrated rural dev. N. prov	21 900 000
Vietnam	Mekong project dev.facility SME	5 000 000
Vietnam	SEME Development Fund (rider)	184 300
Régional Asie	(CGIAR) Instituts- recherche Agronomique 1997	7 210 000
Régional Asie	A.T. générale (E-AT/C) Asie (framework contract)CC97/B7-3000/LOT 1-2-3	1 500 000
Régional Asie	EVALUATION STUDY 2. FASE IN ASIE	50 000
Régional Asie	Edition & distribution d'un livre et d'un dépliant sur la lutte de la CE contre la pauvreté en Asie	37 189
Régional Asie	Subvention C.G.I.A.R	5 600 000

1997		1998	
Engagé	Payé	Engagé	Payé
970 000		45 500	
93 800	54 514		29 463
2 600 000			
18 300 000			
27 000 000			
19 500 000		5 000 000	
		184 300	
7 210 000		1 500 000	750 000
		50 000	
37 189	18 595		18 595
5 600 000			4 330 000

Total réalisé	
Engagé	Payé
970 000	83 997
93 800	3 100 000
2 600 000	
18 300 000	
27 000 000	
19 500 000	
5 000 000	
184 300	
7 210 000	3 605 000
1500 000	750 000
50 000	
37 189	37 190
5 600 000	4 330 000

ution des crédits (en écus) : coopération financière et technique en Asie du Sud-Est de 1997 à 1998

	Projet	Total à engager sur le poste B7-3000	1997		1998		Total réalisé	
			Engagé	Payé	Engagé	Payé	Engagé	Payé
onal	Paiement divers sur engagements antérieurs à 1997			210 807 430		106 549 012		317 356 442
Total		304 056 289	269 022 000	215 271 830	12 784 300	130 320 786	281 806 300	345 592 620

L'aide communautaire doit être relativisée par rapport à celle des Etats-membres. Selon ses propres estimations, l'aide gérée par la Commission ne représente que 10% environ de l'aide totale de l'Union Européenne (Commission + Etats membres) en Asie. L'action menée dans le domaine de l'aide au développement est complémentaire de celle des Etats-membres. Dans le domaine de la promotion des exportations et des investissements, la compétence reste principalement de niveau national. Toutefois, les interventions de la Communauté en Asie sont importantes. La coopération économique, en particulier, répond à l'intérêt mutuel de l'Europe et de l'Asie et la crise actuelle des pays d'Asie la rend plus utile encore.

Ces deux dernières années l'aide aux pays asiatiques en développement fut répartie de la façon suivante :

		CREDITS 1999	
		Engagements	Paiements
B 7. 300	Coopération financière et technique avec les pays en développement d'Asie	312.000.000	199.000.000
B 7. 301	Coopération économique avec les pays en développement d'Asie	83.050.000	49.900.000
B 7. 302	Aide aux populations déracinées dans les pays d'Asie	37.790.000	37.790.000
B 7. 303	Actions de réhabilitation et de reconstruction en faveur des pays en développement d'Asie	5.000.000	5.000.000
Total B 7. 30		437.840.000	291.690.000

		CREDITS 2000	
		Engagements	Paiements
B 7. 300A	Dépenses de gestion administrative	14 863 500	14 863 500
B 7. 300	Coopération financière et technique avec les pays en développement d'Asie	272 394 000	205 693 000
B 7. 301	Coopération économique avec les pays en développement d'Asie	87.959.000	49 148 100
B 7. 302	Aide aux populations déracinées dans les pays d'Asie	p.m. ⁵	33 722 500
B 7. 303	Actions de réhabilitation et de reconstruction en faveur des pays en développement d'Asie	9 883 000	7 708 000
B 7. 304 B 7. 304A	Aide au Timor oriental	19 820 000	10 720 000
Total B 7. 30		404 919 500	321 855 100

⁵ UN crédit de 39 533 000 Euros est inscrit au chapitre BO.40

Le poids des ONG dans les projets de développement est très élevé et il convient d'en tenir compte comme le montre le tableau suivant.

LIGNES BUDGETAIRES DE LA COMMISSION EUROPEENNE
OUVERTES A L'ASIE
(Budget 2000)

LIGNE	INTITULE	ZONE (N.B)	MONTANT	Ouvertes aux ONG
B 7.20	Aide alimentaire	PVD	642 146 000	X
B 7.21	Aide humanitaire	PVD/PT	471 050 000	X
B 7.300	Coopération financière et technique avec PVD/AS	AS	287 257 500	-
B 7.301	Coopération politique, économique et culturelle avec PVD/AS	AS	87 959 000	-
B 7.302 (sur BO.40)	Aide aux populations déracinées d'Asie	AS	39 533 000	X
B 7. 303	Actions de réhabilitation et reconstruction PVD/AS	AS	9 883 000	X
B 7. 304A	Aide au Timor oriental	AS	19 820 000	X
B 7.600	Participation communautaire à des actions en faveur des PVD exécutées par des ONG	PVD	199 640 000	X
B 7.610/ B 7.610A	Formation et sensibilisation dans le domaine du développement	PVD/PT	3 973 000	X
B 7. 611	Questions de genre dans la coopération au développement	PVD	1 550 000	X
B 7. 612	Soutien aux ONG qui travaillent contre la discrimination des enfants	PVD	5 000 000	X
B 7. 6200 (sur BO.40)	Environnement dans les PVD	PVD	11 971 200	X
B 7. 6201 (sur BO.40)	Forêts tropicales	PVD	29 676 000	X
B 7. 6210/B 7. 6210A	Lutte contre les drogues et la toxicomanie	PVD	5 500 000	X
B 7. 6212/B 7. 6212A	Lutte contre le VIH/SIDA et aide en matière de procréation	PVD	20 000 000	
B 7. 641	Actions de réhabilitation et reconstruction dans les PVD	PVD	17 000 000	X
B 7. 643/ B 7. 643A	Coopération décentralisée dans les PVD	PVD	3 000 000	X
B 7. 651	Evaluation et suivi des résultats de l'aide communautaire	PVD	12 000 000	-
B 7. 661/ B 7. 661A	Actions relatives aux mines antipersonnel	PVD/PT	9 000 000	X
B 7. 663	Lutte contre le tourisme sexuel dans les pays tiers	PVD/PT	1 000 000	X
B 7. 702	Droits de l'homme et démocratie dans les PVD (sauf Afrique australe)	PVD	15 813 000	X
B 7. 704	Subvention en faveur de certaines activités d'organisations poursuivant les objectifs des droits de l'homme	PVD/PT	15 121 000	X
B 7. 707/ B 7. 707A	Droits de l'homme et démocratie dans les pays d'Asie	AS	7 907 000	X
B 7. 709	Appui et surveillance des processus électoraux	PVD/PT	4 942 000	-
B 7. 872 (sur BO.40)	Promotion d'investissement communautaires dans les PVD (ECIP)	PVD	20 000 000	-
B 7. 91	Réserve d'aide d'urgence	PVD/PT	203 000 000	X

LES ORGANISMES INTERNATIONAUX OU RÉGIONAUX

On ne peut pas vraiment considérer ces organismes comme des bailleurs de fonds mais comme des points d'appui pour le montage de projets. L'IRRI est en pleine réforme et prévoit une diminution de ses effectifs et une réorientation de ses programmes (le Cirad est associé à l'IRRI au Viet Nam, aux Philippines et probablement en Thaïlande avec l'affection possible de G. Trebuil et F. Bousquet). L'AIT à Bangkok et le SEARCA aux Philippines ont une bonne réputation et peuvent servir de bases d'accueil intéressantes. Le montage de projets avec ces deux derniers permet l'accès plus facile aux financements multilatéraux (exemple du projet de gestion de la zone côtière que RITME monte avec le SEARCA). La FAO a des représentations au Viet Nam et à Bangkok (bureau régional) mais il est assez difficile de se placer sur des financements à partir de l'Asie. La représentation du Cirad a un excellent contact avec les représentations de la FAO mais nous sommes plus sur la recherche d'actions en commun que sur la proposition de financement de projets. Signalons que la FAO est une excellente source de renseignements dans la zone sur ce qui se fait ou se prépare. Pour les autres organismes un travail de prospection est encore nécessaire.

L'AIDE FRANÇAISE BILATÉRALE

Le FSP

Le FAC ou FSP maintenant (Fonds de Solidarité Prioritaire) est une source non négligeable de financement pour la recherche agronomique appliquée au développement rural. Seuls sont éligibles les pays de la zone de solidarité prioritaire dont font partie le Viet Nam, le Laos et le Cambodge. Au Viet Nam le projet Fleuve Rouge, géré par le GRET et qui inclut le projet Sam du Cirad CA représente une enveloppe de 4 million de Francs sur 3 ans pour le Cirad. En mai 1999, l'Ambassade de France faisait état de besoins en recherche scientifique et développement industriel. A cette époque les orientations envisagées pour les futurs projets Fac concernaient essentiellement la promotion des formations supérieures (ingénieurs d'excellence), de centres de formation industrielle, du culturel en particulier axé sur la ville de Hué, ainsi que la gestion rationnel du territoire (droit, administration territoriale, justice).

Puis l'Ambassade a manifesté le souhait de rééquilibrer les actions agricoles menées au Nord en accentuant ses efforts vers le développement au Sud du Vietnam, dans les zones les moins privilégiées et les moins développées (hors du Delta du Mekong). De là est née l'idée de construire de toute pièce un nouveau FSP pour les régions laissées pour compte dans le Sud et/ou le Centre du Vietnam (Province de Binh Thuan : zone tampon Sud-Centre, zone littorale sèche et fortement peuplée), FSP qui s'inscrirait dans des actions de lutte contre la pauvreté et de gestion intégrée du développement. L'objectif de développement doit être clairement affiché, le volet recherche étant en accompagnement. A noter que les Vietnamiens ont déjà exprimé leur souci d'être partie prenante dans la conception des projets et qu'il conviendra par la suite d'élaborer des propositions en partenariat. Pour B. Vindel (MAE) un premier projet de développement rural, orienté sur la diversification, serait bienvenu. Un projet de développement rural au Sud du Vietnam aurait donc pour objectif d'améliorer les revenus des ruraux, par la diversification et l'intensification raisonnée de la production agricole sur base d'une modernisation de la structuration du milieu. Il s'agira de mettre à la disposition des agriculteurs et leurs organisations (à promouvoir) les moyens physiques, financiers et de conseil appropriés, tout en renforçant les capacités des services publics d'appui (recherche et vulgarisation). Subsidairement, on démontrera la pertinence, et la validité sur le long terme, de l'approche française du développement agricole, adaptée aux spécificités locales.

Les principaux éléments du projet, et leurs sources respectives de financement, pourraient donc être, selon le MAE (proposition envoyée à l'ambassade de France à Hanoi), articulés comme suit.

1.- appui à l'émergence d'organisations paysannes sur la base d'opérations pilotes :

- démonstrations de nouvelles pratiques culturales,
- implantation de pépinières collectives,
- organisation de circuits de commercialisation ou d'achat d'intrants groupés,
- actions collectives de santé animale ;

2.- appui institutionnel au service provincial de l'agriculture et du développement rural (chargé de la vulgarisation) par :

- formation des agents à l'approche par la demande et à l'analyse systémique,
- implication dans les opérations de démonstration évoquées ci-dessus.

3.- mise en place d'un "fonds d'initiatives locale" permettant de cofinancer de petits équipements collectifs agricoles (pépinières, magasins de stockage, petites retenues d'eau...) liés aux opérations-pilotes ci-dessus ;

4.- recherche d'accompagnement sur les systèmes culturaux (agro foresterie, travail du sol et plantes de couverture, systèmes d'information, enquêtes et expérimentations participative) ;

5.- réhabilitation des infrastructures publiques de communication (routes rurales, ponts) et de commercialisation (marchés ruraux) ;

6.- réhabilitation / création de périmètres irrigués (nombre à déterminer) ;

7.- lancement d'un dispositif de micro-crédit dans la zone du projet, sur le modèle de caisses villageoise d'épargne-crédit, si possible en association avec la Banque agricole du Vietnam ;

8.- l'ensemble de ce projet devrait également compter avec une assistance technique que l'on peut à ce stade évaluer à cinq personnes (un "chef de projet" agronome, un expert en génie rural, un expert en micro-crédit, un volontaire spécialiste en productions animales, un volontaire/JAC spécialiste en animation rurale).

Les volets 1 à 3 du projet, ainsi que le volet 8 sont justiciables d'un financement par le FAC complété par des crédits du Titre IV pour ce qui est des aspects de recherche (volet 4) et du "chef de projet". Les volets 5 à 7 relèvent d'un prêt de l'AFD.

Un second projet focalisé sur l'agriculture périurbaine devrait être mis en place en 2001. Ce projet concerne non seulement le Vietnam mais aussi le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et serait monté en collaboration avec l'Avrdc (Asian Vegetable Research Development Centre). Il s'agit d'un Fac inter-états (Vietnam, Cambodge, Laos) la Thaïlande étant à part mais associée. Ce FSP serait de 6 million de Francs sur 3 ans. Ce projet est actuellement sous la responsabilité de P. Moustier et H. DeBon du Cirad Flhor.

Des FSP « Recherche » sont aussi envisageables.

L'Ambassade de France

Bien que restreints, les financements du centre de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France ne sont pas négligeables. Ils permettent avec des sommes peu élevées (de l'ordre de 30KF à 200KF) une certaine souplesse quand les autres bailleurs de fonds ne raisonnent qu'à partir de 1 million de USD. Ils permettent, entre autres, le financement de stages et formations de courte durée pour des nationaux ainsi que des voyages d'études.

L'AFD

Le fonctionnement de l'AFD est bien connu. Au Viet Nam il a l'inconvénient de n'agir qu'à travers des prêts. Des dons peuvent être obtenus sur le Fonds d'Etude de Projets dans la mesure où l'étude débouche sur un projet. Ces FEP varient de 500 KF à 1000 KF et les prêts sont en général supérieurs à 6000 KF. Au Cambodge et au Laos, l'AFD finance sur dons.

LA STRATÉGIE RÉGIONALE DU CIRAD DANS L'ASEAN

La stratégie régionale actuelle du Cirad dans l'ASEAN doit prendre en considération le fait que si les actions bilatérales sont toujours possibles, il devient de plus en plus difficile de leur trouver des financements. La réduction des crédits accordés à la coopération dans le développement agricole est générale. De ce fait, le bilatéral doit de plus en plus être utilisé pour initier des projets régionaux en cofinancements. Les bailleurs de fonds bilatéraux (ambassades, AFD,...) et multilatéraux (ADB, FAO, BM, UE, ...) sont de plus en plus désireux d'intervenir sur des projets en cofinancements ; les premiers pour compléter des financements qu'ils apportent et les seconds par soucis d'ouverture et d'efficacité. Des ouvertures avec des partenaires nouveaux et régionaux sont importantes, comme nous le faisons actuellement avec l'ACIAR (Australian Centre for International Agricultural Research).

Le Cirad représente une expertise importante dans la région avec 40 chercheurs si on compte l'Indonésie (14) et la Chine (2) en plus des 9 chercheurs au Vietnam, des 7 en Thaïlande, des 3 au Laos, des 2 en Malaisie, des 2 aux Philippines et de celui basé au Cambodge. L'intervention du Cirad est appréciée du fait d'une présence forte sur le terrain et on peut espérer qu'elle s'intensifiera. La plupart des projets actuels sont reliés à un projet régional en cours d'élaboration, que ce soit pour l'agriculture périurbaine, la gestion agroécologique des sols, la diversification agricole en plantations villageoises d'hévéa, la gestion de la biodiversité et l'aquaculture, le Greening des agrumes et les mouches des fruits. Des efforts sont à entreprendre pour relier les projets bilatéraux qui n'ont pas encore d'ouverture régionale réelle, notamment sur le café, le coton, les productions forestières. Sur l'hévéa, il semble qu'une ouverture régionale soit envisagée. De même, sur la gestion intégrée de la zone côtière un projet régional est en cours d'initiation avec le réseau RITME sur financement MAE et bientôt GEF. Ce projet qui comprend les Philippines, l'Indonésie, la Thaïlande et le Viet Nam, serait rattaché à un projet de l'UE (en cours d'élaboration) sur la gestion de la côte Andamane et au Viet Nam sur le projet FSP (aussi en cours d'élaboration) concernant la province de Binh Thuan. Tous ces projets qui devraient se mettre en place à partir de 2001 donnent lieu à de nombreuses négociations qui relèvent en grande partie du rôle du Représentant Cirad en tant que facilitateur mais aussi des programmes pour la finalisation.

Il est important pour les agents dans la zone de ne pas s'isoler et de s'intégrer dans des dynamiques régionales avec nos partenaires bien sûr, mais aussi entre agents Cirad eux-mêmes. Il conviendra à l'avenir d'essayer de développer des capacités d'expertises conjointes Cirad / partenaire local (institutionnel ou ONG) pour intervenir dans la zone. Il est important d'impliquer et de soutenir la capacité d'expertise de nos partenaires pour intervenir avec nous dans l'ASEAN sous forme de missions d'expertise et d'appui, voire de montage de projets régionaux. Ces associations permettront de remporter des appels d'offre multilatéraux (ou bilatéraux) et de ne pas apparaître trop franco-français. La Thaïlande et les Philippines peuvent servir de base d'appui scientifique du fait des recherches associées avec l'Université de Kasetsart ou d'autres à développer comme celle qui se développe avec l'AIT en Thaïlande ou avec le SEARCA aux Philippines. Les activités du Cirad dans les autres pays relèvent plus de recherches appliquées à des projets de développement.

Compte tenu des orientations de la stratégie actuelle du Cirad dans cette région, le rôle du Représentant Cirad devrait se concevoir dans un cadre d'intervention pour initier, faciliter et coordonner l'identification de sources possibles de financement et le montage de projets. Il appartient ensuite aux programmes de prendre le relais pour la finalisation. Il est important, pour la pérennité de notre coopération, que les programmes s'orientent de plus en plus vers le montage de projets avec une lisibilité à vocation régionale. De ce fait le rôle d'animateur régional des équipes Cirad du Représentant devient crucial.

Par ailleurs, son rôle d'arbitrage dans la définition des priorités sollicité par les bailleurs de fonds, particulièrement le MAE, ne peut se faire efficacement que s'il est tenu informé des projets (ce qui est de plus en plus le cas) et si ceux-ci mettent bien en avant un intérêt scientifique, à la fois pour le Cirad et pour les partenaires locaux. Il est donc primordial que la réciprocité dans la circulation d'informations concernant le montage et le suivi de projets devienne une règle générale.

Le 23 / 08 / 2000

INDONESIE

La relance stratégique du CIRAD

et l'Indonésie

L'Indonésie a été le pays le plus affecté par la crise asiatique. Provoquant la chute du régime Suharto elle s'est aggravée d'une grave crise politique amenant ce vaste pays insulaire au bord de la désintégration. L'Indonésie a cependant réussi à tenir globalement et à entreprendre une difficile et lente marche vers la démocratie. A ce stade le gouvernement français garde une attitude de veille prudente qui s'explique, entre autres, par la baisse des échanges commerciaux, la dette non soldée (publique comme privée) et les dossiers Timor Est et Moluques.

Malgré ce contexte de crise, les activités du CIRAD sont restées soutenues. Ceci s'explique par l'importance de l'agriculture et de la forêt en Indonésie mais aussi par la solidité des partenariats établis. Cette note explique pourquoi l'Indonésie reste un bon champ d'application de la politique d'objectifs du CIRAD. Elle analyse les avantages et les risques avant de faire quelques propositions sur ce que devrait être la politique de coopération du CIRAD dans ce pays.

1. Les avantages

L'Indonésie offre au CIRAD un vaste champ d'action conforme à sa politique d'objectifs.

- Le CIRAD peut continuer à y exercer en conditions tropicales des activités de recherches, de développement technologique, de formation, et de diffusion de l'information. La réduction de la pauvreté et de la sous alimentation des populations rurales sont des objectifs communs au CIRAD et au Gouvernement Indonésien.
- Le CIRAD peut affirmer son rôle d'opérateur public international de l'offre françaises en matière de recherche agricole et agro-alimentaire.
- Par sa participation à certains projets européens, le CIRAD se positionne dans l'espace scientifique européen.

La valeur de ces affirmations est à juger par le dispositif actuel de coopération du CIRAD en Indonésie, sa durée de présence (une trentaine d'années), la variété de ses partenariats et le niveau d'autofinancement (cf. tableaux 1 à 3). L'Indonésie offre un accès au terrain privilégié pour une vaste gamme de recherches. Il peut conduire aussi de nombreuses missions d'expertise (de l'ordre de 600 par an) dont une bonne proportion est aussi génératrice de ressources propres.

Le CIRAD enfin œuvre en étroite collaboration avec l'Ambassade de France en Indonésie (Service de Coopération et d'action Culturelle et PEE). Deux projets sur RPE

(Réserve Pays Emergents) sont en cours de mise en place en association avec le CIRAD CA, deux autres projets sont en préparation (CIRAD FLHOR et EMVT)

2. Les risques

Même si l'hypothèse d'une désintégration de l'état et d'une guerre civile généralisée n'est pas totalement à écarter, on peut considérer ce risque comme minimal. Les événements de ces deux dernières années n'ont pas empêché de travailler et d'exécuter le programme prévu presque normalement. La sécurité s'est un peu dégradée, mais elle reste bien meilleure que celle de bien des pays où le CIRAD travaille.

La fin brutale de certains partenariats est toujours une possibilité. Mais le CIRAD s'est prémuni en diversifiant ceux-ci.

Continuer à coopérer avec l'Indonésie présente donc un minimum de risques pour le CIRAD.

3. Propositions

- < L'Indonésie devrait donc être incluse en bonne place dans la relance stratégique. Elle a déjà contribué à la notoriété scientifique et à la compétence internationale du CIRAD. Le tableau 4 indique les axes existants qui devraient être confortés et renforcés. L'Indonésie permet aussi au CIRAD de s'investir dans des domaines nouveaux et innovants (cf. tableau 4 – deuxième partie).
- < Le CIRAD devrait maintenir une politique d'équilibre dans ses divers partenariats : public, international, privé. Ceci est une garantie de stabilité, la défaillance de certains partenariats pouvant être compensée par le renforcement d'autre.
- < Le renforcement des partenariats français peut aussi s'effectuer en Indonésie. C'est surtout vrai pour l'IRD, mais à terme peut concerner plus fortement l'INRA et certaines universités françaises. Ceci est d'ailleurs déjà bien engagé notamment pour l'IRD.

21 Août 2000
G. de Taffin

Tableau 1

Recensement des chercheurs du CIRAD en Indonesie

par partenariat en cooperation

18 Août 2000

1	SNRA (National)		4
	Ministere de l'agriculture	2	
	Ministere de la foret et pl.	2	
2	Centres Internationaux		6
	CGIAR (CIFOR - ICRAF)	4	
	ESCAP/UNDP	2	
3	Prives Indonesiens		3
4	Representation CIRAD		1
	Total		14

Tableau 2

Recensement des chercheurs du CIRAD en Indonesie

par origine de financement

18 Août 2000

	Nombre		%
BCRD	5		
MAE	1		
Sous total		6	43
Protocole (Emprunt Indo.)	2		
Europe	1		
CGIAR/CIFOR	2		
Prives Indonesiens	3		
Sous total		8	57
Total		14	100

Tableau 3

**Recensement des chercheurs du
CIRAD en Indonesie**

par departement

18 Août 2000

1	DRE/DG	: G. de Taffin	1
2	CIRAD-CP	: D. Boutin JP. Caliman R. Desmier de Chenon J.C. Jacquemard Sloan Saletes	5
3	CIRAD-Foret	: C. Cossalter P. Guizol Y. Laumonier R. Nasi *	4
4	CIRAD-CA	: B. Lidon B. Muller	2
5	CIRAD-AMIS	: R. Bourgeois F. Jesus	2
	Total		14

* Considéré comme entièrement détaché au CIFOR

Tableau 4

Les choix scientifiques du CIRAD en Indonésie

Choix scientifiques	Type de partenariat en Indonésie				
	Minagri	Min. Forêt et Plantations	Autres secteur public	Centres Internationaux	Privés
Maîtrise des différentes techniques d'amélioration génétique - palmier à huile		IOPRI			PT. SOCFIN
Développement de la lutte intégrée contre divers ravageurs (du palmier; du cocotier; bio-pesticides; criquet migrateur)	DGEC	IOPRI	Université - Lampung - Gajah Mada		PT. SMART PT. SOCFIN PT. SAMBU
Définition de modèles d'aide à la décision en matière de politique agricole, de développement régional	CASER			ESCAP / CGPRT	
Fertilité des sols, maîtrise de la séquestration du carbone	CSAR	FERDA	BPPT		PT. SMART PT. SOCFIN
Utilisation des outils d'intelligence artificielle pour la gestion des ressources naturelles renouvelables et de la faune	CSAR			DIFOR	
Définition de systèmes de culture sous couverture végétale dans la perspective de la révolution doublement verte	CSAR			ICRAF	
Gestion de l'espace, utilisation de la télédétection et des techniques d'analyse d'image		FERDA			PT. SMART
Gestion des déchets et des pollutions organique persistantes					PT. SMART

Partenariat en cours

Partenaire demandeur

Poste relance stratégique envisagé

**COOPERATION REGIONALE
CARAIBE**

COOPERATION REGIONALE DANS LA ZONE CARAIBE A PARTIR DE LA GUADELOUPE

1. Principaux domaines de coopération

Plusieurs actions de coopération structurées, avec les Petites ou les Grandes Antilles, sont conduites dans le cadre de financements FIC. On trouvera en annexe la liste récapitulative de ces projets, incluant les demandes nouvelles soumises à la commission d'évaluation de mars 2000. D'autres actions sont conduites dans le cadre de projets européens (Std, Inco) ou de projets régionaux. Enfin, un projet Fac est en cours d'instruction à Cuba, il porte sur la rénovation des systèmes de vulgarisation et d'encadrement des agriculteurs.

Les principaux domaines de coopération sont :

- **la protection des plantes** (collecte de ressources génétiques de résistance - cas du Cacaoyer -, guide technique pour les cultures maraîchères, homologation des produits phytopharmaceutiques, atelier d'information sur la situation sanitaire des agrumes, protection intégrée en maraîchage,...). Ces différentes actions sont motivées par (i) l'importance de la résolution de ces problèmes pour les productions locales (maraîchage, agrumes), et (ii) par le souci de ne pas voir se propager, d'île en île, des contaminations qui mettraient en péril les productions des Dfa. On réfléchit actuellement à un projet sur la lutte contre les Cercosporioses (jaune et noire) du Bananier, dans la même optique. En effet, l'état de désorganisation actuel des filières bananes dans les Winword Islands fait que la lutte contre la Cercosporiose jaune n'est plus assurée, et qu'aucun dispositif de surveillance de l'apparition de la Cercosporiose noire n'est en place, ce qui fait courir un risque majeur aux productions des Dfa.

- **la création d'un réseau de laboratoires vétérinaires d'épidémiologie-surveillance** du bétail, qui répond aux mêmes préoccupations, dans le domaine des productions animales.

- **la lutte contre la tique** et les maladies transmises au bétail : écologie et biologie d'*Amblyomma variegatum*, élaboration de stratégies de lutte, appui technique aux groupements de défense sanitaire.

- **l'appui au développement de la production locale** (banane plantain, arboriculture fruitière).

- **la formation**, pour partie incluse dans les thèmes précédents, ou faisant l'objet de projets spécifiques (formation doctorale en analyse du génome de la canne à sucre, développement des modèles en agriculture).

2. Formation

Il s'agit de formations organisées dans les pays voisins dans le cadre des projets Fic ou de projets européens (cf. supra), ou de l'accueil de stagiaires de la région dans les laboratoires du Cirad en Guadeloupe.

Dans le premier cas, les thématiques correspondent aux projets. Dans le second, elles correspondent aux domaines scientifiques d'excellence de ces laboratoires. A titre d'exemples, on peut citer :

- caractérisation du germplasm des bananiers et plantains
- application du marquage moléculaire à la gestion des ressources génétiques (sur agrumes, Canne à sucre, papayer,...)
- diagnostic sur les maladies de la Canne à sucre
- culture *in-vitro*

Les stagiaires concernés proviennent de l'ensemble du bassin Caraïbe : grandes et petites Antilles, Amérique Centrale, Amérique Latine.

3. Missions dans la région

Outre les missions incluses dans les projets, on relève :

- des missions d'appui scientifique (biotechnologies végétales, méthodes de sélection et d'amélioration des végétaux, arboriculture, maladies des animaux...)
- des missions d'expertise (maladies de la Canne à sucre, maladies et culture du Bananier,...)

L'identification récente de correspondants pour les réseaux thématiques de Procicaribe permettra le renforcement de ces échanges, déjà intenses pour la Canne à sucre dans le cadre du réseau Wisben, et pour la médecine vétérinaire dans le cadre du programme régional sur *Amblyomma*.

4. Séminaires et colloques

Les activités les plus significatives (hors les séminaires inclus dans les projets et la participation aux réunions régulières des réseaux) sont les suivantes :

- organisation d'un colloque en Guadeloupe avec Procicaribe (en liaison avec l'Inra)
- organisation avec l'Inibap d'un colloque régional en Guadeloupe sur les projets d'amélioration de la Banane
- organisation en Guadeloupe d'un atelier de la recherche régionale sur la Canne à sucre (Wisben)

- participation au congrès Redbio à Cuba (biotechnologies végétales)

- participation aux séminaires Acorbat (production bananière en Amérique Latine et dans la Caraïbe)

Il s'agit, sous ces différentes formes, d'échanges scientifiques réguliers permettant de mieux connaître les chercheurs de la région et leurs travaux, et de développer notre rayonnement scientifique.

5. Echanges de matériel végétal

Dans le domaine de la Canne à sucre, échanges réguliers de matériel assaini (après passage par la serre de quarantaine de Montpellier) pour introduction dans les programmes de sélection et de création variétale.

Pour le Bananier plantain, fourniture de matériel pour évaluation de la résistance à la Cercosporiose jaune.

Pour les agrumes, fourniture de plants à Haïti et à Saint-Domingue.

6. Perspectives

L'affaiblissement de plus en plus significatif des institutions de recherche de la région Caraïbe fait que la demande d'échanges scientifiques (sous diverses formes : participation à des réseaux, à des séminaires et colloques, missions d'appui et d'expertise) s'accroît auprès des institutions françaises des Dfa. L'annonce qui a été faite d'un renforcement des moyens du Fonds Inter Caraïbes, devrait permettre de structurer les interventions de coopération sous forme de projets.

Les domaines prioritaires se trouvent dans la défense des cultures et les maladies des animaux d'élevage, pour les raisons citées ci-dessus. Une nouvelle thématique majeure devrait pouvoir se développer, pour laquelle une demande commence à s'explicitier. Il s'agit de la gestion des ressources naturelles et de la mise au point de systèmes de production durables, par transfert du savoir-faire acquis dans les Dfa. Enfin, l'organisation des agriculteurs et des systèmes de vulgarisation commence à constituer une demande forte de coopération.

La formation, sous forme d'accueil de scientifiques et d'étudiants, devrait se renforcer, en particulier grâce à la création (en cours) d'un pôle d'excellence dans le domaine de l'étude et de la valorisation de la biodiversité, en collaboration entre le Cirad, l'Inra et l'Uag. Ce nouveau dispositif est cohérent avec les thématiques prioritaires citées ci-dessus.

D'un autre côté, il paraît nécessaire, dans le cadre des responsabilités nouvelles qui pourraient être données aux pouvoirs politiques locaux, en matière de coopération régionale, d'élaborer une stratégie dans ce domaine. Elle devrait assurer en même temps le développement de la coopération scientifique dans la région et le rayonnement des Dfa, et préserver, en tant que de besoin, leurs agricultures de concurrences qui pourraient naître des conséquences d'échanges insuffisamment raisonnés sur des sujets sensibles.

Liste des demandes de financement FIC (année 1997-1999)

<i>Projet en cours</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Pays concernés</i>	<i>Montant total</i>
	Action en faveur de l'arboriculture fruitière suite au passage du cyclone Georges sur la République Dominicaine et Haïti	Martinique, République Dominicaine, Haïti	750 KF
	Contribution au développement agricole en Haïti - Appui à la production maraîchère	Guadeloupe, Haïti	520 KF
	Recherche de nouvelles sources de résistance aux maladies et de qualité du cacao chez le cacaoyer	Trinidad, Guyane, Guyana, Surinam et Belize	3 810 KF
	Optimisation et développement durable de l'utilisation des essences amazoniennes	Antilles, Guyane, Brésil, Guyana	2 570 KF
	Réalisation d'un livret bilingue - "Guide technique des cultures maraîchères sous abri en zone Caraïbe	Grenade, St Vincent, Ste Lucie, Dominique, Antigue, St Kitts & Nevis, Montserrat	200 KF
	Appui à la mise en place d'un réseau d'épidémiolo-surveillance inter-caraïbe	OECS, Cuba, Haïti, République Dominicaine	800 KF
	Transformation primaire à petite échelle des fruits et légumes tropicaux et normalisation	Cuba, République Dominicaine, Trinidad & Tobago, OECS, Ste-Lucie	800 KF
	Appui au développement des productions de bananes plantains dans la zone Caraïbe	République Dominicaine, Haïti, Cuba, Belize	990 KF
	Homologation des produits phyto-pharmaceutiques dans les Pays de l'O.E.C.S.	Antigue et Barbade, Grenade, Dominique, Iles vierges britanniques, Montserrat, Ste-Lucie, St-Vincent, Dominique, St-Christophe et Nevis	1 350 KF
	Formation doctorale en analyse du génome de la canne à sucre - 1ère année et 2ème année	Barbade, France	162 KF
<i>Demandes nouvelles</i>			
	Atelier régional d'information sur la situation sanitaire des agrumes de la Caraïbe	Cuba, République Dominicaine, Jamaïque, Dominique, Sainte-Lucie, Trinidad	350 KF
	Organisation des premières rencontres caraïbéennes pour le développement des modèles en agriculture	Barbade, Cuba, Haïti, Jamaïque, Porto Rico, St-Domingue, Ste-Lucie, Trinidad & Tobago	560 KF
	Mise au point et amélioration des programmes de protection intégrée en maraîchage à Cuba et aux Antilles Françaises	Guadeloupe, Martinique, Cuba	600 KF

CIRAD

3. ELABORATION DE LETTRE DE MISSION

CIRAD

Direction des Relations Extérieures

Délégation aux partenariats scientifiques Europe et Organisations internationales
Délégation géographique pour l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient, l'Asie Centrale
l'Europe de l'Est
l'Europe de l'Ouest et les pays de l'OCDE

Délégué: Pierre-Luc Puglièse

La particularité de cette délégation est d'être à la fois à vocation transversale et géographique. Vocation transversale sur l'international scientifique. Vocation géographique sur les pays couverts par le mandat du délégué.

Les missions clés qui relèvent de la responsabilité du délégué comprennent:

✓ le développement et le renforcement des partenariats scientifiques du CIRAD avec:

✉ le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI),

✉ ses seize centres internationaux de recherche agricole (CIRA) (a),

✉ et les centres internationaux dits "associés", notamment l'AVRDC (Taïwan), l'IBSRAM (Thaïlande), l'ICIPE (Nairobi) et l'ICRA (France, Pays Bas).

A ce titre, le délégué représente et défend les intérêts du CIRAD à la CRAI (Commission mixte ministères-organismes français de la Recherche Agricole Internationale). Il suit l'ensemble des coopérations internationales du CIRAD avec les centres internationaux, organise et conduit les réunions de concertation avec les centres, participe à l'élaboration des propositions de contribution de la France au GCRAI, contribue ou assure des tâches transversales au nom du CIO (Comité inter-organismes CEMAGREF, CIRAD, INRA, IRD) (Analyse des plans à moyen terme des centres, contractualisation des coopérations, mise en place d'un forum des chercheurs français dans les centres internationaux, par exemple), représente l'organisme lors des réunions de la semaine des centres internationaux (ICW) à Washington.

(a) - Il s'agit, pour mémoire, du CIAT (Colombie), du CIFOR (Indonésie), du CIMMYT (Mexique), du CIP (Pérou), de l'ICARDA (Syrie), de l'ICLARM (Malaisie), de l'ICRAF (Kenya), de l'ICRISAT (Inde), de l'IFPRI (Etats Unis), de l'IITA (Nigéria), de l'ILRI (Kenya / Ethiopie), de l'IPGRI/ INIBAP (Italie / France), de l'IRRI (Philippines), de l'ISNAR (Pays Bas), de l'IWMI (Sri Lanka) et de l'ADRAO/WARDA (Côte d'Ivoire)

✓ **le développement et le renforcement des partenariats scientifiques du CIRAD** avec les organisations internationales sensu largo, notamment avec l'agence spécialisée du système des Nations Unies pour les questions d'alimentation et d'agriculture (FAO), mais aussi, le cas échéant, avec le PNUD, le PNUE ou la Banque Mondiale;

✓ **le développement et le renforcement des partenariats scientifiques du CIRAD** avec les partenaires de l'Europe de l'Ouest (et, le cas échéant, avec les autres pays de l'OCDE).

A ce titre, le délégué assure notamment, pour le CIRAD, le secrétariat du Consortium européen ECART.

✓ **la délégation géographique du CIRAD pour:**

☛ **la région WANA** (West Asia and North Africa) (Afrique du Nord, Moyen-Orient, Asie Centrale)

A ce titre, le délégué assure le suivi régulier des dossiers "Pays" de la région et des coopérations scientifiques ponctuelles avec l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Lybie, l'Egypte, la Jordanie, la Palestine, Israël, le Liban, la Syrie, l'Irak, l'Iran, le Koweït, les pays de la péninsule arabique, l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kazakhstan, l'Afghanistan, le Tadjikistan, le Kirghizstan et la Mongolie

Il appuie les départements du CIRAD pour l'élaboration et l'obtention des subventions "Pays" annuelles du ministère des affaires étrangères (Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizstan).

Il participe aux constructions partenariales régionales (AARINENA, ICARDA).

☛ **les pays d'Europe de l'Est** (Pays d'Europe centrale et orientale - PECO - et nouveaux Etats indépendants - NEIs)

A ce titre, le délégué assure le suivi régulier des dossiers "Pays" de la région et des coopérations scientifiques ponctuelles avec les pays d'Europe centrale et orientale, plus la Géorgie, l'Arménie, l'Ukraine, la Belarus et la Fédération de Russie.

Il appuie les départements du CIRAD pour l'élaboration et l'obtention des subventions "Pays" annuelles du ministère des affaires étrangères (Bulgarie, Roumanie, Ukraine, Fédération de Russie)

✓ **Enfin**, à ces tâches traditionnellement remplies par la délégation, s'est ajoutée, depuis trois ans, une implication forte du délégué dans les processus de construction des systèmes français, européen et mondial et dans le positionnement stratégique du CIRAD aux divers niveaux sus-mentionnés [Colloque européen de la recherche agronomique pour le développement (Montpellier, septembre 1997); Préparation des réunions du Forum européen (Wageningen, avril 1999) et du Forum mondial (Dresde, mai 2000); Mise en place d'initiatives globales (Initiative DMC sur l'agriculture de couverture, notamment); Construction d'une plate-forme de recherches avancées à Montpellier]

Projet Lettre de Mission Délégué pour l'Asie et le Pacifique

Le délégué géographique Asie-Pacifique a pour mission essentielle d'animer les relations du Cirad avec les pays de la zone en question. Il assure l'interface entre les organismes étrangers et le Cirad.

Cette activité implique différentes fonctions :

1/ Animation des relations extérieures

- Animer le réseau des représentants – correspondants installés dans la zone
- Présenter et promouvoir les grandes orientations de la politique de l'établissement auprès des partenaires étrangers
- Veiller à l'articulation entre les autorités politiques et administratives françaises et étrangères, et les orientations de la politique de l'établissement en direction des pays de l'Asie et du Pacifique
- Promouvoir la mise en place de projets régionaux afin de structurer de manière cohérente les actions du Cirad de la zone.
- Participer à l'accueil des visiteurs étrangers, en liaison avec la direction générale, la présidence du centre et les directeurs des départements

2/ Information interne et externe

- Assurer la diffusion, auprès d'instances du Cirad (direction générale, direction des départements) de toutes informations sur les organismes publiques ou privés de l'Asie et du Pacifique, intervenant ou susceptibles d'intervenir dans le champ d'intérêt du Cirad de l'agronomie et de l'agro-industrie.
- Diffuser périodiquement auprès du Cirad (Direction générale, direction des départements) une note de bilan des activités du Cirad dans les pays de la zone
- Faire connaître directement ou par le biais des représentants auprès des partenaires potentiels nationaux, les capacités d'expertise du Cirad dans les domaines de l'agronomie et de l'agro-industrie.
- Informer le Cirad des principales manifestations (séminaires, ateliers, symposium, conférences, expositions) à caractère scientifique et de développement liées au monde de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la forêt et de l'agro-industrie.

3/ Construction de partenariat

- Renforcer les activités de recherche, de développement et de formation avec les organismes partenaires
- Consolider les liens déjà établis et en susciter de nouveaux et notamment aider à la construction de partenariats scientifiques et de développement avec les organismes nationaux.
- Aider au montage de partenariats franco-français (scientifiques, institutionnels, économiques et de développement) par le développement de la coopération avec les pays de la zone.
- Consolider la construction de partenariats par l'engagement de négociations en vue de l'élaboration (éventuelle) d'accords (MOU, general agreements, conventions).
- Favoriser l'émergence de nouveaux projets par des mesures incitatives (qui existent déjà) et *susciter le développement d'action géographique programmée (AGP) par des appels (annuels) à propositions.*

Jean-Luc Renard

**Projet de lettre de mission
Poste « Juriste Droit du Vivant »
Delphine Marie-Vivien**

1. Appui dans le cadre de Génoplante

- 1.1. Equipe propriété industrielle pour le comité thématique riz : études Fto, dépôt le cas échéant de brevets, autorisation de divulgation...
- 1.2. Conseil propriété industrielle : instance de décision.
- 1.3. Commission juridique : statuts du GIS, de la SAS, contrat de programme...

2. Appui aux chantiers de la DS : ressources génétiques et propriété du vivant

- 2.1. Ressources génétiques : cellule ressources génétiques et groupe de travail valorisation et gestion des collections :
 - inventaire des collections, statut des collections,
 - élaboration d'un vade-mecum sur les échanges de ressources génétiques (accès, fourniture, partage des avantages, règles sanitaires),
 - participation à la politique du BRG,
 - suivi des textes juridiques : convention de Rio sur la diversité biologique (CBD), engagement international de la FAO, protocole de Montréal sur la biosécurité (OGM).
- 2.2. Propriété du vivant : groupe de travail propriété du vivant
 - propriété du matériel biologique et propriété intellectuelle y afférent,
 - suivi des textes juridiques : UPOV, ADPIC (TRIPS), CBD.

3. Appui aux chantiers de la DRE : valorisation

- 3.1. Gestion harmonisée de la propriété industrielle :
 - préparation guide/formations sur la propriété industrielle,
 - suivi et harmonisation des procédures de dépôt de brevets, marques, COV en partenariat avec les consultants,
 - suivi des textes juridiques : ADPIC (brevet, marque, obtention végétale, logiciels, droit d'auteur, indications d'origine).
- 3.2. Mise en place de contrats types :
 - contrat de consortium en réponse aux appels d'offre UE, cession de droits d'auteur, transfert de matériel biologique, win-win...

4. Appui aux besoins ponctuels

- 4.1. Appui à la rédaction et à la négociation de contrats (Amap/JMG, Labex Embrapa, Bois de rose...).
- 4.2. Appui sur les questions de propriété intellectuelle : dépôt de brevets, droit d'auteur, propriété intellectuelle des salariés du Cirad...

5. Prospectives et recherche

Réflexion sur l'évolution et l'imbrication des différents régimes juridiques applicables au vivant et la mise en œuvre de ce droit positif par les acteurs privés, publics, nord, sud ; participation aux projets de recherches dans le domaine juridique (cirad-forêt : transfert de gestion des ressources naturelles à Madagascar, solagral : impact OGM).

REPRÉSENTATION RÉGIONALE DU CIRAD AU CAMEROUN

Jean-Louis REBOUL

DOCUMENT DE PRESENTATION

LES MISSIONS ESSENTIELLES

L'organisation des activités de la Représentation Régionale du CIRAD au Cameroun est construite autour des deux missions essentielles suivantes :

- la gestion partagée des dispositifs et personnels mis en place dans le pays et la région par les structures opérationnelles du CIRAD, Départements et Programmes ;
- la construction de nouveaux partenariats au profit de ces mêmes structures opérationnelles, au travers de la promotion active des savoir-faire et compétences de l'institution face aux attentes et demandes identifiées ou/et exprimées de l'ensemble des acteurs de la Recherche et du Développement rural de la région...

Elle doit par ailleurs servir d'interface quotidien entre les structures du CIRAD en France et dans le monde d'une part et l'ensemble des partenaires locaux et régionaux d'autre part.

Elle doit enfin intégrer les deux préoccupations suivantes :

- participation aux dynamiques d'évolution de la Recherche-Développement dans la Région.
- participation à la promotion de l'ensemble de l'offre française (scientifique, professionnelle, industrielle).

2 - LES ACTIVITES DEVELOPPEES

Les activités de la Représentation Régionale du CIRAD au Cameroun sont organisées autour de ses missions essentielles, telles qu'elles ont été présentées précédemment :

2.1. APPUI AUX ACTIVITES EN COURS DU CIRAD – ACTIVITES ADMINISTRATIVES

- Le CIRAD est engagé au Cameroun sur un certain nombre d'interventions de recherche et de développement.
- Ces interventions se traduisent pour l'essentiel par la présence de personnels en poste dans le cadre des structures des divers partenaires locaux, la mise en place autour de ces personnels, de moyens matériels, physiques et financiers, ainsi que par des appuis périodiques spécifiques, de missions d'experts du CIRAD.
- Il s'agit pour la Représentation, d'assurer pour son compte et celui des Départements et Programmes du CIRAD concernés, le suivi sur place de ces interventions.
- Il s'agit dans le même temps, pour la Représentation, d'organiser la gestion et le fonctionnement de ses propres personnels, moyens et structures.

2.1.1. GESTION ADMINISTRATIVE

La Représentation assure à la demande des structures opérationnelles du CIRAD, une gestion partagée des interventions en cours :

- Gestion administrative
 - relations avec les partenaires et administratives locales, avec les fournisseurs et prestataires de services
 - suivi des négociations et concrétisation des projets en perspective
 - gestion des personnels locaux du CIRAD, personnes ressources localement engagées par le CIRAD sur l'exécution d'études ou projets.
- Gestion financière
 - relations avec les banques
 - gestion locale des comptes
 - opérations financières : gestion des dépenses, émission des factures...

2.1.2. APPUI AUX PERSONNELS EN POSTE

Le Représentation assure également un appui permanent aux personnels en poste dans le pays et la région.

- **Organisation de services** au profit de ces personnels (voir plus loin)
 - secrétariat et reproduction de document
 - facilitation de communication à l'intérieur et à l'extérieur du pays
 - appui en documentation et information
 - appuis financiers et matériels éventuels
 - appui pour démarches administratives
- **Gestion d'activités d'animation** au profit de ces personnels
 - diffusion à leur intention, d'une information périodique
 - visites des équipes sur le terrain
 - organisation de rencontres et « regroupements » des agents et de leurs familles
 - implication de ces agents à l'organisation ou à la participation à des études, conférences...
 - organisation en cohérence avec les dispositions prises par l'Ambassade de France, de la sécurité des agents

2.1.3. APPUI AUX PERSONNELS EN MISSION

La Représentation assure enfin à leur demande accueil et **appuis spécialisés** aux personnels du CIRAD intervenant dans la Région pour des **missions de courte et moyenne durée** :

- accueil et organisation de l'hébergement
- participation à la programmation du séjour et à l'organisation des rencontres et visites
- appuis divers : logistiques, administratifs, techniques (documentation) personnels...

2.2. APPUI A LA CONSTRUCTION DE NOUVEAUX PARTENARIATS – ACTIVITES COMMERCIALES

La Représentation du CIRAD a un rôle essentiel à jouer dans la construction **de nouveaux partenariats** au profit des structures opérationnelles du CIRAD, par la mise en adéquation en permanence, de l'offre de ces structures avec la demande identifiée et/ou exprimée localement.

Aux fins de s'acquitter de cette mission fondamentale, la Représentation travaille à organiser et développer les fonctions suivantes.

2.2.1. PROMOTION DU CIRAD ET DES SAVOIR-FAIRE

Il s'agit tout d'abord d'organiser une **promotion active du CIRAD** et de ses compétences aux fins de **faire connaître** l'institution, et **de la faire reconnaître** comme un **partenaire efficace** par l'ensemble des acteurs locaux de la Recherche-Développement et ce **dans le cadre des grandes orientations** stratégiques de l'institution.

Cette fonction première est articulée autour des éléments suivant :

- Consolidation du **rôle pivot du siège de la Représentation** :
 - **accueil** spécialisé des partenaires
 - services offerts (communication – documentation)
 - ouverture sur les réseaux internationaux...
- Organisation de **rencontres périodiques avec les partenaires** :
 - institutionnels et financiers
 - scientifiques et techniques
 - professionnels et industriels
- **Participation active aux évènements** organisés au titre de l'Aide Publique au Développement :
 - conférences – ateliers – réceptions...
 - autres manifestations publiques
 - présentation de communications
- **Diffusion de divers supports** de promotion
 - documentation produite par le CIRAD
 - études et notes établies localement
 - rapports de mission, synthèses...
 - réalisations audiovisuelles...
- **Relations actives avec les Universités**
 - présentation de communications, conférences...
 - encadrement de travaux d'étudiants et valorisation scientifique et publique de ces travaux
 - organisation de formations à l'extérieur du pays
- **Valorisation publique des interventions du CIRAD** et ses partenaires :
 - organisation de visites guidées sur des sites d'interventions réussies au profit des partenaires (responsables politiques – financiers – professionnels...)
 - valorisation médiatique de ces visites

- **Organisation d'évènements publics de communication**

- conférences – ateliers – tables rondes...
- réceptions – **divers débats**...

- **Relations actives avec la presse**

- rencontres périodiques
- organisation de visites sur les terrains
- propositions d'articles, d'émissions...
- appuis aux écoles de journalisme

2.2.2. CONSTRUCTION SPECIFIQUE DES PARTENARIATS

Il s'agit pour la Représentation, de **rassembler, actualiser, gérer et partager** en permanence au profit des structures opérationnelles du CIRAD, **tous les éléments et informations** propres à la construction de nouveaux partenariats.

- **Connaissance** permanente **des orientations** générales et spécifiques à la Région **l'Aide Publique au Développement** (Bailleurs de fonds, Pouvoirs publics...).
- **Connaissance** actualisée des **partenaires** potentiels, **de leurs demandes et attentes**...
- Appui à **l'organisation d'une réflexion nationale** sur les problèmes de la Recherche-Développement et à l'expression – la formulation de requêtes – projets...
- Appui à **l'organisation des contractualisations** à négocier avec :
 - les institutions et opérateurs français (SCAC – PEE – AFD – IRD et Universités – ONG – Industriels...)
 - les institutions nationales, Ministères organismes scientifiques et universitaires...
 - les opérateurs privés et organes professionnels locaux.
- **Suivi des contrats** en cours et propositions actualisées de contractualisations en perspective...

ELEMENTS DE REFLEXION SUR LE MANDAT REGIONAL DES REPRESENTATIONS DU CIRAD

1 – LE MANDAT REGIONAL : UNE NECESSITE

- Le mandat Régional confié à une Représentation du CIRAD s'avère une nécessité, s'agissant de l'importance pour le CIRAD d'afficher sa présence physique aux côtés des acteurs locaux de la Recherche et du Développement d'une région.
- Le mandat permet entre autre au CIRAD, au travers de son Représentant Régional,
 - d'afficher sa volonté de « proximité » des terrains, des institutions, des problèmes ;
 - d'assurer la nécessaire « cohérence » du dispositif du CIRAD dans la Région.
 - animation d'équipe inter-Etats sur des thématiques communes (périurbain – systèmes de culture...)
 - synergies et complémentarité/géographiques sur un même thème.

2 – LE MANDAT REGIONAL : LES CONTRAINTES A SA MISE EN OEUVRE

L'exécution de ce mandat régional se heurte, sur la Région d'Afrique Centrale, à 2 catégories de contraintes fortes :

2.1. CONTRAINTES D'ORDRE INSTITUTIONNEL

Le mandat ne semble pas « reconnu » au niveau du CIRAD,

- « oublié » même par ses propres concepteurs (Ex. : DRE et Délégué géographique partis à BANGUI pour une plénière de la CORAF, le Représentant n'étant pas informé).
- Non reconnu par les structures du CIRAD :
 - décisions d'affectation ou de retraits d'agents, interventions auprès des partenaires locaux prises la plupart du temps à l'insu du Représentant ;
 - missions d'experts et autres opérations organisées à l'insu du Représentant.

2.2. CONTRAINTES D'ORDRE MATERIEL

- L'exercice de ce mandat implique la mobilisation de moyens spécifiques :
 - déplacements et séjours dans les pays de la Région
 - fonctionnement d'antennes dont la constitution est indispensable dans les pays où les interventions du CIRAD sont importantes (Ex. le TCHAD).
- Les diverses propositions présentées en la matière, soit à l'occasion des préparations budgétaires, soit plus spécifiquement (TCHAD), n'ont jusque là jamais reçu de réponse.

3 – CONCLUSIONS

Le mandat régional, qui répond à une réalité, impose au CIRAD d'en assurer en interne la pleine et effective reconnaissance par l'ensemble de l'institution, ainsi que de prévoir la mobilisation des moyens indispensables à son plein exercice.

Quelques réflexions/suggestions pour rédiger une /ma lettre de mission.

Jacques Dubernard

Autour des fonctions suivantes :

- Représente auprès de l'Ambassade de France et des autorités politiques et administratives locales la direction générale du CIRAD. Il est le porte-parole des orientations, propositions et décisions du DG, du DS, de la DRE et des directeurs de départements.
- Il est l'interface dynamique dans le domaine de la circulation de l'information :
 - venant du CIRAD France vers :
 - les partenaires nationaux
 - les bailleurs de fonds
 - l'équipe CIRAD Sénégal
 - * venant du Sénégal vers :
 - le CIRAD France
 - les équipes CIRAD de la sous région A.O.
- Il contribue au suivi des activités locales à plusieurs niveaux :
 - politique générale : commissions mixtes, réunions de concertation, missions des membres de la Direction Générale ;
 - politique scientifique : appui aux directions de département, aux chefs de programmes pour des mouvements de personnel liés à l'émergence ou à l'évolution de notre intervention auprès des partenaires ;
 - stratégie d'intervention : appui aux chefs de programmes pour optimiser les conditions de travail (objectifs et logistique) de nos agents dans le cadre d'un partenariat équilibré.
- Il contribue à la construction de partenariats nouveaux et à leur contractualisation par délégation des directeurs de départements.
- Il assure une fonction de prestations de service auprès des départements, des délégations ou des services du CIRAD France :
 - pour des actions en cours ou à préparer,
 - pour initier de nouvelles actions,
 - pour susciter de nouvelles actions.
- Il veille à assurer des conditions de vie satisfaisantes pour chaque agent et sa famille aussi bien dans le cadre de la vie professionnelle que privée.

Il joue le rôle de facilitateur auprès des agents en poste dans le respect de l'application des accords d'expatriation.

Dans le cadre de la commission de site, dont il assume la présidence, il reste à l'écoute des questions concernant les conditions de vie et de travail des agents.
- Il assure la promotion des compétences du CIRAD dans les domaines scientifique, de formation et d'information scientifique et technique ainsi que pour notre appui institutionnel à l'émergence des centres décentralisés de décisions pour le monde rural./-

CIRAD/ Development Research Associates
8313 Woodhaven Blvd. Suite 100
Bethesda, Maryland 20817 USA
Tel/fax: (301) 365-6855 E-mail: Barr2000@erols.com

Date: Le 21 Aout 2000
De: Jill Barr, Washington
Objet: Rôle du correspondant Cirad à Washington

Le correspondant du Cirad à Washington maintient un contact régulier avec des responsables clés à la Banque Mondiale (BM) et à la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Des contacts sont établis également selon besoin avec l'Ambassade de France et autres organismes basés à Washington ou à New York (PNUD, associations, ONGs, firmes/consultants).

Les objectifs du bureau du correspondant comprennent -

- la promotion de l'identité du Cirad auprès de personnalités clés à la BM et la BID
- circulation d'information sur le Cirad (Rapport annuel, brochures, résultats scientifique etc.) et sur les séminaires et cours de formation organisés par le Cirad
- aide à l'organisation de missions à la BM et la BID par des agents du Cirad -- afin de mieux présenter les compétences du Cirad aux interlocuteurs les plus intéressants et intéressés
- discussions avec responsables BM et BID (task managers et autres) sur projets en préparation ou en exécution
- discussions sur stratégies plus globales (en dehors de projets spécifiques) à la BM et la BID
- suivi administratif -- e.g. suivi de factures (pour prestations de services sous projets en exécution), infos sur visas etc.
- liaison avec USAID, USDA, et autres pour questions précises (posées par le Cirad) ou concernant stratégies plus générales et possibilités de collaboration
- identification et "information gathering" concernant partenaires éventuels pour le Cirad (consulting firms, professional associations etc.)